

NOTRE TRAJECTOIRE

AFRICAN PARKS
RAPPORT ANNUEL 2020





7 La rivière Lekoli serpente au cœur du Parc national d’Odzala-Kokoua, au Congo © Scott Ramsay
Couverture: Les Zones humides de Bangweulu, en Zambie, abritent plus de 36 000 cobes de Lechwe noirs endémiques © Lorenz Andreas Fischer

02 INTRODUCTION

04	Le portefeuille d’African Parks
06	Lettre d’ouverture : Mavuso Msimang
08	Lettre du P.-D.G. et résumé exécutif
14	Notre modèle
16	Notre vision
18	2020 : les chiffres
20	En souvenir

22 LES PARCS

	MOZAMBIQUE
26	Parc national de l’archipel de Bazaruto
	ZIMBABWE
32	Parc national de Matusadona
	ANGOLA
38	Parc national d’Iona
	MALAWI
44	Réserve de faune de Majete
48	Parc national de Liwonde et Réserve forestière de Mangochi
52	Réserve de faune de Nkhotakota
	ZAMBIE
58	Parc national de la plaine de Liuwa
62	Zones humides de Bangweulu
	RWANDA
68	Parc national de l’Akagera
72	Parc national de Nyungwe
	CONGO
76	Parc national Odzala-Kokoua
	RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
82	Parc national de la Garamba
	RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
88	Chinko
	BÉNIN
94	Parc national de la Pendjari
98	Parc national du W
	TCHAD
104	Parc national de Zakouma et Réserve de faune de Siniaka Minia
108	Réserve Naturelle et Culturelle de l’Ennedi

112 NOS PARTENAIRES

114	Le message du Président
116	Nos partenaires gouvernementaux
118	Nos partenaires stratégiques
126	Informations institutionnelles

128 NOS DONNÉES FINANCIÈRES

130	Performance financière 2020
132	États financiers sommaires
136	Gouvernance
IBC	Rejoignez-nous

INTRODUCTION

- 04 Le portefeuille d'African Parks
- 06 Lettre d'ouverture : Mavuso Msimang
- 08 Lettre du P.-D.G. et résumé exécutif
- 14 Notre modèle
- 16 Notre vision
- 18 2020 : les chiffres
- 20 En souvenir



LE PORTEFEUILLE D'AFRICAN PARKS

African Parks a été fondée en 2000 en tant que solution africaine aux défis de la conservation sur ce continent. Nous assumons l'entière responsabilité de la gestion à long terme de parcs nationaux et de zones protégées, en partenariat avec des gouvernements et des communautés locales. Notre objectif est de restaurer ces paysages, de les gérer assez efficacement pour assurer leur viabilité écologique, sociale et financière et, ce faisant, leur permettre d'offrir à perpétuité une multitude d'avantages aux populations et à la faune sauvage. À la fin de l'année 2020, African Parks comptait 19 parcs gérés dans un total de 11 pays, sur une superficie de 14,7 millions d'hectares et dans 10 des 13 biomes écologiques que compte l'Afrique continentale. Ce territoire est le plus vaste et le plus varié sur le plan écologique qui soit protégé par une seule ONG en Afrique.

UNE SOLUTION AFRICAINE

COFONDATEUR D'AFRICAN PARKS, VICE-PRÉSIDENT ET MEMBRE DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION DE 2003 À 2020 | MAVUSO MSIMANG

Mon amour pour la nature remonte à mes premières années d'enfance, à nos promenades matinales sur le domaine de mon grand-père à l'extérieur de Newcastle, dans le KwaZulu-Natal. Il n'est pas né lors des visites dans les parcs nationaux, qui se trouvaient ailleurs, et accueillaient d'autres gens, différents de moi et favorisés par le gouvernement de l'apartheid. Mon intérêt, né à cette époque, m'a poussé vers une licence en entomologie, alors que mes contemporains suivaient des cursus en politique, droit et économie. Après un exil de 30 ans, je suis devenu en 1997 le PDG de South African National Parks, où j'ai fait ma première véritable expérience des merveilles de la nature, de la vie sauvage en liberté, dans de vastes espaces ouverts. Cela a changé ma vie. J'y ai mis à profit les compétences acquises au fil des ans dans le secteur public, de la politique et du développement, pour lancer SANParks sur la voie de la durabilité et rendre les parcs de mon pays accessibles à tous.

Si l'on pense généralement que les êtres humains ont besoin des parcs – ce qui est le cas –, l'inverse est également vrai. Les parcs ont besoin de gens qui les protègent, les gèrent, les financent et les valorisent. Sans cela, ils seront perdus, comme beaucoup le sont actuellement.

Au cours de mes années à SANParks, j'ai également constaté la nécessité et le pouvoir d'un partenariat avec le secteur privé pour conquérir plus de flexibilité, renforcer la responsabilité, axer des ressources financières limitées sur la transformation de la conservation. C'est là que j'ai rencontré ceux avec qui j'ai cofondé African Parks : Peter Fearnhead (son actuel P.D.G), le Dr. Anthony Hall Martin, Michael Eustace et Paul Fentener van Vlissingen. Ensemble, nous avons eu la meilleure idée de nos carrières : révolutionner la gestion des aires protégées.

En 2000, nous avons fondé African Parks, créant ainsi un nouveau paradigme pour la conservation. Nous imaginions en effet que celui-ci, en aidant les gouvernements africains à transformer leurs parcs défaillants en hauts lieux écologiques, sociopolitiques et économiques, jouerait un rôle majeur sur tout le

continent. Il s'agissait d'une solution africaine à l'un des défis les plus pressants de l'Afrique, où l'on trouvait peu ou pas d'argent et peu de compétences.

En 2003, le Malawi a été le premier pays à nous confier la gestion, puis la résurrection de la Réserve de faune de Majete. Dix-sept ans plus tard, African Parks gère quatre des parcs du Malawi, où résident 90 % des éléphants du pays et 100 % de ses rhinocéros et où elle a fait revenir les lions et les guépards. Les parcs sont les plus gros employeurs de leurs régions et le sont restés pendant la pandémie. Le Malawi a même accepté de réorganiser son système fiscal pour que leurs recettes soient conservées au niveau des parcs mêmes : cette déclaration politique importante témoigne de l'engagement gouvernemental envers leur durabilité.

Telle était notre vision – gérer efficacement les aires protégées d'Afrique au nom des gouvernements, dans l'intérêt de la faune et des Africains. Et de fait, plus de 90 000 personnes vivent en toute légalité dans quatre de ces parcs, dont l'existence et le dynamisme leur procurent des moyens de subsistance. African Parks gère aujourd'hui 19 parcs dans 11 pays, à l'invitation de gouvernements africains déterminés à concrétiser leur vœu : sécuriser leurs aires protégées et sauvegarder leur faune et leur flore, tout en créant de la valeur pour leurs populations.

Une transformation discrète mais palpable est en cours grâce aux gouvernements dont la confiance croît envers le modèle d'African Parks, et aux donateurs innovants qui investissent dans le capital de la nature. Nous ne cesserons pas. Ce voyage que j'ai contribué à créer se poursuivra après moi, après nous tous. Mais, dans l'intervalle, nous allons poursuivre dans cette voie. Nous serons persévérants, patients et polis, mais féroces, sachant que cette solution est la plus sûre pour chacun des parcs africains en péril, et donc pour la faune africaine, et toujours pour les populations africaines. Et c'est un héritage dont je suis profondément fier.

Cordialement,
Mavuso Msimang



TRACER LA VOIE POUR LA NATURE

LETTRE DU PDG ET RÉSUMÉ | PETER FEARNHEAD

On m’a souvent demandé comment le Covid-19 avait affecté la conservation, et ma réponse est toujours la même : la conservation déjà en crise auparavant, l’est restée tout au long de la pandémie et le sera encore une fois que nous en serons sortis. La pandémie n’a fait que mettre en lumière l’ampleur du problème.

2020 devait être la super-année de la biodiversité. Étrangement et a contrario, elle l’aura peut-être été. Alors même que la situation sanitaire provoquait l’annulation de manifestations internationales pour fixer des objectifs environnementaux pour les 10 années à venir, le blocage de l’économie mondiale mettait en évidence notre interconnexion et notre dépendance à l’égard de la nature à un niveau universel. Il a renforcé les preuves scientifiques préexistantes du lien entre l’augmentation des maladies infectieuses et notre destruction des habitats et consommation d’animaux sauvages. Il a démontré que le financement et actions nécessaires pour la protection de la nature et la prévention des pandémies et d’autres catastrophes d’origine humaine seraient bien moins coûteux que d’en subir d’autres à l’avenir. C’est pourquoi 2020 pourrait rester dans les mémoires comme un tournant décisif.

2020 a marqué le 20e anniversaire de notre création mais les célébrations prévues ont rapidement fait place à une introspection sérieuse et à une planification stratégique. Tout d’abord, au vu de la fermeture prolongée des opérations touristiques, nous devons nous assurer que nous étions bien équipés pour répondre aux défis immédiats que posait la baisse des recettes opérationnelles. Puis nous nous sommes penchés sur nos débuts, sur ce que nous avons appris tout au long de notre parcours et sur la voie à suivre à l’avenir. African Parks a été fondée il y a 20 ans pour relever un défi : celui de l’échec des aires protégées en Afrique. Nous étions loin de nous douter alors que notre modèle de partenariat public-privé resterait aussi solide et permettrait de relever les menaces les plus urgentes auxquelles nous sommes aujourd’hui confrontés : le changement climatique, les pandémies, l’insécurité...

Mettons tout cela en perspective : aucun de nos 3 219 employés à plein temps n’a perdu son poste à cause du Covid-19, ce qui est fondamental si l’on considère l’effet multiplicateur et l’estimation prudente selon laquelle un emploi fait vivre en moyenne sept personnes et demie. Tous les parcs que nous gérons sont restés pleinement opérationnels, et les niveaux de braconnage maintenus à leur minimum. Ils ont conservé leur fonction de pôles de sécurité où la faune sauvage a pu croître, où

les écoles et les cliniques ont fonctionné, où il a été investi dans des entreprises sociales et où la population, loin de seulement maintenir ses activités, les a développées. Ces résultats contrastent fortement avec un rapport récent de l’UICN et d’autres organismes, selon lequel plus de la moitié des aires protégées d’Afrique ont été contraintes de réduire leurs mesures de protection et plus du quart des rangers a perdu la totalité de son revenu. C’est grâce à la résilience de notre modèle, à notre responsabilité totale, à une gouvernance solide et à des solutions de financement à long terme grâce à nombre de nos donateurs que les sites gérés par African Parks sont restés protégés, tout en faisant profiter des milliers de personnes d’opportunités modifiant le cours de leur vie.

C’est pourquoi nous devons en faire davantage. À cette fin, nous avons remanié notre projet pour la prochaine décennie et fixé notre objectif pour 2030 : gérer 30 parcs, sur une superficie de 30 millions d’hectares dans 11 biomes, pour faire avancer notre vision globale – protéger 30 % de l’Afrique pour la nature. En outre, nous souhaitons soutenir 10 autres aires protégées sur cinq millions d’hectares supplémentaires, qui seront gérées par des partenaires sélectionnés dans le cadre de notre nouveau programme incubateur. Nous avons mis sur pied une feuille de route pour guider ces actions, et identifié comme fondement d’une stratégie de conservation continentale un total de 161 aires protégées prioritaires en Afrique subsaharienne : ces zones doivent être sécurisées d’urgence – peu importe par qui. Vous pouvez découvrir nos conclusions à la page 16 : « Notre vision : une feuille de route pour 2030 ».

Ce rapport annuel rend compte des effets positifs que vous avez contribué à créer au cours d’une année sans précédent, et qui n’ont été possibles que grâce aux partenariats que nous entretenons avec les gouvernements hôtes et la clarté de la vision que nous partageons avec chacun d’entre eux. Aujourd’hui, je suis prudemment optimiste : la protection de la nature revêt un sens nouveau pour les décideurs, les électeurs et les communautés avoisinantes qui, en cette période d’effondrement économique, survivent grâce à la nature que nous défendons. Ce dont je suis le plus certain, c’est que le rôle d’African Parks, sa mission et le besoin urgent de changer d’échelle sont plus importants que jamais. Merci d’être à nos côtés, d’être nos partenaires, d’apporter votre soutien indéfectible maintenant et dans ce prochain chapitre de notre histoire, alors que nous traçons une voie pour la protection de la nature dont dépend notre avenir collectif.

Cordialement, Peter Fearnhead, PDG

→ D’une superficie de 1 019 km², le Parc national de Nyungwe abrite l’une des plus anciennes forêts pluviales d’Afrique © Marcus Westberg



« Notre relation de près de 20 ans avec African Parks a été un merveilleux voyage d’amitié et de travail inspirant et stratégique. Nous avons commencé en 2003 en apportant notre appui à la plaine de Liuwa, et avons rapidement compris que l’équipe dirigeante, avec son approche communautaire de la conservation, allait réaliser de grandes choses. Nous sommes particulièrement enthousiasmés par l’importance qu’ils accordent aux communautés locales dans l’optique d’une conservation durable. À cette fin, nous avons aidé à déplacer 500 éléphants au Malawi pour atténuer les conflits et relâcher les pressions sur l’habitat dans deux parcs, ce qui a permis d’en repeupler un troisième et, par ce biais, de stimuler le tourisme et l’économie locale. Nous sommes fiers de soutenir la perspective d’extension à 30 parcs d’ici 2030. Nous espérons à présent que la cause de la protection des paysages clés, de la faune et des communautés en Afrique animera davantage de personnes encore à l’avenir. »

- Rob et Melani Walton, cofondateurs de la Fondation Rob et Melani Walton



NOTRE CROISSANCE - Dans ces circonstances troublées, nous avons malgré tout continué à élargir notre impact environnemental en prenant deux nouvelles aires protégées sous notre gestion. L'une d'elles est le Parc national de Nyungwe, au Rwanda, qui est l'une des plus anciennes forêts pluviales afro montagnarde du continent. Il fournit 70 % de l'eau du pays et abrite un quart des espèces de primates africaines. L'autre est le Parc national du W, au Bénin, un point d'ancrage du complexe W-Arly-Pendjari, l'un des plus grands écosystèmes sauvages intacts d'Afrique de l'Ouest et site classé au Patrimoine mondial de l'Unesco. Nous avons également été en mesure de renforcer et d'étendre deux de nos mandats existants : nous avons prorogé notre mandat de 25 ans avec le gouvernement congolais eu égard au Parc national Odzala-Kokoua, dans le bassin du Congo (la deuxième forêt tropicale humide au monde en termes de superficie), avec l'adjonction du Sanctuaire de gorilles de Lossi ; et nous avons signé un accord de 25 ans avec le gouvernement centrafricain pour étendre l'aire protégée du Chinko à 5,5 millions

d'hectares – faisant ainsi de celle-ci l'une des aires sauvages contiguës sous gestion les plus vastes d'Afrique. Grâce à ces gouvernements et à l'ensemble de nos partenaires gouvernementaux, nous gérons aujourd'hui 19 parcs dans un total de 11 pays, avec la garantie d'une conservation efficace pour les 14,7 millions d'hectares de ces écosystèmes dont certains sont les plus menacés au monde.

NOTRE COMMUNAUTÉ - Alors que le tourisme a soudainement connu un coup d'arrêt au début du mois de mars, entraînant une perte immédiate de 10 % de notre budget annuel, nous avons pris des décisions financières rapides pour nous adapter en conséquence et, ainsi, avons pu poursuivre nos opérations quotidiennes sans perturbations. Dans le cadre du rôle extrêmement important que nous jouons vis-à-vis de communautés parmi les plus vulnérables d'Afrique, nos équipes ont mobilisé et distribué à leurs membres, ainsi qu'au personnel, plus de 65 000 masques. Plus de 5 000 litres de savon, 285 litres d'eau de Javel ont été distribués et 630 postes

de lavage des mains installés dans les centres de santé, les dispensaires, les écoles et autres centres communautaires. Nos campagnes d'information et de sensibilisation visant à prévenir la transmission et à contenir la propagation du Covid-19 ont atteint au moins 135 800 personnes dans les villages voisins des parcs sous notre gestion.

Nos interventions régulières auprès des communautés se sont poursuivies avec la construction et la rénovation d'écoles, l'octroi de centaines de bourses d'études à des , la garantie d'un accès gratuit aux parcs pour les élèves à des fins d'éducation environnementale, et l'organisation d'ateliers de planification familiale. Les projets visant à assurer des moyens de subsistance se sont révélés essentiels, tels notre appui aux coopératives de pêche et d'apiculture et aux pratiques agricoles durables, le libre accès aux parcs pour en récolter les ressources naturelles, le forage de puits pour l'eau potable et l'apport d'énergie verte par la subvention de lampes solaires et de kits de lampes pour les communautés rurales. Quatre des 19 parcs que nous gérons abritent au moins 90 000 personnes vivant légalement sur leur territoire, et chacun d'eux compte à ses alentours des communautés de plusieurs milliers de personnes ; pour l'avenir à long terme de chacun de ces sites, il est essentiel de leur apporter des avantages réels et tangibles.

En juin, dans le cadre de notre collaboration avec « Prints for Wildlife », 120 photographes de renommée mondiale ont convenu, en réponse aux retombées touristiques négatives liées au Covid-19, de faire don de leurs clichés afin de collecter des fonds pour African Parks. Plus de 6 000 tirages ont été vendus dans le monde entier, ce qui nous a permis de récolter plus de 500 000 \$US. En octobre, 1 000 de nos écogardes ont participé au Tusk Trust Wildlife Ranger Challenge : les 250 000 \$US récoltés ont servi à équiper 1 000 gardes non employés par African Parks – chacun a reçu des bottes, un sac à dos, une chemise et un pantalon de terrain, des pièces d'équipement basiques mais essentielles pour partir en patrouille. Ensemble, nos écogardes ont parcouru 21 000 km, soit presque la totalité du périmètre de l'Afrique, en solidarité avec leurs homologues du monde entier.

FAUNE - Nous avons réussi à maintenir le braconnage à un niveau historiquement bas dans l'ensemble des parcs et constaté une augmentation continue des espèces essentielles. Majete a maintenu son record de 17 ans sans une seule perte de rhinocéros ou d'éléphant due aux braconniers, tandis que les nouvelles naissances de veaux de rhinocéros ont fait croître cette population à l'Akagera, à Majete et à Liwonde. Les lions prospèrent au W, à Zakouma, à l'Akagera, à la Pendjari, à Majete et à Liwonde, et les données des pièges photographiques ont confirmé leur présence dans une



zone du Chinko où ils n'avaient pas été vus depuis 2016. À la Garamba, le braconnage des éléphants a été réduit de 97% depuis 2016 ; autres signes de reprise, 39 éléphanteaux de moins d'un an y ont été recensés, et pas un seul éléphant victime de braconnage n'a été signalé au cours de l'année. Odzala demeure un haut lieu pour les espèces menacées : on y compte environ 7 270 éléphants de forêt d'Afrique, 7 575 gorilles des plaines de l'Ouest et 827 chimpanzés.

Nos équipes de la Pendjari et du W ont réalisé un vaste exercice de marquage d'éléphants et d'antilopes totalisant 39 individus – le premier de ce type au W. Nous obtiendrons ainsi un meilleur aperçu de l'importance transfrontalière de ce complexe. Des autruches à cou rouge ont été transférées dans l'Ennedi. En décembre, avec le soutien des Conseils des ressources communautaires et du Département zambien des parcs nationaux et de la faune (DNPW), nous avons réintroduit une population fondatrice de guépards dans les zones humides de Bangweulu, dans l'espoir d'étendre l'aire de répartition de cette espèce vulnérable et de stimuler le tourisme. Bien que tous ces points se concentrent sur une seule espèce, il faut signaler qu'ils découlent de la sécurisation de systèmes entiers, laquelle crée des conditions favorables pour que toute la faune s'épanouisse et joue pleinement son rôle au cœur de paysages écologiquement salubres.

IN MEMORIAM - La pandémie nous a frappé au cœur avec la perte tragique, le 18 juillet, de Jonathan Chisaka, le directeur des Zones humides de Bangweulu. Jonathan, qui a laissé à Bangweulu un héritage remarquable en matière de conservation, était par ailleurs un leader profondément admiré au sein de la communauté. Kunda Mwape, décédé le 21 juillet, était le comptable du Parc des plaines de Liuwa. Il faisait partie intégrante de l'équipe et possédait une énergie contagieuse – il manquera profondément à tous ses collègues. Francis Mbilizi, décédé le 1er août, siégeait au conseil d'administration de Majete depuis 2009, puis, de 2015 jusqu'à son décès prématuré, en qualité de président d'African Parks Malawi. Universitaire, extrêmement compétent tant au sein du gouvernement que dans le secteur privé, il a contribué à piloter African Parks au Malawi pendant plus d'une décennie. Vous trouverez en page 20 les détails relatifs aux autres personnes hélas décédées en 2020. Ces pertes prématurées nous ont tous affectés, et nous présentons nos plus sincères condoléances à leur famille.

REGARDER VERS L'AVENIR - Dans la mesure où l'année 2020 marquait notre vingtième anniversaire et où nous approchons de notre objectif de 20 parcs, il nous semble approprié de nous livrer à un examen interne et de définir notre vision pour les 10



↑ Au Chinko, en RCA, des études approfondies réalisées à l'aide de pièges photographiques ont révélé une augmentation de la population de lions © Thierry Aebischer



prochaines années. Notre objectif immédiat est de gérer 30 parcs d'ici 2030, répartis dans 11 biomes et sur 30 millions d'hectares. Pour notre impact, nous avons lancé un programme incubateur avec des partenaires sélectionnés, auxquels nous apporterons notre expertise pour la gestion de dix autres zones protégées couvrant cinq millions d'hectares supplémentaires. Nous avons passé une bonne partie de la période de confinement induite par le Covid-19 à analyser l'ensemble des aires protégées africaines. Sur les 8 496 aires protégées enregistrées sur le continent, seules 1 050 couvrent une superficie supérieure à 50 000 hectares ; parmi celles-ci, nous en avons identifié 161 comme étant les plus importantes en termes de viabilité, de biodiversité et de services écosystémiques, et encore suffisamment indemnes pour valoir nos efforts ; sur ces 161 sites, African Parks estime que seuls 69 sont gérés et protégés de manière adéquate, au point d'avoir une bonne chance de survie, tandis que les 92 restantes subissent de graves menaces et nécessiteraient une gestion urgente. C'est cette nécessité qui façonne notre réflexion pour l'avenir. Ce thème est développé en page 16.

AVEC TOUTE NOTRE GRATITUDE - Malgré les défis que nous pose cette pandémie, nous avons fait des progrès importants tout au long de cette année. Je parle au nom de tous les membres d'African Parks lorsque j'affirme que c'est un honneur de travailler avec chacun des partenaires gouvernementaux qui nous ont confié leurs parcs nationaux, et nous convenons constamment que c'est avant tout grâce à eux que notre tâche est rendue possible. Cette année aurait également pu se solder par une diminution ou une perte de financements, mais la résilience de nos partenaires financiers nous a permis non seulement de maintenir à flot tous les parcs de notre portefeuille, mais, en outre, d'étendre notre influence en matière de conservation. C'est grâce à l'engagement de nos donateurs que nous sommes en mesure de poursuivre la mise en œuvre de solutions éprouvées pour conserver la biodiversité de l'Afrique. Au nom de toute l'équipe d'African Parks, je vous remercie d'être à nos côtés, de nous aider à atteindre nos objectifs et de nous accompagner dans ce nouveau chapitre, qui verra, nous l'espérons, une Afrique protégée à 30% pour les hommes et la faune.

NOTRE MODÈLE

POUR UN AVENIR DURABLE

En l'an 2000, African Parks a été le précurseur du modèle de « partenariat public-privé » (PPP) dans le domaine de la gestion des aires protégées. Dans ce cadre, nous sommes entièrement responsables de toute la gestion du parc et rendons compte à 100% au gouvernement, qui en conserve la propriété et détermine la politique le concernant. Pour ce faire, nous concluons des accords à long terme, d'une durée moyenne de 20 ans (mandats), mettons en place des

solutions de financement (argent) et établissons une gouvernance claire en créant des entités juridiques distinctes par parc ou par pays, chacune dotée de son propre conseil d'administration représentant les principales parties prenantes (gestion). Une fois ces trois éléments en place, nous mettons en œuvre les cinq piliers (voir ci-après), conçus pour restaurer et protéger les zones sauvages au profit des populations et de la faune tout en assurant une durabilité à long terme.

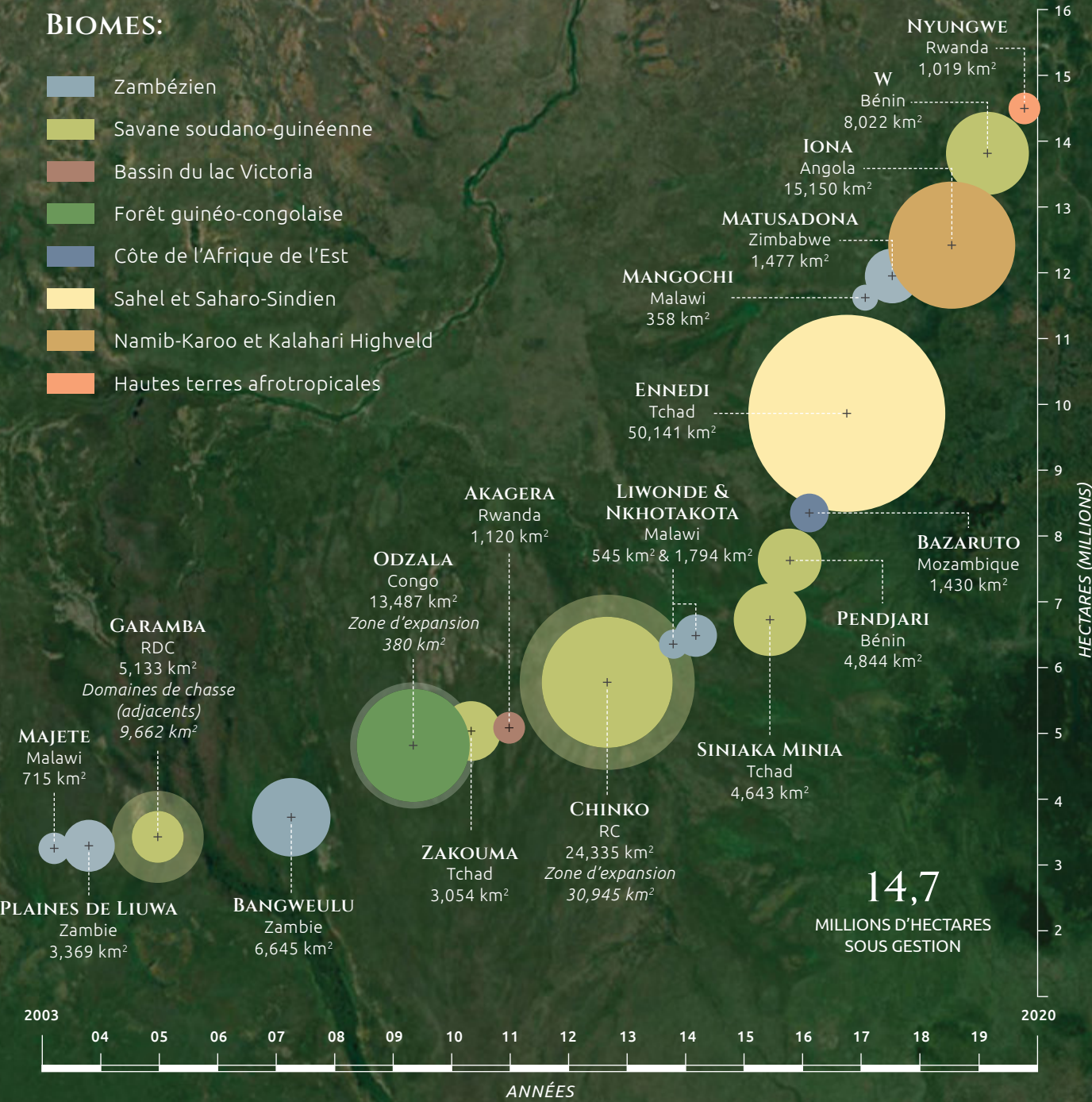
5 PILIERS, ACTIONS & RESULTATS

Modèle AP Créé en 2000



BIOMES:

- Zambézien
- Savane soudano-guinéenne
- Bassin du lac Victoria
- Forêt guinéo-congolaise
- Côte de l'Afrique de l'Est
- Sahel et Saharo-Sindien
- Namib-Karoo et Kalahari Highveld
- Hautes terres afrotropicales



NOTRE EMPREINTE:

PROTÉGER LA BIODIVERSITÉ AFRICAINE

African Parks gère 19 parcs dans 11 pays, englobant 10 des 13 biomes écologiques d'Afrique continentale, dans le but de garantir que 14,7 millions d'hectares soient gérés efficacement et, donc, protégés. En 20 ans seulement, nous avons constitué le portefeuille le plus important et le plus diversifié sur le plan

écologique pour une organisation de conservation sur le continent. Notre objectif est de gérer 30 parcs d'ici 2030 dans 11 biomes différents, en veillant à ce que 30 millions d'hectares soient bien gérés, de manière à faire progresser notre grande ambition : protéger à perpétuité 30 % des paysages uniques d'Afrique.

NOTRE VISION : UNE FEUILLE DE ROUTE POUR 2030

Ce qui n'est pas géré est perdu.

La Convention sur la diversité biologique stipule que « les aires protégées sont la pierre angulaire de la conservation de la diversité biologique ». Si la Base de données mondiale des zones protégées (WDPA) identifie 8 496 de ces aires officiellement recensées en Afrique, la plupart sont de trop petites dimensions – seules 1 050 d'entre elles ont une superficie supérieure à 50 000 hectares – pour produire des services écosystémiques à l'échelle, même si elles peuvent être importantes pour certaines espèces.

En 2020, African Parks a mené une analyse en utilisant à la fois des couches de données et son expertise collective pour examiner les aires protégées viables résiduelles. En tenant compte d'éléments tels que les menaces, la connectivité des sites et la santé des écosystèmes, nous avons identifié seulement 161 « zones d'ancrage » possédant les meilleures chances de fonctionner de manière viable, de vastes paysages abritant une biodiversité d'importance mondiale, qui séquestrent le carbone, fournissent de l'air et de l'eau propres, assurent la sécurité alimentaire, créent de la stabilité et apportent des avantages économiques, sociopolitiques et écologiques à des millions de personnes.

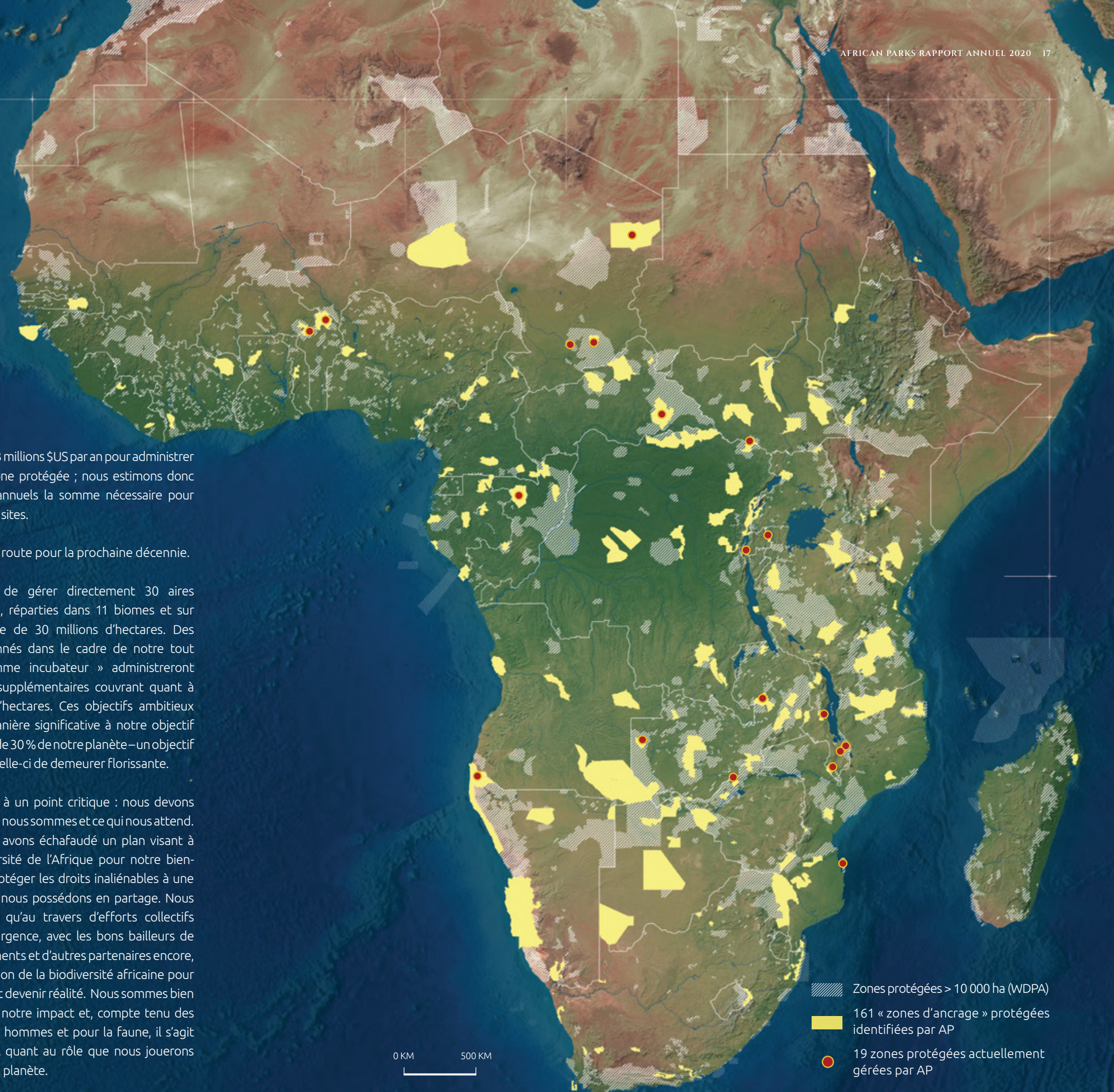
Bien gérées, ces « zones d'ancrage » pourraient former l'épine dorsale de la stratégie de conservation du continent en permettant l'élargissement à des zones et des sites légiférés adjacents – une étape fondamentale vers une vision plus large : garantir la gestion de 30% de l'Afrique en faveur de la nature. African Parks estime cependant que seules 69 de ces zones disposent actuellement de ressources adéquates et sont administrées à un niveau qui leur offre une chance raisonnable de survie, tandis que les 92 autres sont en butte à des menaces inouïes et nécessiteraient une prise de gestion immédiate, comme celle que propose African Parks, avant leur perte irréversible. D'après l'expérience d'African Parks, il en

coûte en moyenne 3,3 millions \$US par an pour administrer correctement une zone protégée ; nous estimons donc à 531 millions \$US annuels la somme nécessaire pour l'ensemble de ces 161 sites.

Voici notre feuille de route pour la prochaine décennie.

Notre objectif est de gérer directement 30 aires protégées d'ici 2030, réparties dans 11 biomes et sur une superficie totale de 30 millions d'hectares. Des partenaires sélectionnés dans le cadre de notre tout nouveau « programme incubateur » administreront 10 aires protégées supplémentaires couvrant quant à elles cinq millions d'hectares. Ces objectifs ambitieux contribueront de manière significative à notre objectif global de protection de 30% de notre planète – un objectif devant permettre à celle-ci de demeurer florissante.

Nous nous trouvons à un point critique : nous devons savoir exactement où nous sommes et ce qui nous attend. C'est pourquoi nous avons échafaudé un plan visant à préserver la biodiversité de l'Afrique pour notre bien-être collectif, et à protéger les droits inaliénables à une planète salubre que nous possédons en partage. Nous sommes convaincus qu'au travers d'efforts collectifs entrepris de toute urgence, avec les bons bailleurs de fonds, les gouvernements et d'autres partenaires encore, ce plan de préservation de la biodiversité africaine pour toute l'humanité peut devenir réalité. Nous sommes bien placés pour étendre notre impact et, compte tenu des implications pour les hommes et pour la faune, il s'agit d'un moment crucial quant au rôle que nous jouerons pour l'avenir de notre planète.



2020 : LES CHIFFRES

ÉCOLOGIQUE : DES ÉCOSYSTÈMES SAINS AU SERVICE DE LA FAUNE ET DE L'HOMME

Lorsque les parcs nationaux sont protégés et gérés efficacement, ils offrent des avantages qui améliorent grandement la vie, tels que l'air pur, l'eau potable et la sécurité alimentaire. En prévenant les principales menaces, nos écogardes assurent la sécurité et créent des lieux sûrs, jetant ainsi les bases nécessaires à des écosystèmes sains et au développement durable.

CRÉER DES LIEUX SÛRS

1 365
membres du
personnel chargé de
l'application de la loi
1 064 sont des écogardes
↑ 15% de plus qu'en 2019

2 090
arrestations effectuées
↑ 218% de plus qu'en 2019



36 508
pièges retirés
↑ 88% de plus qu'en 2019

39,7
tonnes de produits
illicites de la faune
sauvage confisquées
32,4 tonnes de
viande de brousse

ESPÈCES SAUVAGES MENACÉES SOUS NOTRE PROTECTION

13 484
éléphants
7 270
sont des éléphants
de forêt
7% de la population
totale résiduelle
d'éléphants de forêt

51
guépards
3 guépards ont été
transférés à Bangweulu



1 505
girafes

545
lions

2 052
chimpanzés

7 585
gorilles des plaines
de l'Ouest

SOCIO-POLITIQUE : LÀ OÙ LA VIE SAUVAGE PROSPÈRE, LES HOMMES PROSPÈRENT ÉGALEMENT

Des parcs bien gérés rapportent des dividendes aux communautés vulnérables. Notre modèle garantit la représentation du gouvernement et de la communauté au sein du conseil d'administration de chaque parc. Nous investissons dans des écoles, dans les salaires des enseignants, dans des unités médicales et dans des moyens de subsistance durables afin de créer une base pour la conservation.

105
écoles construites
et soutenues
↑ 9% de plus qu'en 2019

752
bourses d'études
octroyées
↑ 23% de plus qu'en 2019



108 579
personnes ont reçu
des soins médicaux
↑ 227% de plus qu'en 2019

99
hôpitaux et dispensaires
mobiles soutenus
↑ 125% de plus qu'en 2019

ÉCONOMIQUE : CONSTRUIRE UNE ÉCONOMIE BASÉE SUR LA CONSERVATION

Les parcs sous notre gestion génèrent des revenus issus de la création d'emplois, du tourisme ou d'autres projets de développement durable. Davantage d'emplois signifie davantage de taxes et de salaires versés, ce qui stimule une économie axée sur la conservation. Alors que la fréquentation touristique a baissé de 50 %, les parcs ont continué à faire vivre des milliers de personnes.

3 219
employés à
temps plein
↑ 23% de plus qu'en 2019

26.8M^{US}\$
versés en salaires
↑ 19% de plus qu'en 2019

2.6M^{US}\$
versés en taxes
↑ 13% de plus qu'en 2019



3.07M^{US}\$
générés par le tourisme
↓ 51% de moins qu'en 2019*

43 664
touristes
76% d'entre eux
étaient locaux

455K^{US}\$
générés par les
entreprises sociales
↓ 8% de moins qu'en 2019*

RÉPONSE AU COVID: nos équipes ont permis à chaque parc de rester pleinement opérationnel. Pas un seul écogarde n'a manqué une patrouille, et pas un seul membre du personnel n'a perdu son emploi à cause de la pandémie. Nos équipes ont mobilisé et distribué :

65 000 masques de protection
5 000 litres de savon
630 stations de lavage des mains
285 litres d'eau de javel
223 bouteilles de désinfectant
135 800 personnes concernées par les campagnes de sensibilisation

GARAMBA : UNE HISTOIRE DE DURABILITÉ

Grâce à un financement de l'UE, Garamba a soutenu 9 656 membres de la communauté dans les entreprises sociales des domaines de l'apiculture, de la pisciculture, de l'aviculture et de l'agriculture. Environ 1 389 foyers ont bénéficié de lampes et de kits solaires subventionnés ; 26 sources d'eau et deux forages ont été construits, fournissant de l'eau potable à 29 294 personnes ; 4 976 membres de la communauté (dont 2 100 enfants) ont reçu une éducation à l'environnement ; 60 000 villageois ont été sensibilisés aux mesures de prévention du Covid-19 ; et deux pépinières du parc ont fourni 40 795 plantes.

*Les réductions sont toutes dues au Covid-19

À LEUR MÉMOIRE

Le bilan humain catastrophique de la pandémie a touché chacun d’entre nous. Chez African Parks, il nous a affecté au plus profond de nous-mêmes avec la perte du président du conseil d’administration du Malawi et celle du directeur du Parc de Bangweulu. En plus du Covid-19, plusieurs membres du personnel sont tragiquement décédés de causes naturelles ou du fait des risques quotidiens liés à la protection des parcs. Tous nous ont laissé un héritage durable, et nous présentons nos plus sincères condoléances à leur famille, leurs amis et leurs proches.

FRANCIS MBILIZI, président du conseil d’administration d’African Parks Malawi Ltd, est décédé le 1er août à la suite de complications liées au Covid-19. Il était membre de notre conseil d’administration au Malawi depuis 2009, et nous a guidés dans son pays pendant plus d’une décennie.

JONATHAN CHISAKA, directeur du Parc des zones humides de Bangweulu, est décédé à Lusaka le 18 juillet suite à des complications très probablement liées au Covid-19. Jonathan laisse un héritage exceptionnel en matière de conservation, en tant que membre à part entière de la famille d’African Parks et de leader profondément admiré au sein de la communauté depuis son arrivée à Bangweulu en 2009.

NGELEKA KANYINDA VIANNEY avait rejoint le Parc national de la Garamba, en RDC, en qualité de chauffeur de camion en 2016. Il est décédé à Kampala le 10 janvier des suites d’une maladie.

MANINARORA AUGUSTIN avait rejoint en 2011 le Parc national de l’Akagera, au Rwanda, d’abord comme écogarde débutant avant d’être par la suite promu chef d’équipe. Il est mort de maladie le 18 janvier.

SEVERIN N’SERMA KATAMAN, qui avait rejoint en 2018 le Parc national de la Pendjari, au Bénin, en qualité d’écogarde, a trouvé une mort tragique par noyade le 25 janvier lors d’une patrouille.

LUCIEN MAMBO SURUANDI, qui avait rejoint en 2016 le Parc national de la Garamba, en RDC, en tant qu’agent de sécurité, avait été promu brigadier-chef en 2018. Il est décédé dans un accident de la route le 16 février.

ANTONIO VILANCULO avait rejoint en mai 2019 le Parc national de l’archipel de Bazaruto, au Mozambique, en qualité de responsable des ressources humaines. Une maladie l’a emporté le 28 avril.

ALHADJI MAHAMAT HASSAN MAHAMAT avait rejoint en 2012 le Parc national de Zakouma, au Tchad, en tant que guide. Il est décédé le 16 avril des suites d’une maladie.

LAURENT YADJOUA, qui avait rejoint le Chinko, en RCA, en tant que travailleur journalier en 2017, est décédé le 20 septembre des suites d’une maladie.

KUNDA MWAPE avait rejoint en janvier 2016 le Parc national de la plaine de Liuwa, en Zambie, en tant que comptable financier. Il était un membre très apprécié de l’équipe, et une personnalité extrêmement généreuse et solidaire. Il est décédé des suites d’une maladie le 21 juillet dernier.

ARSENE YAMAET, qui travaillait depuis 2017 au Chinko, en RCA, comme travailleur journalier, avait été promu écomoniteur en avril 2020. Il est décédé des suites d’une maladie le 2 novembre à Bangui.

En cas de décès, d’accident ou de blessure, African Parks soutient tous ses employés permanents à hauteur de six fois leur salaire annuel. Cette somme s’ajoute aux fonds collectés en appui des membres survivants de leur famille par le biais de campagnes ou auprès de généreux donateurs. Chacun de nous à African Parks honore leur engagement, pleure leur perte et rend hommage à leurs sacrifices.



LES PARCS

	MOZAMBIQUE
26	Parc national de l'archipel de Bazaruto
	ZIMBABWE
32	Parc national de Matusadona
	ANGOLA
38	Parc national d'Iona
	MALAWI
44	Réserve de faune de Majete
48	Parc national de Liwonde et Réserve forestière de Mangochi
52	Réserve de faune de Nkhotakota
	ZAMBIE
58	Parc national de la plaine de Liuwa
62	Zones humides de Bangweulu
	RWANDA
68	Parc national de l'Akagera
72	Parc national de Nyungwe
	CONGO
76	Parc national Odzala-Kokoua
	RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
82	Parc national de la Garamba
	RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
88	Chinko
	BÉNIN
94	Parc national de la Pendjari
98	Parc national du W
	TCHAD
104	Parc national de Zakouma et Réserve de faune de Siniaka Minia
108	Réserve Naturelle et Culturelle de l'Ennedi

71 Odzala-Kokoua, au Congo, protège 7 % de la population mondiale résiduelle des éléphants de forêt © Marcus Westberg

MOZAMBIQUE

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL
Administration nationale des aires de conservation (ANAC)



Parc national de
l'archipel de Bazaruto

PARC NATIONAL DE L'ARCHIPEL DE BAZARUTO

1 430 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2017

PRINCIPAUX DONATEURS

Fondation Oppenheimer Generations et Fondation Wyss

UN SANCTUAIRE MARIN EXTRAORDINAIRE



DIRECTEUR DU PARC
Armando Guenha

« Bazaruto est une zone de conservation extraordinaire qui mérite désormais d'être protégée et revitalisée. Nous souhaitons, en partenariat avec African Parks, assurer une gestion efficace qui permettra de protéger les ressources naturelles et d'apporter aux communautés locales des avantages durables grâce à des activités touristiques axées sur la nature. Ensemble, nous pourrons enfin donner à Bazaruto la place qui lui revient de droit : celle d'un sanctuaire marin parmi les plus grands d'Afrique. »

- Celmira Frederico Pena da Silva, ancienne vice-ministre du Territoire,
de l'Environnement et du Développement rural (2017)

MOZAMBIQUE – Le Parc national de l'archipel de Bazaruto (PNBA) a été la première réserve marine à passer sous notre gestion. En 2017, l'Administration nationale des aires de conservation (ANAC) a en effet invité African Parks à prendre en charge son plus ancien parc national marin, nous donnant ainsi la chance de protéger ce joyau de l'océan Indien. Déclaré aire protégée en 1971, l'archipel se compose de cinq îles, dont trois sont peuplées par 5 000 personnes au total, et abrite une mégafaune emblématique comprenant des baleines, des requins, des espadons, des raies manta, des dauphins, des marlins et des tortues marines en période de nidification, ainsi que la dernière population viable de dugongs dans la région. La beauté pure de ce paysage marin et la diversité de sa vie sauvage en ont fait une destination de choix, mais la biodiversité régionale et les moyens de subsistance des communautés locales, lesquelles dépendent largement de la mer, ont subi les effets négatifs de la surexploitation des ressources naturelles, des pratiques de pêche illicites et d'un tourisme mal réglementé. Toutefois, nous renforçons, de concert avec l'ANAC, les relations avec les communautés par la création d'emplois, l'accès à

l'éducation et à la santé et l'investissement dans les entreprises sociales, tout en œuvrant main dans la main avec le secteur touristique pour assurer aux habitants un développement durable.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ - Le Parc national de l'archipel de Bazaruto abrite 141 espèces d'oiseaux, 18 espèces de reptiles et 21 espèces de mammifères, parmi lesquelles des dugongs et cinq espèces de dauphins. Le programme de surveillance des nids de tortues, qui a débuté en 1994, a dépassé en 2020 toutes les attentes : un total de 70 nids a été recensé sur les cinq îles – une première pour ce type de répartition – et 3 200 éclosions vivantes enregistrées tout au long de l'année. Nous devons ce résultat aux efforts redoublés des patrouilleurs et au nombre d'instructeurs issus des communautés locales : douze d'entre eux sont désormais employés dans le cadre de ce programme en tant que gardiens ; ils protègent les nids, recueillent des données importantes et constituent une courroie de transmission auprès de leur communauté, à laquelle ils expliquent les raisons d'une telle protection. Un code de conduite détaillé a été élaboré pour l'observation de la faune,





la plongée avec tuba et la plongée sous-marine, et plus de 90 capitaines de bateaux de tourisme ont reçu une formation sur diverses pratiques à même de limiter les effets négatifs de leur activité sur l'environnement.

APPLICATION DE LA LOI - L'unité des écogardes de Bazaruto se compose de 53 écogardes, dont 16 femmes, ayant effectué en 2020 un total de 8 115 patrouilles, soit une augmentation de 58% par rapport à 2019. Dans le but de lutter contre la pêche à grande échelle qui menace la durabilité du parc, 27 pêcheurs ont été arrêtés pour pêche illégale et braconnage de tortues, 28 embarcations de pêche ont été confisquées, 29 navires marchands interceptés et surveillés. Dans un souci de sensibilisation, une quantité importante du matériel saisi a été brûlée au cours d'une cérémonie télévisée à laquelle ont assisté des magistrats de district et de province, des représentants de l'ANAC et d'autres districts, ainsi que des membres des communautés.

On a signalé en 2020 à Benguerra et Bazaruto un certain nombre d'incendies causés par des activités brassicoles illégales. Une personne a été arrêtée et son procès est en cours. Les patrouilles conjointes régulières déployées avec les autorités maritimes tout au long de l'année à l'extérieur de la limite nord

du parc ont conduit à plusieurs arrestations, ainsi qu'à la libération d'une cinquantaine de tortues prises dans des filets de pêche.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE - Nous avons recruté 112 locaux comme membres permanents de notre équipe et avons continué à investir dans le développement d'entreprises locales durables, ainsi que dans la santé et l'éducation. Nos relations avec les communautés, renforcées par les 114 réunions organisées en 2020, contribuent d'une manière essentielle à la réussite de nos projets de revitalisation. La cérémonie de remise de la part de 20 % des revenus générés par le parc en 2019, tel que stipulé, soit 25 600 \$US à partager entre trois associations communautaires, a marqué un temps fort auquel ont assisté le ministre du Territoire et de l'Environnement et le secrétaire d'État de la province d'Inhambane.

Au cours de cette année de pandémie, la santé a été au centre des préoccupations. Toutes les communautés ont fait l'objet d'un vaste programme de sensibilisation au Covid-19 et d'une distribution de masques, et nous avons également soutenu les hôpitaux de Vilankulo et Inhassoro par la fourniture de thermomètres et de matériel de sensibilisation. Un programme d'embauches à court terme a été mis sur pied avec l'objectif de collecter les déchets solides sur les îles, au sujet desquels toutes les communautés ont été

sensibilisées, ce qui a permis de recruter 60 membres de la communauté ayant perdu leur emploi dans le tourisme du fait de la pandémie. Le projet intégré d'eau et d'agriculture de conservation a également été revitalisé ; cet ambitieux projet a été lancé en 2018, date à laquelle la Banque mondiale a accordé un financement à l'ANAC pour construire quatre champs d'agriculture de conservation comprenant chacun un projet hydraulique. Une pépinière a été conçue pour repeupler les arbres indigènes, et un stage de permaculture visant à former les communautés locales à la production de cultures durables et résistantes au climat est en cours de planification. Une étude socio-économique a également été réalisée qui étayera le Plan de développement communautaire. Des bourses d'études comprenant en outre du matériel pédagogique et des uniformes, ont été octroyées à 120 enfants.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES - La plupart des améliorations ont concerné la modernisation des infrastructures touristiques. Le 21 décembre 2020, la télévision a retransmis une cérémonie au cours de laquelle le ministre du Territoire et de l'Environnement a inauguré les avant-postes des éclaireurs à Sitone et Chitoane. Le même jour, l'ANAC et l'INATUR (le ministère du Tourisme) ont officiellement ratifié un accord permettant au parc de construire ses bureaux sur le site du camping touristique de Vilankulo. Les équipements de jour à Magaruque, Bazaruto et Santa Carolina, comprenant des stations d'eau, des points d'information touristique et des aires de barbecue, ont été finalisés. Les quartiers généraux temporaires du parc ont été améliorés avec l'installation de salles

de bain fonctionnelles dans les bureaux-containers, et dans les avant-postes des îles de Santa Carolina et Magaruque il a été procédé à l'installation de structures temporaires, dans l'attente des structures permanentes prévues en 2022 et 2023. Le Zenguelemo Lodge, qui appartient à la communauté, est en très bonne voie : il ouvrira ses portes en avril 2021.

TOURISME - L'activité touristique a été inexistante au milieu de l'année 2020 en raison des restrictions liées au Covid-19, mais le bilan de décembre a permis une nette amélioration des chiffres globaux.

Au cours de l'année, le PNBA a reçu 10 879 touristes, générant des recettes de 67 229 \$US. En y rajoutant les taxes sur les concessions, les véhicules et les activités, le chiffre s'élève à 195 717 \$US, soit une baisse de 47 % par rapport à la même période en 2019 en raison de la pandémie. Au cours de 2020, nous avons étendu et amélioré notre plate-forme de réseaux sociaux et accru notre engagement pour promouvoir les dimensions touristiques locale et nationale du PNBA.

OBJECTIFS POUR 2021

- + Effectuer dénombrement aérien sur les dugongs.
- + Installer et rendre opérationnel un système LoRa sur tous les bateaux et véhicules du parc.
- + Développer et mettre en œuvre une stratégie communautaire.
- + Entamer la construction des bureaux du parc à Vilankulo.
- + Améliorer le système de recouvrement des recettes.



ZIMBABWE

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL
Autorité de gestion des parcs et de la faune du Zimbabwe (PWMA)



PARC NATIONAL DE MATUSADONA

1 477 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2019

PRINCIPAUX DONATEURS

Fondation Dhanam, Fondation Oak,
Stichting Natura Africae et Fondation Wyss



UNE DESTINATION PRISÉE POUR SA FAUNE SAUVAGE



DIRECTEUR INTÉrimAIRE DU PARC
Rob Reid

« Le Zimbabwe fait partie des nations les mieux dotées au monde en ressources naturelles et en vie sauvage. Ces atouts attirent chaque année des millions de visiteurs et forment une base vitale de notre économie ; de ce fait, ils nécessitent une gestion adéquate à même de renforcer leur contribution à notre développement. Notre partenariat public-privé avec African Parks visant à restaurer Matusadona concourt à faire de la conservation un mécanisme de croissance durable, en ce qu'elle encourage une économie touristique au bénéfice de la population tout en assurant la protection de la faune et de la flore du Zimbabwe. »

- M. Fulton Mangwanya, directeur général de l'Autorité de gestion des parcs et de la faune du Zimbabwe

ZIMBABWE - Le Parc national de Matusadona tire son nom des collines éponymes qui composent ce paysage unique et riche en eau. Flanké dans sa partie nord du lac Kariba, dont les rives sont gardées par des éléphants et de magnifiques mopanes immergés, ainsi que de deux rivières pérennes (l'Ume et la Sanyati) regorgeant d'hippopotames et de poissons-tigre, ce parc isolé et accidenté a tout pour redevenir un joyau de la vie sauvage. Proclamé parc national en 1975, il était alors un haut lieu de la conservation des éléphants et des rhinocéros noirs, ainsi qu'une destination touristique très prisée. Mais des temps difficiles et des ressources financières en baisse ont dénié à Matusadona une protection adéquate contre les pressions humaines partout à l'œuvre dans le pays et sur le continent. Cependant, la vision et la clairvoyance de l'Autorité de gestion des parcs et de la faune du Zimbabwe (PWMA) l'ont conduite à inviter African Parks, en novembre 2019, à mener à bien son ambition : revitaliser Matusadona en tant que sanctuaire d'éléphants et de rhinocéros, et

le repositionner comme une destination touristique animalière de premier plan, pour le profit des personnes et de la faune pour les générations à venir.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ - Le premier comptage aérien de Matusadona a eu lieu en octobre. En raison de mauvaises conditions de vol, la moitié sud du parc, très montagneuse, n'a pu être survolée, mais l'enquête a permis de dénombrer au fond de la vallée un minimum de 717 éléphants, 473 buffles, 3 993 impalas et 1 169 hippopotames. Des éléphants, des hippotragues, des rouannes, des élans, des buffles et des cobes defassa ont également été observés début octobre dans la zone sud, ce qui semblerait donc indiquer des chiffres plus élevés. Une étude sur des pêcheurs utilisant avec succès la pêche au filet maillant sur le réseau fluvial de la rivière Ume a débuté à la fin de l'année ; elle permettra de comprendre les effets de leurs pratiques et de soutenir des stratégies de pêche durable, en particulier pour le poisson-tigre pendant sa saison de frai.





APPLICATION DE LA LOI - L'année 2020 étant notre première année complète de fonctionnement, nous avons consacré du temps au recrutement et à la formation des écogardes afin de leur offrir de meilleures conditions de travail, en quantité comme en qualité : ainsi l'équipe des gardes sur le terrain, chargée de contrôler les activités illégales dans le parc et sur le lac Kariba, est passée de 27 à 55 membres. Sur les 700 candidats et plus, seuls 33 ont été sélectionnés pour suivre le premier stage de formation de base. Des progrès technologiques ont été réalisés au cours de l'année : l'équipe chargée de l'application de la loi emploie désormais EarthRanger, des instruments GPS et des dispositifs de communication Garmin inReach (une solution provisoire en attendant la livraison de l'équipement radio numérique), et le personnel a été formé à la collecte de données numériques à l'aide de SMART Mobile.

Les menaces les plus importantes pour le parc sont la pêche illícite, l'orpaillage et le braconnage des éléphants et des buffles, tant commercial que de subsistance. Au cours de l'année 2020, notre équipe a procédé à 554 arrestations (470 pour pêche illícite, avec la confiscation de 169 bateaux de pêche), suite auxquelles 347 personnes ont versé des amendes et 87 ont reçu des condamnations. En outre, 84 arrestations ont été effectuées pour orpaillage illégal, braconnage de viande de brousse et autres infractions. Malheureusement, deux éléphants ont été braconnés ; dans l'un des deux cas, toutefois,

l'ivoire a été récupéré. Il a été procédé à la confiscation de 2 264 kilos de poisson, de 53,8 km de filets en ficelle et 15,1 km de filets en coton.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE - Le gestionnaire communautaire embauché en septembre a commencé immédiatement à réunir les parties prenantes locales – écoles, dispensaires, hôpitaux et autres organes soutenus par le gouvernement dans les quatre chefferies – avant le lancement du plan de développement communautaire rédigé en décembre. Ces réunions ont également permis de sensibiliser les communautés à la présence et au rôle du Matusadona Conservation Trust. Trois agents d'éducation à l'environnement nouvellement recrutés rejoindront l'équipe en février 2021. Un système de veille ainsi qu'un programme d'atténuation des conflits hommes-faune ont été déclenchés pour aider le Conseil du district rural de Nyaminyami à réduire et prévenir les situations conflictuelles que connaissent les communautés voisines de Matusadona. Des réunions très positives ont eu lieu avec les campements de pêche de Musamba et de Luyando (Kings) pour instaurer des pratiques de pêche durable, réduire les actes illícites, faire respecter les limites des zones de pêche et les permis. Ces coopératives légales ont le droit de récolter du poisson dans le lac, mais elles ont cependant souvent été envahies par des pêcheurs irréguliers et cette situation induit deux types d'effets nocifs : elle réduit les prises des pêcheurs réguliers et sape le concept des coopératives de pêche durable.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES - Le Matusadona Conservation Trust est l'entité juridique qui représente le parc. Il a été enregistré en juin, après la signature de l'acte de fiducie survenu lors de la réunion du conseil d'administration en mars 2020 – tant la signature que l'enregistrement ayant subi un retard du fait du confinement relatif au Covid-19. Les comptes bancaires ont été ouverts en août, ce qui a permis l'enregistrement fiscal nécessaire pour démarrer les processus d'embauche en septembre. Une équipe de gestion solide a été recrutée : sont venus s'y rajouter un directeur des opérations sur le terrain, un contrôleur financier, un directeur du développement technique et communautaire, et la nomination officielle du directeur de l'application des lois. Le conseil d'administration nouvellement mis en place a déjà eu trois réunions. Le plan de développement des infrastructures a été finalisé et a conduit à l'embauche de 45 techniciens. La modernisation de ces infrastructures a nécessité l'achat d'outillages d'atelier, de véhicules et de machines lourdes (un tracteur chargeur-pelleteuse et deux tracteurs avec remorques à benne basculante). Un bateau rapide de plus grandes dimensions (semi couvert de 8 mètres de long), un transporteur, deux pontons et deux bateaux d'intervention rapide de 6,70 mètres, ont également été acquis. La rénovation des bureaux du siège de Tashinga sera terminée début 2021. Le camp de formation des forces d'application de la loi a été mis sur pied dans le but d'accueillir un premier groupe de 60 stagiaires et 11 membres du personnel de soutien (notamment des formateurs et des cuisiniers). Le réseau routier réclamait d'importantes

réparations ; en octobre, l'entrepreneur recruté a transporté par ferry sur le lac Kariba tout le matériel nécessaire (niveleuse, chargeur sur pneus, tracteurs et camions à benne) pour entamer les réparations sur les principales artères.

TOURISME - Les touristes ont été exceptionnellement peu nombreux en 2020 dans le Parc national de Matusadona, du fait naturellement des restrictions de déplacement imposées par la pandémie. Heureusement, les actions touristiques dans et autour du parc ont pu fonctionner pour une clientèle locale pendant la seconde moitié de l'année, bien soutenues par des touristes de la région. Le nombre des visiteurs du parc s'est élevé à un peu plus de 1 200 entre les visites en bateau-maison sur l'Ume et la Sanyati et les lodges.

OBJECTIFS POUR 2021

- + Mettre en œuvre le plan de développement communautaire avec une démarche de sensibilisation active des communautés.
- + Renforcer l'unité des écogardes sur le terrain de 50 personnes supplémentaires une fois achevée leur formation de base.
- + Prévenir le braconnage des éléphants en maintenant l'intégrité territoriale du parc.
- + Réduire la pêche illícite dans les campements de pêche.
- + Finaliser un plan de faisabilité de la réintroduction du rhinocéros noir.
- + S'assurer que les accords de concession soient exécutés et génèrent un revenu brut minimum de 148 000 \$US.



ANGOLA

PARTENAIRES GOUVERNEMENTAUX

Ministère angolais de la Culture, du Tourisme et de l'Environnement (MCTA)
et Institut national pour la biodiversité et les zones protégées (INBAC)



PARC NATIONAL D'IONA

15 150 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2019

PRINCIPAUX DONATEURS

Fondation Oak, Stichting Natura Africae et Fondation Wyss

PARTENAIRE CLÉ

International Conservation Caucus Foundation (ICCF)

UNE RÉHABILITATION ET UNE RENAISSANCE



DIRECTEUR DU PARC
Bruce Bennett

« Les paysages africains, uniques mais si fragiles, sont menacés. Il faut les protéger de manière adéquate, mais ils ne peuvent être préservés à long terme qu’avec l’appui des populations locales vivant dans et autour de ces zones. Depuis 2017, Natura Africæ est venue en aide à plusieurs parcs gérés par African Parks, en mettant l’accent sur l’engagement communautaire et l’amélioration des moyens de subsistance. Nous pensons qu’African Parks exerce un réel impact au niveau du continent de par son ambition d’intensifier ses efforts de conservation, tout en s’adaptant à un environnement en mutation rapide. Nous nous réjouissons de notre partenariat et de notre futur voyage commun pour le bien de la planète et de toutes les espèces vivantes. »

- Marc Verhagen, co-initiateur et membre du conseil d’administration de Stichting Natura Africæ

ANGOLA – Le Parc national d’Iona est situé dans l’angle sud-ouest de l’Angola, au cœur du plus ancien désert au monde. Il est contigu au Parc national de Skeleton Coast, en Namibie, lequel jouxte celui du Namib-Naukluft. À eux trois, ces parcs forment l’une des plus vastes zones de conservation transfrontalières de la planète : ils couvrent près de 50 000 km², dont Iona compose près de 30 %. Son vaste paysage comprenant un littoral atlantique de 160 km de long a reçu en 1937 la désignation de réserve, avant d’être élevé au rang de parc national en 1964. Cependant, la guerre civile tragique qui a déchiré l’Angola pendant près de quatre décennies a éradiqué les populations locales de rhinocéros et d’éléphants, détruit de nombreuses infrastructures et occasionné de graves difficultés aux communautés locales. Plusieurs espèces fauniques sont cependant parvenues à conserver des populations viables –

les zèbres, oryx et springboks – et des populations résiduelles : les guépards, léopards et hyènes brunes. Cet écosystème spécial possède un niveau élevé d’endémisme : de nombreuses espèces de reptiles, de plantes et d’oiseaux ne se trouvent en effet que dans cette écorégion. Le gouvernement angolais a vu le potentiel et la virtualité que recèle la biodiversité unique de ce site parmi les plus extraordinaires du continent. C’est pourquoi, en décembre 2019, il a invité African Parks à l’aider à concrétiser cette intuition, et à veiller sur ces écosystèmes terrestres et marins dont la viabilité profitera longtemps aux populations locales.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – La sécheresse qui a sévi tout au long de l’année a affecté négativement les espèces d’ongulés emblématiques d’Iona. Les données recueillies sur la population des zèbres de montagne ont fourni



des informations précieuses sur la structure de leur population, ainsi que sur la prévalence des hybrides zébrânes. Les données initiales des pièges photographiques ont dévoilé des informations importantes sur la population très mobile des guépards d'Iona et identifié les principaux points qui feront à l'avenir l'objet de surveillance. Par ailleurs, les équipes ont commencé à planifier les poses de colliers sur les guépards et les hyènes brunes, qui permettront de mieux connaître l'aire de répartition de ces animaux et leur utilisation des habitats et de mieux appréhender les conflits éventuels. Compte tenu du mélange des courants, la richesse de la biodiversité marine fait d'Iona un lieu d'une importance vitale pour la reconstitution des stocks de poissons dans la région. A cette fin les mesures initiales ont été prises pour créer la première zone angolaise de protection marine : une fois achevée, celle-ci relèverait du mandat actuel d'African Parks pour Iona.

APPLICATION DE LA LOI - Une force préexistante de 23 écogardes avait été héritée de l'INBAC, notre partenaire gouvernemental; après une réorganisation

mineure, 19 d'entre eux sont demeurés disponibles pour le service actif. Jusqu'à six gardes avaient pour habitude de patrouiller dans les zones connues comme étant des points chauds, agissant sur la base d'informations obtenues par le biais du Programme des observateurs communautaires. Au moins 35 nouveaux membres et cadres rejoindront ce groupe en 2021 afin d'améliorer encore les résultats. Les uniformes et les équipements complets qui ont été commandés permettront aux écogardes d'être prêts pour le travail de terrain et aptes à résister aux conditions difficiles du désert pour des patrouilles de plusieurs jours d'affilée. Ajout essentiel : deux nouveaux Land Cruisers, qui viendront améliorer la couverture des patrouilles.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE - La collaboration avec les communautés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du parc est essentielle à la survie à long terme de ce site. Les activités humaines non réglementées à la périphérie et à l'intérieur même d'Iona, notamment le pâturage du bétail, posent un très grand défi de par la pression qu'elles exercent sur ses écosystèmes. L'administrateur du parc a



↑ Iona abrite une population résiduelle d'environ 15 à 30 guépards © Milciades Chicomo & Pedro Monterroso pour le projet SCIONA



consolidé ses liens avec les chefs des communautés locales par le biais de réunions et de consultations interactives, en particulier au sein de la communauté OvaHimba. Des avancées significatives ont été réalisées : l'établissement de zones de non-pâturage pour le bétail domestique afin de réduire la rivalité avec la faune sauvage ; et l'appui de l'administrateur de la commune d'Iona, située à l'intérieur du parc, concernant la diminution de l'impact humain dans la zone. Une stratégie de sensibilisation communautaire devrait être mise en œuvre à partir de 2021.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES - La documentation portant création d'une entité angolaise sous laquelle opérer a été signée et soumise. Une Unité de gestion du parc est en voie de création avec la nomination du directeur du parc, d'un directeur des opérations sur le terrain, d'un contrôleur financier et d'un administrateur adjoint, ainsi que d'une petite équipe administrative et technique retenue pour commencer les opérations. Des bureaux et une résidence ont été loués à titre temporaire à Namibe, tandis que les travaux de remise en état et d'équipement de la base opérationnelle avancée d'Espinheira ont démarré.

TOURISME - Iona est actuellement le seul parc national ouvert au tourisme en Angola, mais, en raison du Covid-19, il est resté fermé jusqu'en septembre. L'assouplissement des restrictions gouvernementales sur les déplacements a permis l'augmentation du nombre de visiteurs à la fin de l'année. Un ensemble de « règles et réglementations de base du parc », conceptualisé pour encourager un tourisme responsable, sera soumis à l'approbation de la première réunion 2021 du comité directeur.

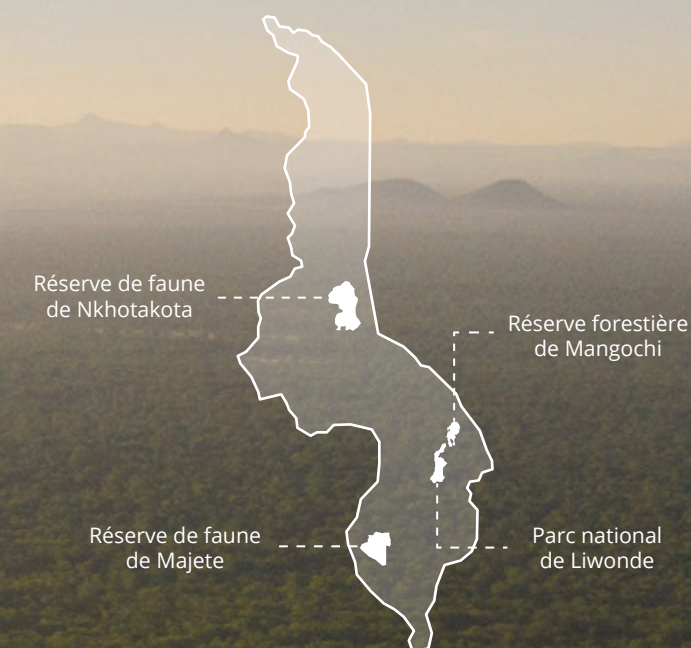
OBJECTIFS POUR 2021

- + Finaliser l'enregistrement légal d'une ONG au sein de la République d'Angola.
- + Recruter et rendre opérationnels 35 nouveaux écogardes.
- + Développer une stratégie de sensibilisation communautaire 3E+ et un plan intégré d'utilisation des terres.
- + Entamer la construction du siège de Pediva et déplacer à l'intérieur du parc la base des opérations actuellement située à Moçâmedes.
- + Élaborer et faire approuver un plan de développement touristique.

MALAWI

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

Département des parcs nationaux et de la faune du Malawi (DNPW)



RÉSERVE DE FAUNE DE MAJETE

715 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2003

PRINCIPAUX DONATEURS

People's Postcode Lottery, UK Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO),
Département d'État US, Vale Logistics, WWF Belgique et Fondation Wyss

PARC NATIONAL DE LIWONDE ET RÉSERVE FORESTIÈRE DE MANGOCHI

903 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2015

PRINCIPAUX DONATEURS

People's Postcode Lottery, UK Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO),
Département d'État US, WWF Belgique et Fondation Wyss

RÉSERVE DE FAUNE DE NKHOTAKOTA

1 794 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2015

PRINCIPAUX DONATEURS

People's Postcode Lottery, UK Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO),
Département d'État US, US Forest Service, WWF Belgique et Fondation Wyss

NOTRE POINT DE DÉPART



DIRECTEUR DU PARC
John Adendorff

« Nous sommes extrêmement fiers des progrès réalisés avec notre partenaire African Parks pour la conservation et l'amélioration de nos zones protégées au Malawi. En restaurant notre patrimoine naturel, parallèlement au développement économique, nous assurons un avenir durable à la fois pour la faune et pour les habitants de notre pays. »

- Brighton Kumchedwa, directeur du Département des parcs nationaux et de la faune du Malawi (DNPW)

MALAWI – La transformation de la réserve de faune de Majete, premier parc à avoir rejoint le portefeuille d'African Parks, est une histoire vivante d'espoir et de renouveau. En 2003, le Département des parcs nationaux et de la faune du Malawi (DNPW) s'est associé à African Parks dans un but commun : transformer cette réserve, petite mais importante, au profit des populations et de la faune. Majete, qui avait souffert de braconnage pendant des décennies, ne comptait alors plus que 12 employés et n'apportait aux communautés locales que peu de bénéfices, voire aucun. C'est là que le modèle d'African Parks a été mis à l'épreuve. En 2003, nous avons entamé une série de réintroductions : d'abord les rhinocéros et les éléphants en 2006, puis les lions en 2012, et, au cours de ces deux dernières années, de nombreux autres animaux, dont des girafes et des guépards – au total, plus de 3 200 animaux issus de 16 espèces différentes ont été réintroduits à Majete, ce qui a permis de restaurer la diversité des mammifères. Devenu ainsi le premier site du Malawi en matière de faune et une destination de safari bien identifiée, ce parc emploie aujourd'hui plus de 769 personnes, à temps plein ou partiel, et fournit des services essentiels dans les domaines de l'éducation, de la santé et des investissements au sein des entreprises locales.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Les résultats du recensement aérien 2020 ont montré une croissance significative chez les grands animaux depuis 2015 : les populations d'éléphants, de rhinocéros, de buffles, de cobes de fassa et de bubales de Lichtenstein ont toutes augmenté, faisant passer les chiffres de 8 848 à 11 500. Deux rhinocéros ont été équipés d'émetteurs et deux petits veaux ont été documentés. La population de lions est montée à 24 individus (contre 18 l'an dernier), dont 10 portent désormais un collier émetteur qui permettra de suivre leurs déplacements. Dans le cadre de notre projet de reconstitution de la population de guépards à l'échelle nationale, en collaboration avec l'Endangered Wildlife Trust, deux femelles guépards ont été transférées du Parc national de Pilanesberg, en Afrique du Sud. Pour renforcer l'intégrité génétique, un guépard mâle a été déplacé vers le Parc national de Liwonde, et en retour un mâle et une femelle ont fait le voyage de Liwonde à Majete. Le nombre total de guépards à Majete s'élève maintenant à sept – trois mâles et quatre femelles. Avec l'appui de la communauté locale, neuf pangolins vivants, deux tortues à écailles du Zambèze et dix hérissons, tous saisis auprès de trafiquants, ont été relâchés avec succès dans la réserve.





APPLICATION DE LA LOI - Grâce aux écogardes, Majete affiche un bilan exceptionnel : 18 ans d'affilée sans aucune perte de rhinocéros ou d'éléphant du fait du braconnage depuis leur réintroduction respective en 2003 et 2006. Notre équipe, composée de 39 gardes sur le terrain, a effectué 6 028 hommes-jours de patrouilles et 132 longues patrouilles ayant conduit à 28 arrestations et 17 condamnations. Le braconnage d'un grand koudou a valu à son auteur la peine la plus lourde, soit six ans d'emprisonnement. Quarante-trois équipements illicites ont été confisqués, notamment 36 pièges, un fusil à chargement par la bouche et six trappes, ainsi que 32 kilos d'ivoire provenant de l'extérieur du parc ou prélevés sur des éléphants morts de mort naturelle, tous remis au DNPW. De nombreux stages de formation ont été organisés pour le personnel, notamment sur les procédures opérationnelles standards en matière de renseignement, les capacités tactiques avancées, la réponse à apporter en cas d'empoisonnements de la faune, ainsi qu'une formation relative à la boîte à outils de gestion. Le parc a également organisé un atelier de formation à l'intention des procureurs, des enquêteurs, des bureaux centraux et de contrôle des frontières dans la lutte contre le commerce illicite d'espèces sauvages. Nous avons également entamé la première phase de sélection des maîtres-chiens en vue de l'introduction des unités canines en 2021. La ligne d'assistance communautaire gratuite lancée en 2020 auprès de l'ensemble des parcs du Malawi a été accueillie très positivement, la communauté de Majete rapportant régulièrement des informations sur d'éventuels braconnages et autres actes délictueux à l'encontre de la faune.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE - Grâce à un financement du Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO) du Royaume-Uni, Majete a renforcé nombre de ses activités génératrices de revenus. Le parc compte désormais 792 apiculteurs formés, dont 60 ont reçu 120 ruches en 2020. Plus de 220 cultivateurs de moringa, 30 aviculteurs et 36 pisciculteurs ont reçu une formation au cours de l'année, dont 60% de femmes. Nous restons attachés aux pratiques agricoles durables, et avons dans ce but installé à Mwanza un système d'irrigation à énergie solaire dont bénéficient plus de 50 foyers. Au titre de sa contribution aux services de santé communautaires, Majete a soutenu les cliniques mobiles en fournissant du carburant pour atteindre les villages reculés. Avec l'aide de nos assistants de veille sanitaire, 15 220 personnes des communautés de la zone frontalière du parc ont pu accéder aux services de soins. La réserve a accordé des bourses d'études à 107 élèves défavorisés de niveaux secondaire et universitaire. L'Association de la réserve de faune de Majete (MWRA), un groupement actif chargé du développement communautaire et composé de six chefferies traditionnelles avoisinantes, est la clé de la réussite de notre communauté car ses membres jouent un rôle actif dans les décisions quotidiennes. En 2020, ils ont mis en œuvre le Projet Goat Pass-on (Programme caprin) dans des villages sélectionnés, au profit de 100 ménages. Pour la première fois, la MWRA a coordonné et géré une initiative précédemment gérée par Majete, dans le cadre de laquelle les communautés et les écoles proches de la réserve ont planté 16 735 arbres.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES - Dans un but de prévention des conflits entre l'homme et la faune, environ 25 km de clôture anti-prédateurs ont été améliorés : les poteaux en bois y ont été remplacés par des poteaux en acier. 75% du total des 144 km de clôture ont été renforcés. Les infrastructures touristiques de Majete ont également été améliorées grâce à la rénovation du Thawale Lodge, du restaurant Mwembezi et du bloc patrimonial qui fait partie du centre d'accueil. Une signalisation a été mise en place sur toutes les routes touristiques, intégrant les localisations GPS et les directions vers d'autres localités. Une nouvelle route touristique a été construite pour détourner le trafic du chantier d'irrigation de la Shire Valley. Les logements de notre personnel ont également été agrandis, une habitation en duplex pour les écogardes a été édifée à Mathithi ainsi qu'une maison du tourisme à Thawale. L'entretien de tous les logements d'écogardes déjà existants et du poste de Phwadzi a été achevé, et le camp de recherche a également été modernisé. Une clôture électrique a été installée aux chutes de Kapichira pour garder la faune à distance du projet d'irrigation, et il a été procédé à l'achat d'une nouvelle remorque à carburant en acier inoxydable, ce qui améliorera le contrôle et la livraison du carburant dans la réserve.

TOURISME - En janvier et février 2020, Majete avait dépassé tous les chiffres des années précédentes,

mais en mars la pandémie de coronavirus a entraîné l'exode massif des expatriés vivant au Malawi et l'arrêt brutal du tourisme international. Par conséquent, le parc n'a accueilli en 2020 que 7 220 visiteurs, dont 64 % de nationaux, 32 % de résidents et 4 % de touristes internationaux, pour une recette de 270 609 \$US, inférieure de près de moitié à celle de 2019. Depuis qu'African Parks en a repris la gérance en juin, le Thawale Lodge est devenue une destination de week-end très prisée des Malawites (et la source de revenu brut la plus importante du secteur touristique). Depuis son réaménagement, le site de Nakamba est un lieu recherché par les campeurs désirant dormir à la belle étoile, et un plan révisé est remis aux touristes conduisant leur propre véhicule dans la réserve.

OBJECTIFS POUR 2021

- + Maintenir une application efficace de la loi débouchant sur une perte nulle de rhinocéros et d'éléphants.
- + Renforcer 30 km de clôture anti-prédateurs.
- + Mener à bien le programme Honey with Heart en produisant 2 000 kilos de miel.
- + Introduire à Majete trois rhinocéros noirs, six lycaons et 14 girafes.
- + Former deux groupes de jeunes à l'entretien des équipements informatiques et électriques.



UNE MÉTAMORPHOSE



DIRECTEUR DU PARC
Craig Reid

MALAWI - En l'espace de cinq ans seulement, le Parc national de Liwonde a connu une transformation significative. Lorsque le Département des parcs nationaux et de la faune sauvage du Malawi (DNPW) a choisi en 2015 de s'associer à African Parks, la mission était claire : transformer Liwonde en un havre sécurisé pour la vie sauvage et lui permettre de réaliser son potentiel touristique. Alors que, pendant de nombreuses années, les conflits hommes-faune y avaient été monnaie courante et que le braconnage et la déforestation y avaient occasionné des ravages, le parc est quasiment redevenu la destination la plus courue du pays en matière de vie sauvage. De dimensions relativement modestes mais riche en biodiversité, il a fait l'objet de plans de réhabilitation ambitieux qui, en quelques années seulement, ont permis d'y réinstaurer des espèces essentielles et des processus écosystémiques robustes. En 2016 a débuté l'une des plus grandes translocations d'éléphants jamais expérimentées : 366 pachydermes ont ainsi été déplacés pour réduire la pression sur l'habitat de Liwonde, atténuer les conflits avec la population et repeupler la Réserve de faune de Nkhotakota. L'année 2017 a vu la réintroduction de guépards, suivis en 2018 par des lions et en 2019, en provenance d'Afrique du Sud, par la plus importante translocation de rhinocéros noirs. En 2018, le gouvernement du Malawi a étendu notre mandat de façon à y intégrer la réserve contiguë de Mangochi, une importante zone forestière et de captage d'eau d'une superficie de 358 km² dont la protection sera désormais assurée. Liwonde est devenu un pôle d'innovation technologique pour la conservation ainsi qu'une source de revenus pour les communautés locales : ces aspects sont de nature à garantir que, conjointement à son relèvement écologique, il offre dorénavant une

sécurité et des opportunités économiques à même de transformer la vie des populations.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ - L'observation aérienne semestrielle a permis de relever la présence de plus de 17 000 animaux, ce qui montre une augmentation constante par rapport aux chiffres de 16 000 recensés en 2018 et de 13 000 en 2016, et un net accroissement des espèces essentielles. On évalue à plus de 1 000 le nombre d'hippotragues, à plus de 6 600 celui des cobes defassa, à plus de 1 300 celui des buffles, à 2 500 celui des hippopotames et à un peu moins de 600 celui des éléphants. Les rhinocéros noirs transférés d'Afrique du Sud en 2019 se sont bien acclimatés : sur les quatre veaux nés en 2020, deux étaient issus d'animaux nouvellement introduits. Neuf petits guépards sont nés : six d'une femelle arrivée précédemment, et trois autres d'une femelle comptant parmi les premiers guépards nés à Liwonde (et d'ailleurs dans l'ensemble du pays depuis au moins 20 ans). Dans le cadre d'une translocation inter-parcs visant à renforcer la métapopulation du Malawi, un mâle et une femelle guépards ont été transférés dans la Réserve de faune de Majete en échange d'un seul mâle, ce qui porte leur population totale à Liwonde à 19 individus. Du fait de leur dynamique naturelle de rivalité, deux lions mâles les plus âgés et sept lionceaux ont été tués par des mâles plus jeunes ; les huit lions adultes restants se portent à merveille et se sont livrés à de multiples accouplements. Le parc, désireux d'augmenter sa population de hyènes, a réintroduit six individus depuis une propriété privée de Kasungu, ce qui en porte la population à environ 25. Depuis la restauration des prédateurs à Liwonde, il est devenu courant d'observer de grands rassemblements de vautours issus de six espèces différentes ; il est à noter qu'au moins quatre manifestations de reproduction de





vautours ont été enregistrées pour la première fois. Le suivi par satellite a confirmé que les vautours marqués se déplaçaient régulièrement entre Liwonde et Majete. Les pangolins victimes du commerce illégal d'espèces sauvages ont continué d'être saisis puis relâchés dans le parc, pour atteindre désormais le nombre de 25 depuis 2015.

APPLICATION DE LA LOI - Grâce aux efforts soutenus de l'équipe, pas un seul éléphant ou rhinocéros n'a été braconné en 2020 à Liwonde, et près de quatre ans se sont écoulés depuis le dernier braconnage d'une espèce de grande valeur. En 2020, nos 58 écogardes ont effectué 16 345 jours de terrain, ayant conduit à 224 arrestations et 34 condamnations. Ils ont confisqué 217 articles d'équipement de pêche et 173 de matériel de chasse, et récupéré 4 045 pièges : un niveau historiquement bas et une réduction drastique par rapport aux 15 667 pièges recouverts en 2016. La technologie reste un atout majeur pour cette équipe, qui peut recevoir des visualisations en direct des animaux suivis dans le parc via les données intégrées des émetteurs utilisant le réseau longue portée (LoRa) et le logiciel EarthRanger de Vulcan. L'avion ultraléger a également conservé son rôle essentiel en matière de sécurité, en permettant chaque semaine plusieurs survols de surveillance VHF. Actuellement, les dispositifs de suivi actif concernent notamment six éléphants, cinq guépards, trois lions et dix rhinocéros. Tous les écogardes ont suivi un stage de remise à niveau dans le cadre d'un cycle mensuel de recyclage.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE - La réduction des conflits hommes-éléphants est demeurée une priorité. Grâce au renforcement supplémentaire de 30

km de barrière frontalière et à la création, dans les zones clés, de commissions communautaires de lutte contre les conflits hommes-éléphants, les incidents se sont atténués. On a observé une réduction significative des taux de franchissement et de dommages collatéraux : les chiffres en la matière sont les plus bas depuis 2016. Nous avons continué à investir dans les activités génératrices de revenus : les 625 apiculteurs participant au projet Honey with Heart ont produit 2 247,5 kilos de miel qui ont tous été vendus, et une capacité de traitement supplémentaire a été mise en place pour tenir compte de la croissance du volume de miel ; une nouvelle initiative entrepreneuriale a vu le jour : baptisée Spicy Farmers, elle vise à cultiver 30 hectares de piments sur une section de la limite du parc, afin de décourager les empiètements d'éléphants et ainsi, de parer aux conflits tout en fournissant aux cultivateurs une source de revenus. Le Projet de Goat Pass-on, toujours en cours, qui répond aux besoins des communautés en nourriture protéinée, est déjà venue en aide à 548 éleveurs. Avec l'ajout d'un nouveau projet d'irrigation, un total de 448 exploitations irriguées est désormais soutenu par le parc. Dans le domaine de l'éducation, Liwonde a accordé 78 bourses d'études, soutenu 32 écoles, construit trois salles de classe et des logements pour le personnel enseignant, et fourni des livres et du matériel supplémentaires au projet d'alphabétisation Happy Readers. Parallèlement à notre programme de sensibilisation communautaire à la pandémie de Covid-19, deux centres de soins ont été réhabilités et des équipements de protection individuelle (EPI) fournis grâce à notre partenariat avec Americares, qui nous a permis tout au long de l'année d'épauler les centres de soins et de traiter 65 497 personnes, soit

dans des cliniques mobiles, soit dans des hôpitaux aidés par le parc ; par ailleurs, 1 900 membres adultes des communautés ont bénéficié de consultations en santé génésique et en planification familiale. Un nouveau partenariat avec l'organisation d'aide financière GiveDirectly a permis de secourir directement 1 672 bénéficiaires de communautés démunies pour un total de 667 026 \$US.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES - Liwonde et Mangochi ont tous deux progressé dans la mise à niveau et la mise en place de leurs infrastructures de base. L'accessibilité a été améliorée pour le tourisme et la gestion avec le nivellement de 228 km de routes, la création de 6 km de voies d'accès à Mangochi, la construction de ponts et l'installation de tuyaux de drainage. La nouvelle clôture à Mangochi a été posée sur une longueur de 19,3 km ; les 30 km restants doivent être achevés au début de l'année prochaine, une fois conclu l'accord sur le bornage avec les communautés locales concernées. Les logements du personnel ont connu plusieurs types d'amélioration : entre autres, une nouvelle habitation a été construite pour le comptable financier, des cuisines et des salles de bain supplémentaires installées dans plusieurs postes d'écogardes. Nous avons construit sept nouveaux campements sur la limite de Mangochi pour le personnel chargé de la surveillance et de l'entretien de la clôture. La salle de contrôle des gardes a été modernisée, agrandie, clôturée, et dotée d'un accès biométrique complet pour en assurer la sécurité et le fonctionnement optimal. À la fin de l'année, le parc comptait 231 employés à temps plein.

TOURISME - Les restrictions liées à l'épidémie de Covid-19 ont entraîné une forte réduction du nombre de visiteurs, passés de 23 100 en 2019 à seulement 8 800 en 2020. Elles ont lourdement affecté les recettes de l'année, qui ne se sont élevées qu'à 136 368 \$US (contre 467 515 \$US en 2019), même si le nombre de visiteurs locaux et résidents s'est révélé encourageant. Le Chimwala Bush Camp a ouvert ses portes pour offrir aux visiteurs un endroit sûr pendant la pandémie et leur permettre de passer des vacances dans l'isolement. Ses points de vue exceptionnels sur la vie sauvage ont assuré sa notoriété ; avec tous les week-ends réservés de mai jusqu'à décembre, il a contribué à hauteur de 20 832 \$US aux recettes du parc. Le plan de développement touristique a été achevé et approuvé par le conseil d'administration. De nouvelles options de développement touristique seront ouvertes aux manifestations d'intérêt des opérateurs en 2021.

OBJECTIFS POUR 2021

- + Poursuivre dans la voie de l'atténuation des conflits hommes-éléphants.
- + Introduire des léopards et des lycaons.
- + Achever les infrastructures essentielles de la Réserve forestière de Mangochi.
- + Développer de nouvelles concessions touristiques à Liwonde et Mangochi.
- + Maintenir le record obtenu ces dernières années de zéro perte d'espèces essentielles.
- + Faire progresser les programmes de subsistance communautaire, notamment Honey with Heart et Spicy Farmers.



UNE PROMESSE DE RESTAURATION



DIRECTEUR DU PARC
Samuel Kamoto

MALAWI - À l'ombre des monts Chipata, la Réserve de faune de Nkhosakota est la plus ancienne et la plus grande réserve du Malawi. Ce site vaste de 1 794 km² se compose de forêts à la canopée dense, entrecoupées par trois grands fleuves qui se jettent dans le lac Malawi. Après des années de braconnage qui ont fait passer sa population d'éléphants de 1 500 à juste une centaine, le gouvernement du Malawi a fait le choix décisif de modifier sa trajectoire : en 2015, il a invité African Parks à conclure avec lui un accord à long terme pour gérer Nkhosakota, appuyant ainsi le Département des parcs nationaux et de la faune sauvage (DNPW) dans sa nouvelle vision pour le parc et les communautés environnantes. C'est dans cette vaste zone boisée encore intacte qu'a pris naissance l'une des plus grandes initiatives au monde de restauration de la faune sauvage : l'introduction à Nkhosakota, en 2016 et 2017, de près de 500 éléphants et de 2 000 autres animaux pour renforcer ses effectifs. La sécurité s'est améliorée grâce à une équipe de maintien de l'ordre bien dotée en formations et ressources, et au lancement de programmes communautaires. On observe aujourd'hui le déploiement d'une vaste gamme de projets liés aux moyens de subsistance durable, des milliers d'étudiants bénéficient d'une information et d'un soutien pédagogique, y compris par l'octroi de bourses à des centaines d'entre eux, et des partenariats sont mis à profit pour soutenir les dispensaires. Le retour de la vie dans cette réserve a

signifié le début d'un nouveau chapitre où il deviendra possible de revigorer le tourisme, de générer des revenus et de créer une valeur durable pour les communautés voisines.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ - Il nous faut assurer une plus grande sécurité aux espèces essentielles et aux populations vivant autour de la réserve, et, pour ce faire, le suivi de la faune et de la flore demeure fondamental. En 2017, nous avons équipé 10 éléphants de colliers satellite/GPS, et 10 de plus en 2020 ; ces dispositifs permettront aux équipes de suivre les déplacements de ces 20 pachydermes et d'atténuer les conflits hommes-faune. Pour renforcer la surveillance de l'activité de la faune et des mutations végétales à l'œuvre, nous avons instauré 210 parcelles de monitoring avec le concours de l'US Forest Service : situées dans tous les coins de la réserve, elles font l'objet d'un suivi annuel à l'aide d'un piège photographique, de photos à point fixe (photos prises du même point à intervalles réguliers) et d'études de la végétation. Des données ont été récupérées à partir de 150 caméras : les premières observations ont rapporté de nombreuses espèces d'antilopes ainsi que des chiffres conséquents de ratels, servals, civettes et oryctéropes du Cap, et livré les premiers indices photographiques depuis 2015 de la présence de léopards et de céphalophes roux. Ces données ont été partagées avec l'US Forest Service pour une analyse plus approfondie.





APPLICATION DE LA LOI - L'équipe chargée de l'application de la loi a constaté cette fois encore un taux de braconnage en diminution : une seule perte d'éléphant a été enregistrée en 2020, soit le chiffre le plus bas depuis quatre ans. Nos 42 écogardes ont effectué un total de 4 528 hommes-jours de patrouilles, ce qui a permis de confisquer neuf armes à feu et 77 filets de pêche illicites, de dégager 1 686 pièges et sept fosses de piégeage, et de procéder à 44 arrestations ayant abouti à 28 condamnations. L'équipe a passé un total de 206 hommes-jours à traiter le problème des franchissements d'éléphants – une nette diminution par rapport aux 750 jours rapportés en 2019, ce qui indique que les conflits hommes-faune, quoiqu'encore très présents, sont en baisse. Enfin, nous avons mené 542 journées de formation des écogardes spécialisés portant sur la condition physique, les enquêtes, le recueil d'informations, les tactiques de terrain, les soins médicaux et la mise en place des pièges photographiques.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE - Alors même que la pandémie de Covid-19 a entraîné des fermetures d'écoles à deux reprises au cours de l'année, nous avons poursuivi nos activités de développement et de sensibilisation par l'éducation. Nous avons ainsi apporté notre concours aux 76 clubs de protection de la nature situés autour du parc, mené 14 missions de sensibilisation à l'environnement à l'intention de 1 159 élèves et étendu notre programme de

bourses d'études à 216 jeunes de niveaux secondaire et universitaire. Nous avons construit un bâtiment scolaire et rénové six logements d'enseignants, versé des allocations mensuelles à cinq enseignants bénévoles et diffusé sur la radio communautaire un programme hebdomadaire sur la conservation. Le parc a accueilli gratuitement 216 élèves, et deux écoles ont participé à une campagne de ramassage des déchets. Notre partenaire Book Aid nous a fait parvenir 21 000 livres que nous avons distribués aux 70 écoles avoisinantes. Le développement d'entreprises est un autre aspect crucial de notre action visant à apporter des revenus significatifs et durables à plus de 100 000 personnes résidant autour de la réserve. Un total de 59 470 \$US a été investi dans une série d'activités génératrices de revenus, notamment l'apiculture, le projet Goat pass-on (programme de transmission caprine) qui vise à répondre aux besoins en protéines, l'agriculture irriguée à petite échelle et la récolte de champignons sauvages. À la fin de l'année, nous avons recensé 656 participants au projet Honey with Heart, qui a vu l'installation de 456 ruches et la récolte de 737,4 kilos de miel. En outre, 561 personnes ont bénéficié du Programme d'utilisation des ressources de Nkhotakota, par la récolte durable des feuilles de palmier, du chaume, du bambou, des roseaux, des champignons et des plantes médicinales. Pour la première fois, un projet de planification familiale a été mis en place dans 10 dispensaires communautaires en partenariat avec Banja La Mtsogolo, une ONG

nationale de premier plan dans le domaine de la santé génésique. Nous avons également poursuivi notre concours à une formation du personnel hospitalier local sur la trypanosomiase. Notre équipe a foré des puits dans 10 villages pour leur donner accès à l'eau potable et soutenu la plantation de 49 946 plants d'arbres dans les écoles et les zones communales.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES - Si plusieurs chantiers cruciaux ont été menés à bien en matière d'infrastructures en 2020, la priorité avait été donnée à l'achèvement de la clôture d'enceinte, susceptible d'atténuer les conflits hommes-faune. Nous avons donc érigé 42 km de barrière au cours de l'année, ce qui est venu fermer le périmètre jusqu'à la limite du fleuve Dwangwa. Une partie de la clôture d'origine du sanctuaire ayant été retirée, la faune, auparavant limitée au sanctuaire sud, peut désormais se déplacer librement dans l'ensemble du parc. Un total de 59 km de nouvelles routes et pistes a été aménagé, en particulier dans la section nord, de manière à améliorer les accès et faciliter le tourisme. Nous avons achevé la construction d'une maison à Bua pour le directeur technique et d'un bureau et d'une salle radio au campement des écogardes à Kaludwe, tandis que nous avons entamé celle d'un nouveau campement dans l'ouest de la réserve, destiné à accueillir huit écogardes et leurs familles. Une installation sûre et efficace pour l'élimination des déchets, contenant un incinérateur, a également été construite.

Nous comptons au total 135 employés permanents, dont 133 nationaux, et 150 à 200 employés occasionnels chaque année.

TOURISME - Nkhotakota a généré en 2020 des revenus touristiques s'élevant à 8 519 \$US au titre des entrées, des promenades guidées et de sa cafétéria Mphatso. La réserve a accueilli 1 078 visiteurs, dont 520 non payants, parmi lesquels des représentants du gouvernement, des membres des communautés et des écoliers. Ces chiffres dus à la pandémie de Covid-19 ne sont que légèrement en baisse par rapport à l'année 2019 (au cours de laquelle 15 801 \$US avaient été générés par 1 195 visiteurs) et indiquent une tendance encourageante à la hausse. Un nouvel affût a été créé pour l'observation du gibier sur la rivière Bua, ainsi qu'une nouvelle route touristique menant à un point de vue panoramique sur le fleuve Kaombe. Nous avons en outre ouvert un réseau routier de 8 km pour les touristes et pouvons désormais proposer des promenades guidées d'une journée en compagnie d'écogardes.

OBJECTIFS POUR 2021

- + Réduire de 50 % le nombre d'activités illégales dans le parc.
- + Mettre en place d'autres projets générateurs de revenus viables, faire passer la production de miel à 1 500 kilos et s'assurer d'un engagement communautaire effectif.
- + Finaliser et lancer un Plan de développement du tourisme global (TDP).
- + Réduire les franchissements d'éléphants et les conflits hommes-éléphants.
- + Instaurer des estimations précises des populations d'espèces clés.
- + Développer et mettre en œuvre un plan de projet clair, mandaté par le gouvernement, pour la protection des saumons des lacs.



ZAMBIE



PARC NATIONAL DE LA PLAINE DE LIUWA

3 369 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2003

PRINCIPAUX DONATEURS

Fondation Rob et Melani Walton, Stichting Natura Africae,
Département d'État US, WWF Pays-Bas et WWF Zambie

PARTENAIRES

Département zambien des parcs nationaux et de la faune sauvage (DNPW)
et Établissement royal Barotse (BRE)

ZONES HUMIDES DE BANGWEULU

6 645 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2008

PRINCIPAUX DONATEURS

Fondation Rob et Melani Walton, Stichting Natura Africae,
Département d'État US, WWF Pays-Bas et WWF Zambie

PARTENAIRES

Département zambien des parcs nationaux et de la faune sauvage (DNPW)
et les six Conseils de ressources communautaires

UNE VISION COLLABORATIVE



DIRECTEUR DU PARC
Deon Joubert

« À nos yeux, il est essentiel d'investir dans la protection de notre faune et de notre flore et d'améliorer les infrastructures touristiques. Nous sommes certains qu'African Parks, notre partenaire depuis 18 ans, peut nous aider à actualiser le potentiel de ces parcs tout en contribuant à l'économie et au bien-être de notre population. »

- Ronald K. Chitotela, ministre du Tourisme et des Arts

ZAMBIE – L'histoire du Parc national de la plaine de Liuwa est l'une des plus anciennes d'Afrique en matière de conservation : elle remonte au XIXe siècle, date à laquelle le peuple du Barotseland reçut de son roi le titre de gardien du paysage. Au début du XXIe siècle, cependant, suite à des décennies d'occupation non viable, de braconnage et de conflits entre l'homme et la faune, seule demeurait une lionne solitaire, alors qu'on assistait au déclin brutal des populations de gnous et de zèbres et à l'empiètement des terres agricoles sur la prairie. En 2003, le DNPW et l'Etablissement royal du Barotse (BRE) ont donc invité African Parks à se joindre à eux pour les aider à défendre l'héritage du roi. En 2008, nous avons entamé une série de réintroductions de lions, puis d'élans et de buffles, lesquels ont fourni des proies saines aux populations croissantes de prédateurs. Grâce à une application efficace de la loi, les niveaux de braconnage ont diminué ; des plans d'utilisation des terres communautaires ont été mis en œuvre ainsi qu'une méthode durable pour la récolte du poisson et d'autres projets axés sur les communautés, proposant ainsi aux populations locales des sources de revenus alternatives. Aujourd'hui, le parc est le terrain de la deuxième plus grande migration de gnous du continent, et constitue un fief pour les hyènes, les guépards et les lions ainsi qu'une importante zone ornithologique. En plus d'offrir désormais ce spectacle de vie sauvage, Liuwa est le plus grand employeur de la région et apporte des avantages essentiels en matière d'éducation et de soins médicaux aux membres de ses

communautés. Il apporte son appui à 29 écoles situées dans son enceinte et à plus de 4 000 agriculteurs, afin d'améliorer la sécurité alimentaire et de renforcer la résilience des habitants face au changement climatique. Plus de 12 000 personnes y résident en toute légalité, il illustre également la synergie entre l'homme et la faune sauvage.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Le mois de juillet a été marqué par le recensement aérien annuel qui nous a permis de documenter 31 956 gnous, 4 160 zèbres, 358 tsessebess et 189 buffles, soit une nette augmentation par rapport à 2019. Dans le cadre de notre partenariat de longue date avec le Programme zambien des carnivores (ZCP), nous avons poursuivi notre surveillance de 243 hyènes au sein de 12 clans, dont 19 femelles adultes munies d'un collier et 46 nouveaux petits enregistrés. Douze guépards ont été fait l'objet d'un suivi ; pour la première fois, on a observé le déplacement d'un individu entre la Zambie et l'Angola, ce qui donne un nouvel aperçu de la nature transfrontalière de cette population. La population de lions, petite mais en croissance, a augmenté en mai avec la naissance de trois lionceaux qui se sont bien intégrés. Deux mâles subadultes ont formé une coalition et ont quitté le troupeau pour errer dans tous les coins du parc, notamment dans la Zone de gestion du gibier (GMA) où leur implication dans un conflit hommes-faune a entraîné une perte de bétail. Des efforts considérables ont été déployés pour sensibiliser les communautés





et les aider à prendre des mesures préventives pour protéger leur bétail et éloigner les lions. Trois lions ont été rééquipés de colliers et une femelle a été équipée pour la première fois.

APPLICATION DE LA LOI - Promu au poste de chef d'équipe, Voster Mweene a supervisé les 64 écogardes de Liuwa, qui ont effectué 12 423 jours de terrain ayant débouché sur la confiscation de 39 munitions et 41 pièges. Le total de 62 arrestations effectuées en collaboration avec la Wildlife Crime Prevention a abouti à 60 condamnations. Le parc et la Zone de gestion du gibier (GMA) ont recensé 48 animaux braconnés, soit près du double de 2019 – très probablement sous l'effet couplé de la sécheresse et de la pandémie. Deux pangolins ont été confisqués à l'extérieur de Liuwa et relâchés en toute sécurité dans le parc. Deux éclaireurs communautaires ont suivi une formation intensive de guide dans le Parc national du Bas-Zambèze.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE - Le programme d'aide alimentaire s'est poursuivi de 2019 à juin 2020, fournissant du maïs à 600 des familles les plus vulnérables pour les aider à surmonter l'une des pires sécheresses de ces dernières décennies. De nouvelles bourses d'études ont été attribuées à 71 écoliers, ce qui porte à 185 le nombre total d'enfants entièrement soutenus. L'école secondaire de Libonda a reçu 32 nouvelles ZEdupad (tablettes solaires préchargées avec des milliers de cours en plusieurs langues) et un projecteur spécifiquement conçu pour les technologies

de l'information et de la communication dont le gouvernement assure la promotion. Pour lutter contre la pandémie, les 29 écoles du parc et de ses environs immédiats ont été équipées d'EPI et de stations de lavage d'une valeur de 2 000 \$US. Le nombre de rations alimentaires pour les internes a été majoré, ce qui a permis d'aider 600 enfants au total. La relation qu'entretient le parc avec les communautés avoisinantes est essentielle à sa survie à long terme ; dans cette optique, les 209 réunions communautaires organisées tout au long de l'année ont mis l'accent sur les mesures de prévention du Covid-19, la santé générale de la population et les conflits hommes-faune. L'effet du projet Jumpstart sur les communautés est demeuré positif : de 1 558 en 2019, le nombre de cultivateurs actifs dans l'agriculture de conservation est passé en 2020 à 4 172, soit plus du double, et 4 292 personnes ont été soutenues dans leur développement d'entreprises. Trente et un étudiants ont reçu leur diplôme professionnel et effectuent actuellement des stages au sein du parc dans leurs fonctions respectives. Le centre de transformation des mangues, désormais achevé, est devenu opérationnel : le parc achètera ces mangues pour les sécher et les vendre aux membres de la communauté, auxquels les fonds collectés seront reversés. Le nombre d'apiculteurs a doublé, passant de 60 l'année dernière à 120, et 775 ruches ont été déployées.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES - Le plan de traitement des

prédateurs a été validé à l'issue d'un large processus de consultation des parties prenantes. Ce document, élaboré de concert entre le DNPW, le BRE, le ZCP, le WWF et le conseil de district local, met l'accent sur les impacts écologique, social et financier des prédateurs ; il sera signé par le gouvernement zambien au début de l'année 2021. Les infrastructures du parc ont réalisé des avancées notables avec l'achèvement de la phase n°2 du nouveau siège. À la mi-2020, les équipes chargées de l'application de la loi ont pu s'installer dans leurs nouveaux bureaux et quartiers. Des logements réservés à l'équipe de gestion, un bloc villageois pour le personnel général, un nouveau hangar pour les avions et le nouveau bureau administratif ont également été achevés, et la quasi-totalité du personnel pourra opérer depuis ce siège à la fin de 2020. Une habitation a été construite pour l'Induna Kaongolo, ce qui porte à 10 le nombre total de maisons construites pour les Indunas (ou chefs) du parc.

TOURISME - En raison de la pandémie de Covid-19, le parc a connu en 2020 une baisse de 57 % du nombre de ses visiteurs par rapport à 2019 : il a enregistré 493 hôtes payants, dont 285 campeurs, 134 visiteurs à la journée et 74 résidents au King Lewanika Lodge. Les recettes touristiques ainsi générées se sont élevées à

164 136 \$US, soit une réduction de 38 % par rapport à l'année précédente. Par ailleurs, Liuwa a reçu des équipes de la BBC pour un tournage de Dynasties Two, une série documentaire sur la nature. En 2004, le parc accueillait peu de visiteurs et ne disposait que d'infrastructures touristiques de base ; aujourd'hui, il propose des campings communautaires bien tenus, un lodge cinq-étoiles et un nouveau campement pour voyageurs autonomes. Il est largement dépendant du tourisme, qui constitue sa principale source de revenus ; la prochaine étape implique inévitablement de développer ses infrastructures commerciales, avec pour objectif que la génération de revenus apporte une contribution au budget opérationnel à hauteur de 20 % d'ici 2024.

OBJECTIFS POUR 2021

- + Assurer la sécurité de la faune et des communautés grâce à l'exécution du plan de gestion des prédateurs.
- + Gérer et restaurer la biodiversité du parc à des niveaux naturels, y compris en réhabilitant des espèces localement éteintes ou rares.
- + Augmenter les recettes touristiques.
- + Générer des revenus à partir des ressources naturelles et de la faune sauvage.



DES HORIZONS D'ESPOIR



DIRECTEUR DU PARC
Jonathan Chisaka/Phil Minnaar

ZAMBIE – Bangweulu signifie « là où l’eau rencontre le ciel » : un nom tout à fait approprié pour l’une des zones humides les plus importantes d’Afrique. Cette aire protégée, propriété des communautés locales, est une source de vie non seulement pour la faune, tels les cobes de Lechwe noirs endémiques et des centaines d’espèces d’oiseaux (dont 10% des grues carunculées de la planète), mais aussi pour les 50 000 personnes qui l’habitent. Ce parc est unique en ce sens qu’il est constitué de Zones de gestion du gibier (GMA) dont les communautés ont conservé les droits d’exploitation durable de ses ressources naturelles. En raison de la pression exercée sur la faune et les stocks de poissons de Bangweulu, six Conseils des ressources communautaires et le DNPW ont conclu en 2008 un accord à long terme avec le DNPW et African Parks pour concrétiser leur vision commune de la gestion durable et de la protection des atouts naturels. Au cours des 12 dernières années, grâce à une forte adhésion des communautés, le braconnage a considérablement diminué, ce qui a permis la reconstitution des stocks de poissons, l’augmentation spectaculaire du nombre de cobes de Lechwe noirs et de tsessebes, et la réapparition historique du guépard africain. En plus d’avoir créé un cadre plus viable à même désormais d’assurer la sécurité alimentaire des habitants, cette collaboration entre le gouvernement, les communautés et African Parks a permis d’améliorer l’accès à l’éducation, à la santé, à l’emploi et à d’autres entreprises durables. Tandis que les progrès réalisés ici connaissent une trajectoire ascendante, nous avons été bouleversés par la perte prématurée de Jonathan

Chisaka, le directeur du parc, décédé le 18 juillet. Jonathan a été une part essentielle de Bangweulu pendant plus de 11 ans ; sa contribution au sort des hommes et de la faune dans ce site extraordinaire laissera des traces durables.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Bangweulu est une zone humide RAMSAR d’importance internationale et a été désigné par BirdLife International comme région ornithologique d’importance. La zone abrite plus de 430 espèces d’oiseaux dont le bec-en-sabot, espèce phare du parc mais en danger critique d’extinction. Le plan de gestion du bec-en-sabot a été révisé en 2020, après une nouvelle identification de son habitat enregistrée lors d’une fructueuse enquête aérienne. Le programme de surveillance en cours de cette espèce rare, menacée en grande partie par le commerce illicite des animaux domestiques, a couvert trois chefferies et porté à cinq le nombre total des nids recensés. Ces nids sont surveillés par 10 gardiens dédiés : en 2020, six poussins ont éclos et ont pu s’envoler. En plus de l’avifaune, Bangweulu abrite des carnivores tels que la hyène tachetée, le chacal à flancs rayés et le serval, en nombres croissants du fait de la baisse du braconnage. La population de buffles est passée à plus de 450 individus, dont de nombreux veaux. La population de tsessebes est passée de 700 en 2018 à plus de 2 000 aujourd’hui, tandis que celle des hippotragues a crû jusqu’à un total de 50 depuis leur translocation en 2017. Le nombre de cobes de Lechwe noirs continue d’augmenter, atteignant 36 635 individus au sein de cette région humide.



Pour terminer l'année 2020 en beauté, la collaboration entre le gouvernement zambien, l'Endangered Wildlife Trust, Ashia Cheetah Conservation et National Geographic a été couronnée de succès : trois guépards ont été réintroduits d'Afrique du Sud et deux autres suivront en 2021. Leur retour à Bangweulu après une absence de près d'un siècle témoigne du concours qu'apportent les Conseils des ressources communautaires et de la forte aspiration à consolider un tourisme régional axé sur la nature.

APPLICATION DE LA LOI - L'équipe de Bangweulu s'est renforcée avec l'arrivée de 34 jeunes recrues. Composée désormais de 88 écogardes, elle a effectué 16 080 jours de surveillance, confisqué 58 collets et procédé à 50 arrestations ayant abouti à 31 condamnations. Le tout nouveau camp de contrôle forestier de Namashitu permettra une meilleure protection et une surveillance plus étroite des groupes de reproduction de buffles et de tsessebes. L'ancien cantonnement de chasse de Mukanga a été reconstruit, et transformé de manière à assurer une protection efficace de la zone écologiquement sensible de Lumbadwa, cruciale pour les becs-en-sabot et les sitatungas. À Mpelembe, le poste de police a été ouvert avec cinq nouvelles habitations, et les bureaux du DNPW ont été rénovés. Les bateaux et les engins motorisés des forces d'application de la loi ont été modernisés et les communications radio sont désormais pleinement opérationnelles, assurant une couverture essentielle de l'ensemble du site. La plate-forme logicielle en ligne EarthRanger, qui sert à enregistrer les données relatives à la faune et à l'application de la loi, est elle aussi désormais pleinement opérationnelle.



↑ Trois guépards ont été relâchés à Bangweulu en décembre 2020 © Andrew Beck

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE - L'écosystème de Bangweulu appartient aux communautés, d'où l'importance de leur engagement fort pour sa durabilité à long terme. Nos services sanitaires mobiles, soutenus par le ministère de la Santé, a concerné 811 personnes. En octobre, des représentants des six chefferies ont participé à des ateliers de formation sur les questions de santé sexuelle et génésique. En collaboration avec le ministère de la Santé, 15 dispensaires ruraux spécialisés en planification familiale, VIH et santé génésique se sont installés dans des zones où l'accès aux services est limité. Un centre de santé rural a également été construit à Chiundaponde. Outre l'éducation à l'environnement dispensée à environ 1 100 enfants, un soutien financier a été apporté à 15 écoles de Bangweulu pour l'achat de pupitres, la construction de logements pour le personnel et l'agrandissement de salles de classe. Le nouveau système de bourses scolaires de Bangweulu apportera son appui à 32 élèves pour l'année.

Les initiatives de développement d'entreprises à Bangweulu se sont révélées prometteuses : 721 membres de la communauté se livrent maintenant directement à des activités telle l'apiculture, lancée avec l'installation de 1 845 nouvelles ruches, tandis que les groupes d'action villageois ont aidé à mettre sur pied des projets d'élevage de poulets et de chèvres. Dans le cadre de l'activité Umuganda, 200 arbres ont été plantés dans l'optique d'un verger communautaire situé sur un terrain réservé par le chef du village de Chiundaponde. Pour soutenir les efforts de prévention et de sensibilisation du gouvernement



zambien en matière de Covid-19, nous nous sommes associés à WWF-Zambie et avons affecté un animateur de développement communautaire au soutien des initiatives d'information et de sensibilisation. Enfin, pour célébrer la mémoire de Jonathan Chisaka, un tournoi de football commémoratif a été organisé – une manifestation douce-amère, mais marquante pour tous ceux qui y ont participé. Ce tournoi se tiendra annuellement.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES - Nos infrastructures d'application de la loi ont été améliorées, et nous avons construit deux nouvelles unités d'habitation dans la chefferie de Kabinga. Les logements et les bureaux des forces d'application de la loi de Kopa et Chiundaponde ont fait l'objet de travaux d'entretien, avec l'installation d'énergie solaire pour les bureaux et le logement du commandant du poste. 50 km de la route Chiundaponde-Mpelembe ont été rénovés pour faciliter l'accès des véhicules. Le pont sur la rivière Lulimala a été achevé, ce qui réduit de 19 km la déviation en saison des pluies. Toutes les voies navigables ont été ouvertes aux bateaux des forces d'application de la loi pour faciliter leurs patrouilles et permettre aux animateurs communautaires d'accéder facilement aux villages reculés.

TOURISME - Le Conseil de gestion des Zones humides de Bangweulu a signé un accord avec la société Remote Africa Safaris pour la location du

campement de Shoebill Island. Le camp de chasse de Kayeshi a été modernisé : les cases traditionnelles ont été remplacées par des tentes en toile équipées de nouvelles salles de bain et d'eau chaude. Un nouveau salon, une cuisine et une cheminée ont également été construits. Trois nouveaux chalets ont été édifiés au camp communautaire de Nsoke, tandis qu'on a achevé la remise en état et la modernisation du camp de Nkondo et des pistes d'Inja et de Chimbwe. Le nombre de touristes a été extrêmement limité mais, malgré les restrictions de voyage dues au Covid-19, le parc a reçu 16 visiteurs motorisés et un total de 19 visiteurs internationaux. Le revenu total généré par le parc s'est monté à 88 799 \$US, soit 24 % seulement des recettes de 2019.

OBJECTIFS POUR 2021

- + Renforcer l'intégrité du mandat de gestion.
- + Assurer une présence et un contrôle efficaces de l'application de la loi dans l'ensemble de la GMA.
- + Achever un plan complet de gestion pour les becs-en-sabot.
- + Améliorer la génération de revenus par le prélèvement annuel de cobes de Lechwe, la chasse et le tourisme.
- + Augmenter les faibles niveaux de capital financier de la communauté en poursuivant le développement des entreprises commerciales durables.

RWANDA

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL
Conseil de développement du Rwanda (RDB)



PARC NATIONAL DE L'AKAGERA

1 120 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2010

PRINCIPAUX DONATEURS

Gouvernement du Rwanda et Fondation Wyss

PARC NATIONAL DE NYUNGWE

1 019 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2020

PRINCIPAUX DONATEURS

Gouvernement du Rwanda,
Fondation Segré et Fondation Wyss

PROFESSIONNALISME ET FIERTÉ



DIRECTEUR DU PARC
Jes Gruner

« Lorsque l'on voit la transformation de l'Akagera – les lions réintroduits en 2015, les rhinocéros en 2017... –, on sait qu'elle n'est pas due au hasard. Nous n'aurions pas pu le faire seuls. C'est pourquoi nous avons invité African Parks : pour nous aider à prendre conscience d'une vérité maintenant communément admise – nous dépendons de nos ressources naturelles pour notre développement économique et notre survie. Nous ne pouvons pas épuiser nos ressources naturelles et en même temps espérer prospérer. En œuvrant avec African Parks, nous créons quelque chose qui sera durable à très long terme, tout en obtenant au jour le jour les résultats dont nous avons besoin. »

- Son Excellence Paul Kagame, Président du Rwanda

RWANDA - L'engagement en faveur du changement socio-économique est au cœur de notre partenariat avec le Conseil de développement du Rwanda (RDB). Lorsque le gouvernement a invité African Parks, en 2010, à apporter son concours à la professionnalisation de la gestion du parc, notre vision commune était claire : d'un site appauvri envahi par plus de 30 000 bovins, transformer l'Akagera en un parc générateur de revenus au profit de la population et de la faune. D'emblée, l'application efficace de la loi et l'engagement solide de la communauté ont été les fondements de sa réhabilitation. Une fois le braconnage quasiment éliminé, en l'espace de cinq ans seulement, des lions ont été réintroduits en 2015, suivis par des rhinocéros noirs en 2017 et à nouveau en 2019 en provenance de zoos européens. Devenu un refuge pour la faune sauvage, le parc s'est lancé dans le soutien tous azimuts aux entreprises génératrices de revenus pour les communautés locales. À la fin de 2019, il s'autofinancait à 90 % grâce aux recettes générées par près de 50 000 touristes, dont 50 % de Rwandais. Même si l'année 2020 a vu une réduction de 68% des visiteurs en raison du Covid-19, l'Akagera a continué à subvenir aux besoins des 300 000 personnes vivant à ses alentours et qui profitent directement de

son existence. Les groupements d'apiculteurs et les coopératives de pêche ont prospéré, les pépinières du parc ont fourni des semis ; des groupes de femmes ont reçu une aide pour cultiver des champignons et élever des volailles, ce qui a permis de créer des emplois et d'assurer la sécurité alimentaire en ces temps difficiles.

Grâce à notre bilan à l'Akagera et à une collaboration fructueuse de 10 ans avec le RDB, le gouvernement rwandais a conclu en octobre 2020 un nouvel accord à long terme avec African Parks concernant la gestion du Parc national de Nyungwe. Il démontre ainsi comment les zones protégées, lorsque y coexistent une vision claire et une bonne gestion, peuvent être d'une grande aide à très long terme pour les personnes et la faune.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ - L'Akagera a nommé un responsable de la conservation et de la recherche pour superviser le suivi et la gestion des espèces essentielles du parc. La toute première reconnaissance pedestre a été entreprise afin de recenser les espèces difficiles à repérer dans les zones les plus reculées, comme les girafes et les antilopes rares tels les rouannes et les élans, et déterminer leur



présence et l'utilisation de leur habitat. L'exercice a été doublement remarquable de par le recours à la science participative, pour engager les Rwandais à se joindre aux efforts de conservation de l'Akagera. Lors de cette activité importante, 20 équipes d'écogardes et d'employés ont escorté les visiteurs participants à parcourir des transects de 10 km pendant deux jours. L'enquête s'est révélée fructueuse et instructive en termes d'évaluation du nombre d'espèces clés, y compris la part proche de 50 % du total des populations de rouannes et d'élans. La présence de 81 girafes, soit la quasi-totalité, ainsi que plus de 1 300 buffles et plus de 600 zèbres, a également été notée. Six espèces de vautours, dont l'oricou et l'africain, ont été recensées, une occurrence rare dans le parc.

Cinq éléphants et cinq lions ont été équipés de colliers, et neuf rhinocéros ont été munis d'émetteurs. La population de lions, réintroduite en 2015 avec seulement sept individus, continue de prospérer puisqu'elles s'élève maintenant à 35. Malheureusement, deux des rhinocéros transférés en 2019 depuis des zoos européens sont morts de causes naturelles au cours de l'année 2020 ; cependant, un veau rhinocéros est né et, depuis sa réintroduction initiale en 2017, cette population se monte désormais à 25 individus. Lors du recensement annuel des grues royales, l'Association rwandaise pour la conservation de la faune a repéré dans un marais à l'ouest de l'Akagera

deux becs-en-sabot, une espèce peu nombreuse dans le pays et qui ne s'était pas manifestée à l'intérieur du parc depuis 2017.

APPLICATION DE LA LOI - Les braconniers n'ont éliminé aucun animal issu des espèces de grande valeur (éléphant, rhinocéros et lion) depuis 2010 ou depuis leur réintroduction. Le braconnage du gibier à l'intérieur du parc a pratiquement été éliminé : en 2020, seuls trois animaux (zèbres et buffles) ont été signalés, contre 10 en 2019 et 25 en 2018. Les 78 écogardes de l'Akagera, une unité composée principalement de membres des communautés, ont effectué 24 120 jours de terrain et permis de procéder à huit arrestations, de saisir 120 kilos de viande, de confisquer 521 kilos de poisson et de retirer 27 pièges. Les stages de recyclage ont porté sur la manipulation des dispositifs GPS et CyberTracker. Le premier essai des capteurs de clôtures communiquant avec la salle de contrôle centrale via le réseau LoRa s'est révélé efficace. Afin d'améliorer les compétences en matière de sécurité médicale au sein de l'équipe, un écogarde désigné comme secouriste a passé un mois à l'hôpital local, suivi de deux semaines d'une formation dispensée par des secouristes chevronnés, où il a ensuite formé pendant cinq jours des agents des clôtures et des chauffeurs. L'unité K9 de l'Akagera a poursuivi ses missions de surveillance accrue et de couverture globale du parc, afin de renforcer les

capacités d'application de la loi.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE - Dix années de sensibilisation des communautés, au cours desquelles celles-ci ont pris conscience des avantages tangibles qu'elles retirent du parc, ont fait de l'Akagera une source de fierté et un précieux atout régional. Malgré l'effondrement total du tourisme, lequel a été le principal générateur de revenus au cours de la dernière décennie, il a continué de multiples façons à apporter son soutien à des milliers de personnes et à leurs familles. Les activités agricoles se sont poursuivies tout au long de l'année, notamment la coopérative féminine d'élevage de volailles et de culture de champignons ainsi que la récolte de miel produit par 375 apiculteurs. Le montant du miel commercialisé pour l'année s'est élevé à 23 035 \$US. L'accord de pêche durable avec COPABARWI, une coopérative avec laquelle l'Akagera travaille depuis cinq ans, a été reconduit. La récolte de 2020 a atteint le chiffre impressionnant de 146 tonnes : elle s'est déroulée dans un lac à l'extérieur du parc où l'Akagera a déversé 150 000 alevins en 2019. La pêche, dont il a été convenu qu'elle pourrait avoir lieu 10 jours par mois, a permis d'engranger 2 800 kilos pour l'année. Vingt-deux enseignants et conseillers en environnement de 11 écoles différentes ont suivi un stage pour créer une circonscription pour la conservation, et plus de 17 000 semis ont été remis et plantés dans 10 écoles pour appuyer la reforestation. Les dortoirs construits au centre communautaire pour accueillir les groupes scolaires seront bien utilisés en 2021. Les émissions de radio, qui se sont avérées un outil de communication efficace tout au long du confinement, ont traité de sujets allant de l'environnement aux conflits hommes-faune, et profilé les coopératives actives dans le parc et ses alentours. Les guides communautaires indépendants ont encaissé 45 988 \$US de revenus. Les autres avantages dispensés aux communautés, y compris leurs salaires, les achats réalisés et les équipements loués sur place, se sont élevés à 333 718 \$US.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES - Ladis Ndahiliwe, longtemps directeur des opérations sur le terrain, a été promu directeur du parc à la fin de l'année, Jes Gruner dirigeant dorénavant le Parc national de Nyungwe. Parmi les principaux projets de construction figuraient une extension des bureaux et la construction du logement des pisteurs de rhinocéros à Magashi. Une nouvelle tour de réseau LoRa a été installée pour

étendre la couverture dans la partie nord du parc, et la tour LoRa de Magashi a été surélevée pour améliorer le suivi des espèces clés. Les diverses fermetures et la réduction du nombre de touristes ont fourni l'occasion de suivre des formations : quatre membres locaux du personnel ont suivi un stage de gestion au Gordon Institute of Business Science, 163 employés se sont inscrits à un programme d'un an de langue anglaise, 10 cadres supérieurs ont suivi le cours en ligne sur la « boîte à outils de gestion » conçu pour African Parks ; avant le confinement, 37 personnes s'étaient inscrites à un stage de deux mois de permis moto. Des formations internes approfondies ont été mises en place tout au long de l'année, notamment sur le service dans les entreprises hôtelières, une remise à niveau en infirmerie et en premier secours pour les écogardes et les chauffeurs, et des présentations réalisées sur le travail du département de conservation et de recherche.

TOURISME - Malgré les fermetures dues au Covid-19 et les restrictions de voyage, l'Akagera a reçu plus de 15 800 visiteurs dont 13 819 payants, et un total de 1 054 000 \$US a été généré par le tourisme en 2020 (une baisse de 54 % par rapport à 2019). Les résidents ayant bénéficié d'offres spéciales, le Ruzizi Tented Lodge et le Karengé Bush Camp ont pu conserver un taux d'occupation moyen de 32 % et 27 % respectivement pendant leurs mois d'ouverture. Malgré la baisse du tourisme, les données ont montré certaines tendances positives, comme l'allongement des durées de séjour et une augmentation des dépenses par tête : on a relevé en 2020 une dépense moyenne de 62 \$US par personne, contre 46 \$US en 2019. Les installations de Ruzizi ont été rénovées, et le parc a publié un appel à manifestation d'intérêt pour un nouveau lodge à l'issue duquel cinq propositions de soumissionnaires intéressés ont ensuite fait l'objet d'une demande de proposition.

OBJECTIFS POUR 2021

- + Garantir zéro perte de rhinocéros ou d'éléphant du fait d'activités illicites et documenter la croissance de leur population.
- + Poursuivre la mise en œuvre durable de coopératives de pêche dans le parc, génératrices de revenus supplémentaires et de nourriture pour les communautés.
- + Dresser une carte détaillée de l'impact des espèces exotiques invasives dans le parc.



↑ Une réceptionniste du Ruzizi Tented Lodge souhaite la bienvenue aux touristes © Scott Ramsay

LA PLUS GRANDE FORÊT AFRO MONTAGNARDE D'AFRIQUE DE L'EST



DIRECTEUR DU PARC
Jes Gruner

« L'accord que nous venons de signer pour le Parc national de Nyungwe est un témoignage supplémentaire de notre fructueuse collaboration. En faisant progresser la gestion et la conservation de la faune sauvage, en développant les infrastructures, le marketing et la promotion touristiques – le tout avec et pour les communautés voisines –, African Parks nous aidera à concrétiser notre vision : Nyungwe va devenir un lieu encore plus spectaculaire. »

- Clare Akamanzi, directrice générale du Conseil de développement du Rwanda

RWANDA – Le Parc national de Nyungwe, dont les 1 019 km² se composent de forêts denses afro montagnardes aux pentes recouvertes de bambous, de prairies et de marécages, est l'une des plus anciennes forêts pluviales d'Afrique. Il alimente deux des plus grands fleuves du monde, le Congo et le Nil, et fournit 70% de l'eau douce du pays. Outre ces services écosystémiques estimés à quelque 4,8 milliards \$US, il est un haut lieu de la biodiversité régionale : on y recense 1 068 essences végétales, 322 espèces d'oiseaux et 75 espèces connues de mammifères, au nombre desquelles 13 espèces de primates, soit un quart de toutes celles du continent, tels les chimpanzés et les rarissimes cercopithèques de Hamlyn et de L'Hoest.

Cependant, sa forme et sa topographie uniques l'ont exposé à de multiples menaces : le braconnage, l'exploitation minière illégale et l'empiètement de l'agriculture ont mis en péril l'intégrité de sa flore et de sa faune, l'ont empêché de réaliser son potentiel touristique et de soutenir ses communautés. Par conséquent, après son partenariat de 10 ans avec le Conseil de développement du Rwanda qui a permis la renaissance écologique et économique du Parc national de l'Akagera, African Parks a conclu en octobre 2020 un accord de 20 ans pour gérer durablement la plus grande étendue forestière rwandaise, faisant ainsi de Nyungwe le 19e parc à passer sous sa gestion.

En collaboration avec le gouvernement, nous nous efforcerons d'assurer la durabilité du parc en optimisant son potentiel exceptionnel en matière de tourisme axé sur la conservation, en renforçant l'application de la loi, en investissant dans les entreprises locales et en les stimulant.

La collaboration étroite avec les communautés locales sera une priorité absolue ; essentielle pour restaurer et protéger la faune et la flore, elle permettra de garantir la viabilité écologique, sociale et économique à long terme de ce parc, que sa topographie montagneuse spectaculaire et sa biodiversité exceptionnelle rendent unique au monde : elles en font potentiellement l'une des futures destinations les plus extraordinaires du continent. Grâce à une conservation adéquate, à l'optimisation du tourisme et d'autres activités génératrices de revenus durables, Nyungwe soutiendra des écosystèmes terrestres sains qui profiteront longtemps à ses populations.

OBJECTIFS POUR 2021

- + Le recrutement et la mise sur pied de l'unité de gestion du parc (UGP).
- + L'achèvement de 50% des installations du siège.
- + L'évaluation, la formation et le détachement de l'équipe d'écogardes.
- + Le développement et la mise en œuvre d'un plan de développement touristique.



CONGO

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

Ministère de l'Économie forestière, du Développement durable et de l'Environnement

GÉRÉ PAR

La Fondation Odzala-Kokoua



Parc national Odzala-Kokoua

PARC NATIONAL ODZALA-KOKOUA

13 487 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2010

PRINCIPAUX DONATEURS

Fondation Arcus, Fondation Bennink, Fondation Segré, Fondation Rob et Melani Walton, Save the Elephants and Wildlife Conservation Network's Elephant Crisis Fund, Stichting Natura Africae, Union européenne, Fondation Wildcat, Département d'État US et WWF Pays-Bas

LES POUMONS VERTS DE L'AFRIQUE



DIRECTEUR DU PARC
Jonas Eriksson

« Nous sommes extrêmement fiers d'avoir conclu en 2020 un accord révisé pour la gestion du Parc national Odzala-Kokoua, comprenant le Sanctuaire de gorilles de Lossi. Ce nouveau chapitre de notre partenariat, qui vise à protéger l'un des parcs phares du Congo, traduit la contribution de notre pays à la lutte mondiale contre le changement climatique et l'altération de la biodiversité. Il ambitionne d'intégrer la conservation dans notre approche du développement socio-économique, en renforçant l'écotourisme et en permettant aux communautés de bénéficier de paysages salubres et fonctionnels. »

- Son Excellence Rosalie Matondo, ministre de l'Économie forestière, Congo

CONGO - Le Parc national Odzala-Kokoua se trouve dans l'un des écosystèmes les plus riches en biodiversité du globe : le bassin du Congo, une forêt tropicale humide qui n'est dépassée en dimensions que par l'Amazonie. Décrite comme l'un des poumons verts de la planète, cette vaste étendue de forêt fournit des services écosystémiques vitaux et fait vivre environ 75 millions de personnes. Odzala abrite la plus grande population de gorilles des plaines de l'Ouest présente dans un parc national, ainsi que 16% des éléphants de forêt du continent. Reconnaisant ce potentiel extraordinaire, sa biodiversité unique et son importance globale dans l'atténuation du changement climatique, le gouvernement de la République du Congo a cherché à assurer à Odzala une protection durable et à intégrer sa conservation dans son approche nationale du développement socio-économique. En 2010, à cette fin, il a invité African Parks à signer un accord de gestion à long terme pour préserver le parc tout en renforçant l'écotourisme et en offrant des opportunités aux 12 000 personnes vivant à sa périphérie. S'appuyant sur la décennie passée, il a réitéré cet accord en 2020, renforçant notre partenariat pour les 15 années restantes de son terme et intégrant dans le mandat le Sanctuaire des gorilles de Lossi, un habitat adjacent de 380 km². Ensemble, nous comptons tracer la voie pour garantir la durabilité de ce site magnifique, en coopérant avec les communautés pour

répondre à leurs besoins sans surexploiter les ressources naturelles. En sauvegardant la richesse de sa faune et de sa flore, en cultivant les activités touristiques et celles génératrices de revenus, nous mettrons Odzala sur la voie de la durabilité et en ferons une destination prisée des amateurs de conservation.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ - L'un des défis les plus importants à relever dans cette forêt tropicale dense est d'estimer avec précision les populations d'espèces clés, dont le suivi et la dynamique sont une priorité de longue date pour nos équipes. Afin d'améliorer le suivi des éléphants menacés d'Odzala, nous avons équipé de colliers cinq individus supplémentaires au cours de l'année, portant à 20 le nombre total d'éléphants munis de colliers actifs. Les résultats de l'enquête sur la faune et l'impact humain ont indiqué une tendance stable pour les populations de gorilles et d'éléphants, avec une estimation moyenne pour le parc, respectivement, de 7 585 et 7 270 individus. La préservation des gorilles des plaines de l'Ouest y est une priorité majeure, dans la mesure où la région abrite 2,1% de leur population mondiale. L'estimation moyenne du nombre de chimpanzés était de 827, avec une légère diminution observée dans le nord du parc, potentiellement liée à la pression humaine croissante qui y sévit. Les résultats obtenus par les pièges photographiques ont permis





d'identifier 36 hyènes tachetées dans des clairières naturelles (ou bais), et capturé leur comportement de chasse si particulier : nous avons pu les voir à quatre occasions poursuivre des éléphants de forêt. Six nouvelles espèces d'oiseaux ont également été identifiées, ainsi que la première observation jamais enregistrée d'un mandrill. La liste des espèces d'Odzala, dûment mise à jour, compte désormais 107 espèces de mammifères et 456 d'avifaune. Le programme d'habituation des gorilles a été reporté en raison du Covid-19, mais le personnel a poursuivi sa surveillance.

APPLICATION DE LA LOI - L'unité de renseignement d'Odzala, formée en 2019 pour améliorer la coordination de la lutte anti braconnage, est maintenant bien en place ; trois analystes, cinq enquêteurs et huit opérateurs radio assurent une couverture opérationnelle complète sur l'ensemble du parc, et un centre d'information et d'opérations conjoint a été créé à la base du secteur est. Notre équipe de 84 écogardes a effectué 363 patrouilles, soit un total de 12 826 jours de terrain. Grâce à leurs efforts, il nous a été possible de confisquer 47 armes à feu, 9 014 munitions, 25 514 kilos de viande de brousse, plus de 400 kilos d'ivoire et 30 275 pièges, de démanteler 236 campements de braconniers et de procéder à 72 arrestations ayant abouti à 28 condamnations. Bien que les réglementations sur les voyages imposées par la pandémie aient entraîné une révision de notre programme de formation, nous avons pu apporter notre concours à l'organisation locale, à l'intention de 40 écogardes, de deux stages spécialisés en matière de droits de l'homme et, pour 10 autres employés, une instruction à l'outil de surveillance et de reporting spatial

(SMART). Pour renforcer les capacités d'application de la loi dans la région, un analyste régional de la Wildlife Conservation Society (WCS) a organisé des séances de mentorat hebdomadaires avec deux de nos analystes, dans le cadre d'une coopération entre l'INL (International Narcotics and Law Enforcement Affairs) avec la WCS et le World Wide Fund for Nature (WWF).

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE - L'un de nos principaux objectifs pour assurer la durabilité à long terme d'Odzala est de développer un partenariat étroit avec les communautés, de soutenir leurs moyens de subsistance, de réduire la dépendance par rapport aux ressources du parc et d'améliorer la résilience globale des 12 000 personnes vivant à sa périphérie. Nous avons mené des missions de sensibilisation dans 36 villages, apporté notre concours à 12 clubs de protection de la vie sauvage auxquels adhèrent 580 enfants, et diffusé 17 programmes de radio communautaire pour encourager les habitants à s'engager dans la conservation. Dans le cadre d'un projet pilote lancé au sein de deux communautés, 20 agriculteurs ont généré près de 11 000 \$US en produisant 13 300 kilos de cacao. Les sept apiculteurs que nous avons formés ont produit 25 kilos de miel, dont les premières ventes sont prévues pour 2021. Les missions médicales mobiles menées dans 89 des communautés environnantes ont permis de dispenser des soins à 2 759 personnes tout au long de l'année. Plusieurs méthodes de dissuasion ont été testées afin d'empêcher les éléphants de piller les cultures, comme une clôture à abeilles – laquelle doit encore prouver son efficacité puisque seules 17 des 70 ruches sont colonisées à ce jour –, l'installation d'éclairages stroboscopiques et

la distribution aux agriculteurs de kits de surveillance de la faune. En outre, deux tours de guet ont été édifiées pour améliorer la surveillance sur le terrain, et les cinq équipes d'intervention rapide mises en place se sont révélées extrêmement efficaces. Le régime d'assurance contre les dommages causés par le parc a versé un peu plus de 38 000 \$US de compensation à 141 personnes. Dans le cadre du programme ECOFAC VI financé par l'UE, l'exercice de cartographie sociale lancé avec le soutien de Nature + a produit des cartes de 18 des 33 communautés situées à la périphérie d'Odzala. Deux représentants communautaires ont été élus au conseil d'administration ; le nouveau plan de gestion du Fonds de développement communautaire qui a été élaboré sera opérationnel en 2021.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES - L'équipe d'Odzala est composée de 262 personnes à temps plein, dont 96% de nationaux. La construction de la base du secteur est a été achevée et 45 personnes l'occupent désormais en permanence ; elle comprend un centre d'opérations de renseignement conjoint, des bureaux et des espaces de stockage, un atelier, une armurerie, des logements pour le personnel et un petit camp de quatre tentes avec un réfectoire. La route de 28 km ouverte entre la base du secteur est et la rivière Mambili permettra d'améliorer l'accessibilité pour le personnel et les visiteurs. Les deux postes de contrôle situés au nord et à l'est du parc ainsi que la tour d'observation à Dzébé, désormais achevés, bénéficieront au tourisme et à la recherche. Nous avons rénové le pont entre Mbomo et le Lango Lodge en coopération avec la Compagnie de conservation du Congo. L'achat de quatre motos, d'un minibus et d'un Land Cruiser va permettre de renforcer la capacité opérationnelle. Toutes les équipes et tous les véhicules ont été équipés d'émetteurs par satellite, et la salle de

contrôle a été dotée d'un Domain Awareness System.

TOURISME - Le programme d'habituation des gorilles, qui contribue de manière essentielle au développement du tourisme, a été mis en suspens pour éviter de les exposer au Covid-19. En raison de la pandémie, les trois lodges exploités par la Compagnie de conservation du Congo ont été fermés à partir du mois de mars, mais, dans la mesure où ils avaient vendu 408 nuitées avant leur fermeture, ils ont alloué 8 277 \$US provenant des frais communautaires au Fonds de développement communautaire d'Odzala. En excluant ces frais, les recettes totales générées par le parc en 2020 se sont élevées à 20 242 \$US, les mois de janvier et février affichant des augmentations respectives de 150 % et 85 % par rapport à 2019. Le plan de développement touristique élaboré sera mis en œuvre en 2021, et une étude de faisabilité a été réalisée concernant le développement d'un camp mobile saisonnier qui sera finalisée en 2021.

OBJECTIFS POUR 2021

- + Finaliser une stratégie de durabilité à long terme.
- + Développer un plan de tourisme et de génération de revenus dans le but de le faire contribuer à hauteur de 25% au budget annuel du parc d'ici 2024.
- + Mettre en œuvre des activités génératrices de revenus viables au profit des communautés.
- + Poursuivre la mise en œuvre de la stratégie de décentralisation avec l'achèvement de la base du secteur nord.
- + Assurer l'accessibilité routière tout au long de l'année pour une gestion efficace du parc.
- + Dispenser trois fois par an une formation spécialisée au personnel chargé de l'application de la loi.



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL
Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN)



PARC NATIONAL DE LA GARAMBA

5 133 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2005

Domaines de chasse (adjacents) : 9 663 km²

PRINCIPAUX DONATEURS

Mine d'or de Kibali, Save the Elephants et le Wildlife Conservation Network's Elephant Crisis Fund, Union européenne, Fondation Wildcat, UNESCO et Agence US pour le développement international, Département d'État US

PAIX ET DURABILITÉ



DIRECTEUR DU PARC
John Barrett

« Le trafic des espèces sauvages a exercé des effets dévastateurs sur notre patrimoine naturel, en République démocratique du Congo (RDC) comme sur l'ensemble du continent. Non content d'appauvrir les paysages, il affecte en outre les millions de personnes qui dépendent de ces zones. Face au rôle émergent qu'une Garamba sécurisée joue dans la stabilité de la région, nous nous engageons donc plus résolument que jamais dans la lutte anti-braconnage et dans notre partenariat avec African Parks, qui est en passe de façonner un site plus sûr et un avenir plus radieux pour d'innombrables êtres humains et pour la faune sauvage dans la région. »

- Cosma Wilungula, directeur général de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN)

RDC – La Garamba, désormais classée au Patrimoine mondial de l'Unesco, est l'un des plus anciens parcs nationaux d'Afrique. Située en bordure du Sud-Soudan, cernée de forêts tropicales denses, elle abrite des girafes du Kordofan, dont l'espèce est en danger critique d'extinction, et la plus grande population d'éléphants résiduelle de RDC. Des décennies durant, elle a souffert de sa situation au cœur d'un paysage anarchique envahi par des forces rebelles qui ont pillé le paysage et laissé dans leur sillage une dévastation humaine et environnementale. En 2005, cependant, l'ICCN a conclu un accord à long terme avec African Parks afin d'apporter une stabilité devenue vitale, tant pour le parc que pour la région. Cela ne s'est pas fait sans difficultés : des braconniers lourdement armés ont mené des assauts continus, et le bilan des pertes humaines – écogardes et civils – a été tragique. Le vent a heureusement tourné en 2016, date à laquelle nous avons pu, avec le soutien de donateurs essentiels, remanier de manière significative et fructueuse notre approche de l'application de la loi avec l'assistance d'une technologie de classe mondiale. Depuis 2017, pas un seul écogarde n'a laissé sa vie au cours d'une patrouille, et 2020 a été la première

année complète depuis des décennies sans aucun signalement de carcasse d'un éléphant braconné. Les autres populations clés de la faune sauvage sont également toutes en augmentation. Au cours des quatre dernières années, cette sécurité retrouvée à la Garamba a permis de soutenir des dizaines de milliers de personnes vivant à ses alentours, que ce soit sous la forme d'écoles où les enfants peuvent apprendre, de soins de santé salvateurs ou d'investissements dans des entreprises sociales et dans le développement durable – un secteur qui favorise désormais l'émergence d'une économie axée sur la conservation, offrant aux populations des options réelles vers un avenir meilleur. La vision que nous partageons avec l'ICCN au sujet de ce parc historique est en passe de se réaliser, dans la mesure où celui-ci est désormais un point d'ancrage pour la stabilité régionale et la source d'un avenir meilleur pour la population et la faune.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ - Située à l'angle nord-est de la RDC, là où se rencontrent forêt et savane, la Garamba sert de refuge à de nombreuses espèces de la faune équatoriale dont plusieurs sont en danger et menacées.



Selon les résultats de l'enquête aérienne du mois de mars, la population d'éléphants de la Garamba s'élève à environ 700 individus, dont près de 6 % âgés de moins d'un an, ce qui signifie que cette population a très probablement cessé de décliner en 2018 et s'est enfin stabilisée. Décembre 2020 a marqué le 16e mois consécutif sans perte confirmée d'éléphant due au braconnage. De même, la population de girafes du Kordofan, une espèce en danger critique, a augmenté de 38 % depuis 2018 : elle atteint aujourd'hui 66 individus, dont huit juvéniles nouvellement identifiés. Trois girafes ont été équipées en février d'un dispositif de suivi ossiculaire en vue de la collecte de données importantes et du renforcement des mesures de protection. Achille Diodio, originaire de la province locale du Haut-Uele, en RDC, a été promu en juin au poste de responsable de la recherche et du suivi.

APPLICATION DE LA LOI - Combiné avec les Domaines de chasse adjacents, le paysage sous gestion est vaste : ses 14 790 km² ont tous été protégés au cours de l'année par 222 écogardes bien formés. L'unité canine de la Garamba a reçu une formation approfondie et continue, portant notamment sur le déploiement d'hélicoptères et la détection des armes, des munitions et des produits illégaux issus de la faune sauvage. L'ensemble de ces actions a abouti à un total de 70 207 jours/patrouilleurs, 98 arrestations, la confiscation de

15 armes à feu ainsi que de 85 kilos d'ivoire interceptés en dehors du parc et de 214 kilos d'écailles de pangolin. En décembre, un tribunal mobile a jugé 14 affaires ayant eu trait à la faune de la Garamba entre 2016 et 2020 ; une affaire a été reportée mais les 13 autres ont débouché sur des peines de prison allant de trois mois à 10 ans. Ces tribunaux mobiles incitent les juges à remplir leurs fonctions en prononçant des peines maximales, et servent également de dissuasion en sensibilisant la population aux peines encourues.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE - La Garamba est la principale source de stabilité pour les communautés vivant dans et autour du parc, lesquelles sont exceptionnellement vulnérables en raison de la situation sécuritaire complexe dans la région au sens large. Le développement durable est au cœur de notre travail communautaire : en 2020, avec le financement de l'Union européenne, la Garamba a soutenu un total de 8 419 membres des communautés au sein d'entreprises sociales telles que l'apiculture, la pisciculture, l'aviculture et l'agriculture. Vingt-neuf agriculteurs ont produit et vendu leurs productions de coupe de manioc ; 89 producteurs de miel ont bénéficié des huit nouveaux ruchers pédagogiques ; et 1 389 ménages ont reçu des lampes et kits solaires subventionnés. Deux écoles primaires ont été construites au profit de 1 085 enfants, ainsi que deux postes sanitaires à l'intention de



5 000 personnes. L'hôpital de Nagero et les dispensaires de Gangala, qui sont directement gérés par le parc, ont dispensé des soins à 12 189 patients, dont 49 % de femmes et 38 % d'enfants de moins de cinq ans. En avril, le parc a lancé une stratégie de lutte préventive contre le Covid-19, consistant à former aux méthodes de protection et de prévention le personnel du parc ainsi que les membres des Comités de conservation communautaires : cette action a concerné 60 000 membres de la communauté. Les 26 sources d'eau et les deux forages créés dans 26 villages permettent dorénavant un accès à l'eau potable à environ 30 000 personnes. Deux pépinières subventionnées par le parc ont fourni plus de 40 000 semis et plantes (notamment des cacaoyers, des cèdres et des arbres d'ombrage). Il a été mis en place plus de 60 sessions d'éducation à l'environnement qui ont sensibilisé 4 961 membres de la communauté à divers sujets comme les droits des femmes, la prévention des feux de brousse, la gestion des déchets, l'importance des arbres, la gestion des points d'eau et l'hygiène.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES - Les infrastructures ont connu d'importantes améliorations au cours de l'année, notamment la construction de 32 habitations de base pour les écogardes, de trois logements pour les agents, de quatre maisons pour les cadres intermédiaires, et d'une maison pour les consultants qui permettra de libérer de l'espace pour les futurs clients payants du Garamba Lodge. Le Camp Dunga a été achevé : désormais dédié aux activités d'éducation à l'environnement, il servira principalement aux élèves des écoles primaires au sein et autour du complexe. L'extension de l'hôpital Nagero achevée en novembre permet d'accueillir

davantage de patients, une maternité plus vaste et une salle de repos pour le personnel. L'enclos pour les primates construit près de la piste d'atterrissage vise à héberger de manière provisoire les primates confisqués aux braconniers avant leur transfert au Centre de réhabilitation des primates de Lwiro, à Bukavu. Le premier camp de surveillance des chimpanzés au sein du Domaine de chasse de Mondo-Missa est opérationnel, et le second sera achevé début 2021.

TOURISME - Un directeur commercial a été embauché en octobre 2020 pour mettre au point un plan de développement touristique, ce afin d'obtenir un flux de financement durable pour la Garamba à partir de cette activité.

OBJECTIFS POUR 2021

- + Mener une enquête démographique et une étude aérienne sur les éléphants.
- + Poser des colliers sur 10 à 15 éléphants supplémentaires dans le complexe de la Garamba, et élaborer des mesures d'atténuation des conflits homme-faune.
- + Améliorer le renforcement des capacités nationales, grâce à un large éventail de formations dispensées sur place et dans le cadre de stages.
- + Organiser début 2021 une session de formation de base à l'intention des écogardes, dans le but d'en recruter et former une trentaine en remplacement de ceux qui ont pris leur retraite.
- + Fournir de l'énergie solaire à 10 000 foyers des communautés grâce au développement de trois mini-réseaux solaires et à la vente subventionnée de 13 000 kits solaires.



↑ Un enfant étudie sous une lampe solaire fournie par le programme d'éclairage solaire de la Garamba © Black Bean Productions

L'unité canine anti-braconnage a considérablement aidé les équipes de maintien de l'ordre à saisir les produits illégaux de la faune sauvage © Black Bean Productions ↑

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL
Ministère des Eaux et Forêts, de la Chasse et de la Pêche



CHINKO

24 335 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2014

Zone d'expansion : 30 945 km²

PRINCIPAUX DONATEURS

Lion Recovery Fund, People's Postcode Lottery, Saraya Co. Ltd, Save the Elephants et le Wildlife Conservation Network's Elephant Crisis Fund, Union européenne, Fondation Rob et Melani Walton, Agence US pour le développement international et Département d'État US

LA PLUS GRANDE RÉGION SAUVAGE GÉRÉE EN AFRIQUE



DIRECTEUR DU PARC
Olivier Blaise

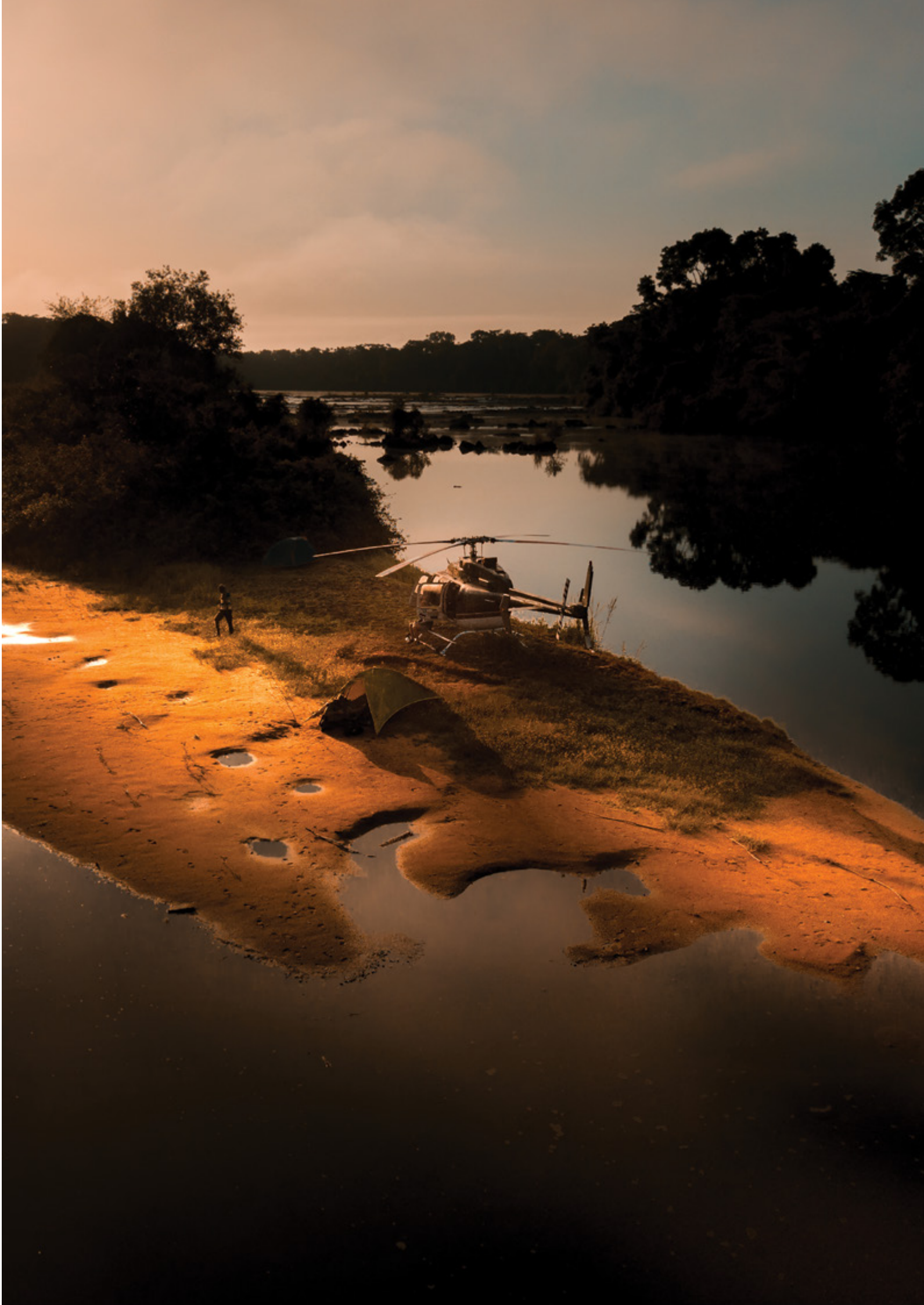
« Notre partenariat public-privé avec African Parks s'appuie sur une relation forgée en 2014, qui a déjà contribué à transformer le Chinko. Ce nouvel accord élaboré en 2020 nous permet d'étendre l'impact déjà obtenu grâce à une bonne gouvernance ; il démontre combien les partenariats peuvent concourir à la sécurisation d'un site, au retour de la stabilité, au rétablissement de la biodiversité et à un développement durable bénéfique pour les populations. Il nous permet également de créer et de gérer ensemble ce qui pourrait devenir le plus grand espace naturel sauvage du continent. »

- Son Excellence Amit Idriss, ministre des Eaux et Forêts, de la Chasse et de la Pêche (MEFCP)

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE - Malgré les décennies de guerre civile et de troubles qu'a connues la République centrafricaine (RCA), le Chinko est devenu un haut lieu de la conservation et a apporté une lueur d'espoir pour la stabilité régionale. Il y a sept ans à peine, le braconnage y était endémique, le site était entièrement envahi par des centaines de milliers de bovins conduits par des bergers armés, et on n'y trouvait que peu, voire aucun animal sauvage. Pour apporter à la zone la stabilité nécessaire, le gouvernement de la RCA a invité African Parks en 2014 à gérer le Chinko avec une seule et même vision : protéger les atouts naturels du pays et apporter à la population locale les opportunités dont elle a cruellement besoin. Cette vision s'est concrétisée en quelques années seulement, et la transformation de Chinko a été spectaculaire. Une zone centrale de 13 500 km² est aujourd'hui totalement exempte de braconnage, et, dans la mesure où les bergers respectent désormais les limites du parc et au fait que le bétail est maintenu à l'extérieur d'une surface de 23 000 km², le Chinko est devenu un sanctuaire où les effectifs de la faune sauvage, qui a retrouvé la tranquillité, sont en nette augmentation. Le parc reste

le plus grand employeur de la région et fournit aux communautés avoisinantes l'assistance, la formation et l'éducation dont elles ont tant besoin, tout en investissant directement dans des entreprises sociales. Une étape importante a été franchie le 15 avril 2020, date à laquelle le gouvernement et African Parks ont signé pour 25 ans un accord révisé de partenariat public-privé (PPP) : le nouveau mandat fait passer la superficie de la zone protégée de 19 846 km² à 24 300 km², et l'inclusion d'anciens domaines de chasse connus sous le nom de « paysage fonctionnel » porte la zone à 55 000 km². Vu la possibilité de la relier aux réserves fauniques et parcs nationaux déjà existants, la zone totale gérée pour la conservation et l'utilisation durable des ressources couvrira au final plus de 103 000 km². Il s'agira ainsi de la plus grande zone sauvage gérée de tout le continent, et ce, dans l'un des endroits les plus instables et improbables du monde.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ - Dans le cadre du mandat révisé, le bassin versant du fleuve Chinko (d'une superficie de plus de 52 000 km²), qui contient deux grands fleuves pérennes s'étendant sur 550 km,



est désormais entièrement protégé. Les habitats d'eau douce comptent parmi les écosystèmes terrestres les plus menacés au monde, mais l'accord de partenariat public-privé nouvellement révisé offre désormais une structure juridique à même de protéger à long terme l'un des systèmes fluviaux les plus vierges d'Afrique. La faune profite de cette protection retrouvée : les populations d'espèces clés connaissent une croissance marquée depuis 2017. Le nombre de chimpanzés, que des pièges photographiques ont documentés pour la première fois dans l'ouest de la réserve, est désormais estimé à un minimum de 1 200 individus dans la zone de conservation du Chinko (CCA) ; de nouveaux groupes indépendants de lycaons ont été découverts au nord et au sud avec un nombre de meutes connues passé de huit à treize, faisant de Chinko un haut lieu pour cette espèce gravement menacée. D'autres indices photo et vidéo ont confirmé la présence d'un grand nombre d'espèces : pangolins géants, hippopotames communs, buffles d'Afrique, élans géants, bongos, cobes defassa, antilopes rouannes, bubales de Lelwel... La présence d'au moins quatre troupeaux de lions a été confirmée dans une zone de 800 km², pour certains jusqu'à 16 km du siège du Chinko. Des éléphants ont également été observés plus fréquemment, via le comptage des pistes et la surveillance aérienne ; leur population est estimée à 80 au moins, soit sensiblement plus que ce que l'on avait craint après les décennies de braconnage ayant précédé notre prise active de gestion en 2014.

APPLICATION DE LA LOI - Assurer la sécurité et la stabilité de cette immense réserve et des communautés environnantes est essentiel pour leur avenir à long

terme. Nos obligations se sont considérablement accrues avec l'élargissement de notre mandat, de sorte que, tout au long de cette année, l'attention s'est focalisée autour d'une nouvelle stratégie d'expansion pour faire appliquer la loi dans la région avec un plan d'opérations et d'infrastructures adapté. Les patrouilles pédestres et motorisées ont couvert 70% de la réserve, plus de 30 000 km² ont bénéficié d'une surveillance aérienne et d'une couverture par les équipes de transhumance – entièrement composées de locaux, celles-ci ont largement contribué à garder le bétail hors d'un territoire de 23 000 km² grâce à des techniques de sensibilisation et de non-confrontation avec les éleveurs. Grâce à notre surveillance aérienne constante, les équipes chargées de l'application de la loi et de la transhumance ont intercepté un mouvement massif de bergers lourdement armés en route pour Chinko et pu s'assurer que les limites du parc étaient respectées. La formation de base des écogardes de terrain a été achevée au début de l'année 2020. Le nombre d'hommes-jours de patrouilles s'est élevé à 1 955 ; les patrouilles aériennes ont représenté 2 200 heures de vol ; la surveillance motorisée a couvert 6 312 km ; et les patrouilles en bateau ont parcouru 2 224 km.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE - Les actions de sensibilisation ont concerné plus de 1 500 personnes, soit plus du double de 2019 ; organisées dans tous les principaux villages, elles ont mis l'accent sur l'élargissement du mandat du Chinko, ainsi que sur l'éducation à la conservation et la formation aux pratiques agricoles durables. Avec ses 350 employés à temps plein et partiel, la CCA est un important



↑ Les agents de sensibilisation à la transhumance aident les éleveurs de bétail à contourner la bordure du Chinko © Gael Le Martin



consommateur régional : elle achète du manioc, du riz et de l'huile de palme pour les rations, ainsi que des matériaux pour la construction, notamment du ciment et du bois, ce qui stimule l'économie locale et consolide l'importance du Chinko. La preuve nous en a été apportée lorsque les chefs d'un village, alors que quatre pachydermes s'étaient aventurés hors de la forêt, ont demandé à notre personnel de venir aider « leurs éléphants » pour leur éviter d'être braconnés. Suite à cette mission couronnée de succès, les éléphants ont pu rentrer de leur propre chef dans une forêt éloignée et sûre. Grâce au financement d'ECOFAC6, 300 membres émanant de 15 groupements agricoles ont reçu une formation sur les techniques et outillages agraires, la fabrication de compost et la plantation de graines. Ces membres ont également reçu une formation sur la gestion financière, la logistique et la gestion du bétail. Confronté à la maladie de Newcastle qui s'est déclarée en juillet à sa périphérie, et compte tenu de l'impact considérable de cette maladie sur la sécurité alimentaire et de sa contagiosité pour les oiseaux sauvages, le parc a lancé sur trois mois une intervention rapide au cours de laquelle 10 000 poulets appartenant à 1 228 foyers ont été traités et vaccinés.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES - Un nouvel hangar et un bureau d'aviation ont été construits pour accueillir les deux nouveaux avions venus s'ajouter à la flotte. Le nouveau Cessna C208 a grandement contribué à la logistique quotidienne, et le nouvel hélicoptère BK-117, avec sa capacité de transport accrue en carburant et en personnel, a renforcé notre aptitude à faire

face de manière proactive aux principales menaces. L'équipe du Chinko a atteint le chiffre de 277 membres permanents, dont cinq nouveaux employés venus renforcer les pôles finances, logistique et surveillance.

De nombreuses routes ont été réparées ; citons également l'expansion du réseau routier intérieur, qui représente désormais 850 km de voies ouvertes dans la réserve. Des ponts ont été réparés et des routes situées à l'extérieur de la réserve ont été modernisées, ce qui a considérablement facilité l'accès et la mobilité pour la population locale. Un site a été choisi pour la nouvelle base opérationnelle avancée dans le nord, ce qui permettra à l'équipe de couvrir une zone beaucoup plus vaste dans le cadre du nouveau mandat, avec une mise en œuvre complète en 2021.

OBJECTIFS POUR 2021

- + Finaliser le plan d'utilisation des terres, y compris la cartographie participative de la région.
- + Former les communautés aux modules de chasse, pêche, exploitation forestière et agriculture durables.
- + Ouvrir la base opérationnelle avancée de Trois-Rivières, dans une première phase de développement.
- + Réaliser un inventaire de la biomasse et de la diversité des poissons et du benthos, ainsi qu'une enquête sur les lions, pour améliorer les données sur les espèces et les populations de Chinko.
- + Ouvrir le campement de Chinko, une installation touristique haut de gamme pour la pêche sportive avec remise à l'eau des prises.

BÉNIN

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL
Gouvernement du Bénin



PARC NATIONAL DE LA PENDJARI

4 844 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2017

PRINCIPAUX DONATEURS

Fondation des savanes ouest-africaines (FSOA), Gouvernement du Bénin, National Geographic Society (NGS), Fondation Wildcat et Fondation Wyss

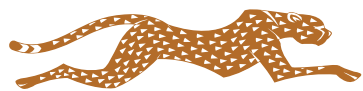
PARC NATIONAL DU W

8 022 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2020

PRINCIPAUX DONATEURS

Fondation des savanes ouest-africaines, Gouvernement du Bénin, Lion Recovery Fund (LRF), Fondation PATRIP, Save the Elephants and Wildlife Conservation Network's Elephant Crisis Fund (ECF), Fondation Wyss et UNESCO

LES PARCS : DES ATOUTS NATURELS



Pendjari
National Park
Benin

DIRECTEUR DU PARC
Jean-Yves Koumpogue

« La biodiversité et les actifs naturels sont des biens qui appartiennent au monde entier. Si la pauvreté compromet toute existence, y compris celle de la biodiversité, elle ne doit pas servir d'excuse à la dégradation de son environnement. Beaucoup de choses au Bénin n'ont pas encore été dévoilées à un public international, et en protégeant nos atouts naturels – nos forêts et notre faune – nous assurons un héritage de durabilité tout en façonnant des lieux magiques. Notre collaboration avec African Parks pour la Pendjari et le W est extraordinaire, d'autant qu'elle intervient à un moment où mon gouvernement s'est engagé à faire du tourisme un levier de développement à long terme. L'enjeu est tout à la fois celui de la préservation de notre environnement et de nos ressources naturelles, du tourisme durable et de l'impact social. »

- Son Excellence Patrice Talon, Président du Bénin

BÉNIN - Le Parc national de la Pendjari forme la principale composante du complexe transnational W-Arly-Pendjari (WAP), d'une superficie de 32 250 km² à cheval sur le Bénin, le Burkina Faso et le Niger. Cet écosystème sauvage encore intact, le plus vaste d'Afrique de l'Ouest, a connu diverses menaces au fil des ans du fait d'une gestion et de ressources inexistantes couplées à des pressions humaines grandissantes, le tout dans un contexte d'instabilité régionale croissante. En réponse à la fragilité de ce site d'importance mondiale, et reconnaissant avec une grande clairvoyance le rôle majeur que la revitalisation de ses aires protégées pourrait jouer dans le développement durable global du Bénin, le gouvernement a invité African Parks, en mai 2017, à prendre en charge la gestion de ce parc et à le revitaliser par le biais du tourisme et des entreprises en soutien aux communautés locales. Six mois plus tard, la Pendjari a reçu un fantastique appel d'air à même de faire de cette vision une réalité : en janvier 2018, 23 millions \$US ont été engagés sur 10 ans par le gouvernement béninois, la Fondation Wyss, le National

Geographic et la Fondation Wildcat. En l'espace de seulement trois ans, la Pendjari a recruté le groupe d'écogardes le plus important et le plus professionnel de son histoire. D'importantes recherches écologiques sont en cours grâce au suivi des éléphants, des lions et d'autres espèces menacées. Même pendant la pandémie de Covid-19, le parc a fourni des emplois, soutenu les communautés et leurs moyens de subsistance, assuré l'éducation, les soins médicaux et la stabilité de milliers de personnes. Les progrès réalisés à ce jour, couplés à son soutien croissant à l'égard de ses aires protégées, ont conduit le gouvernement, en mai 2020, à inviter officiellement African Parks à gérer le Parc national du W au Bénin, étendant ainsi l'impact de sa protection à des milliers d'autres personnes.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ - Des dénombrements de la faune des grands mammifères ont été menées pour déterminer les tendances : si les données préliminaires sont encore en cours d'analyse, on relève d'ores et déjà une augmentation de certaines





espèces, tels les hippopotames. Il a été mené des relevés sur la petite et moyenne faune à l'aide de transects ; le rapport d'inventaire et le plan d'action pour les grands carnivores ont été finalisés. Afin de mieux évaluer les mouvements de la faune et de collecter des données essentielles, nous avons conduit une mission de pose de colliers en décembre 2020 sur cinq éléphants supplémentaires (ce qui porte leur nombre à 30 pour la Pendjari) et 10 antilopes (cinq damalisques et cinq bubales) équipées pour la première fois. Cela s'est inscrit dans le cadre d'une opération transfrontalière plus vaste, au cours de laquelle il s'agissait d'équiper en colliers 25 éléphants et cinq antilopes dans le Parc national du W – la plus importante mission de ce type jamais réalisée au Bénin à ce jour, rendue possible grâce à l'action notamment de National Geographic, de la Fondation Wyss, de l'association Save the Elephants et du Wildlife Conservation Network's Elephant Crisis Fund (ECF), et qui nous permettra de mieux appréhender la nature transfrontalière de ces populations et espèces clés.

APPLICATION DE LA LOI - Depuis septembre 2017, African Parks a organisé cinq stages de formation de base pour les écogardes de terrain. En 2020, 41 d'entre eux, nouvellement embauchés, formés et bien équipés, ont rejoint l'équipe, formant ainsi une unité de 155 individus, dont 119 écogardes et six employés de l'unité de renseignement, à même de renforcer la sécurité dans l'ensemble du complexe de la Pendjari. Parmi nos principales activités, citons la formation à l'échelon professionnel à l'intention de tous les écogardes –

comme le niveau de base et avancé du pistage ; la formation au leadership dont ont bénéficié 20 chefs d'équipe ; des cours d'entraînement au Phantom pour 19 écogardes ; un stage spécialisé sur la conduite des enquêtes ; et la formation d'analystes et d'enquêteurs à la lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages. Les écogardes ont également reçu une formation de base en secourisme et à la sécurité en hélicoptère. Les membres de l'équipe opérationnelle chargée de l'application de la loi ont tenu des réunions régulières avec les juges des tribunaux tout au long de l'année pour assister dans les poursuites judiciaires, lesquelles constituent souvent le maillon faible de ce type de criminalité. Les écogardes ont accompli 390 patrouilles, soit 14 774 hommes-jours, effectué 153 arrestations et confisqué plus de 140 armes à feu et munitions, ainsi que 409 produits de la faune, dont 385 kilos de viande de brousse et une pièce d'ivoire. Huit animaux avaient été signalés comme victimes de braconnage, notamment un éléphant. Pour mieux assurer la sécurité du WAP, notre équipe a poursuivi sa collaboration efficace avec l'armée béninoise dans le cadre d'opérations conjointes le long des frontières avec le Burkina Faso et le Niger.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE - Dès mars 2020, nous avons mis en place un plan d'action Covid-19 pour prévenir la transmission aux communautés à l'intérieur et à l'extérieur du parc. Au total, 230 réunions de sensibilisation ont été organisées dans les villages avoisinants (relatives à la fois au parc et à la pandémie) et des centaines de litres de désinfectant, d'eau de Javel, de savon et de masques ont été remis aux chefs

communautaires, aux villages et aux hôpitaux. Nous avons lancé 20 programmes sur l'environnement et la faune ; enregistré 12 émissions de radio sur la conservation et le parc, entre autres sujets ; validé et compensé 224 cas de conflits hommes-faune ; invité 1 754 enfants à une visite gratuite du parc ; formé et équipé 63 apiculteurs et installé 252 ruches. Nous avons par ailleurs délivré 99 permis à 1 179 membres des communautés pour leur permettre d'entrer dans le parc et d'y récolter des produits forestiers non ligneux à des points d'eau spécifiques. La Pendjari a également rouvert la pêche communautaire dans les rivières à ses abords, où 317 personnes ont récolté durablement 2 523 kilos de poisson.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES - Avant le transfert de sa gestion en 2017, le parc ne possédait que peu ou pas d'infrastructures. Aujourd'hui, il bénéficie d'une assise solide, l'édification de ses bases opérationnelles clés ayant été finalisée en 2020. Tous ses points stratégiques sont accessibles toute l'année en véhicule et désormais en bateau, et les trois avions de sa flotte permettent une surveillance aérienne continue. Le système de communications par VHF couvre 90% de son étendue et le tracking LoRa, installé avec succès, est maintenant opérationnel. En 2020, 64,5 km des 96 km de la ligne de clôture ont été achevés, ce qui a permis de faire passer le nombre des conflits hommes-faune de 157 en 2019 à 123 en 2020 ; la majorité de ces incidents se produisent

dans les parties non clôturées, qui seront finalisées en 2021. Enfin, il a été procédé à l'entretien de 136 km de routes et à l'amélioration d'un tronçon de 16,3 km. Avec 285 employés à temps plein, la Pendjari est l'un des plus gros employeurs de la région.

TOURISME - Le plan de développement du tourisme a été achevé et approuvé par le ministère du Tourisme. L'appel d'offres pour les concessions touristiques au sein du parc a également été finalisé. Le nouveau camp de tentes haut de gamme, réalisé dans un style similaire à celui du Camp Nomad à Zakouma, sera pleinement opérationnel en 2021. Un programme de formation de guides communautaires destiné à améliorer l'expérience touristique dans le parc a également été mis en route. Malgré le confinement planétaire, la Pendjari a généré 187 264 \$US de recettes touristiques en 2020, 50 % de ses visiteurs venant du Bénin même.

OBJECTIFS POUR 2021

- + Établir et maintenir l'accès routier au parc en toute saison.
- + Maintenir la sécurité de l'ensemble du complexe de la Pendjari pour les populations et la faune.
- + Protéger et gérer les corridors écologiques essentiels.
- + Développer et encourager le tourisme.
- + Élaborer et mettre en œuvre un plan de communication national pour promouvoir le WAP.



UN HAVRE DE SÉCURITÉ ET DE DURABILITÉ



DIRECTEUR DU PARC
Christophe Lemée

« Les Parcs nationaux du W et de la Pendjari, essentiels à la durabilité de l'ensemble du complexe W-Arly-Pendjari (WAP), font partie des projets de conservation les plus importants de la région ouest-africaine. Leur contribution à la biodiversité et aux ressources naturelles est importante tant au Bénin qu'au-delà de ses frontières, tant pour ceux qui dépendent des parcs que pour ceux qui viennent les découvrir. Nous y voyons un potentiel pour créer de la stabilité, améliorer les moyens de subsistance et accroître le développement social et économique grâce à une gestion efficace des zones protégées de notre pays. »

- Son Excellence José Tonato, ministre du Cadre de vie et du Développement durable

BÉNIN - Le Parc national du W est une aire protégée transfrontalière, classée au Patrimoine mondial de l'humanité de l'Unesco, qui tire son nom de la forme du fleuve Niger à sa limite nord. À cheval sur trois pays, il est contigu au Parc national de la Pendjari (dont African Parks assure la gestion depuis 2017). Ensemble, ces deux parcs forment une partie importante du complexe W-Arly-Pendjari (WAP), un paysage transfrontalier d'importance internationale dont la surface de 32 250 km² en fait le plus vaste écosystème sauvage intact d'Afrique de l'Ouest. En reconnaissance de l'intérêt de cet espace et des menaces auxquelles il est confronté, le gouvernement béninois s'est coordonné avec African Parks en septembre 2019 pour élaborer un plan d'intervention prioritaire (PIP) à même de sécuriser de toute urgence le Parc national du W. Mis en œuvre par le gouvernement béninois, la Fondation des savanes ouest-africaines (FSOA) et African Parks, ce plan visait à renforcer les capacités d'application de la loi, à réhabiliter les infrastructures existantes et à raffermir la collaboration avec les communautés locales. Sur la base de ces avancées, et compte tenu de l'importance de la Pendjari et du W pour l'avenir

écologique et durable de la région, le gouvernement béninois s'est engagé à protéger le W à long terme en signant en juin 2020 un accord de gestion complet avec African Parks ; le W est ainsi devenu le 18^e parc à entrer dans notre portefeuille. Cette action témoigne de la proactivité et de la vision du gouvernement béninois qui, en trois ans, s'est pleinement engagé dans la protection de ses parcs pour assurer la sécurité et la durabilité globales de son pays.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ - Le W, situé dans la biorégion soudano-sahélienne, se caractérise au sud par une savane boisée et des forêts galeries, et au nord par une savane ouverte parsemée de broussailles épineuses. Deux grands systèmes fluviaux, le Mékrou et l'Alibori, se déversent dans le parc, qui fait partie du bassin du fleuve Niger. Le WAP abrite les dernières populations viables de plusieurs espèces régionales, notamment le guépard d'Afrique du Nord-Ouest ; 90 % de la sous-population de lions d'Afrique de l'Ouest, où il n'en reste que 400 individus ; plusieurs espèces d'antilopes rares, dont le damalisque ; et plus de 1 700 éléphants, le plus grand nombre dans la région. Bien que nous n'ayons





été pleinement opérationnels que pendant six mois, nous avons déjà beaucoup accompli. Nous avons ainsi organisé un atelier de stratégie durable à long terme à Alfakoara pour faire du plus vaste écosystème soudano-sahélien du Bénin une base de stabilité et de cohésion pour les communautés locales. Un plan quinquennal d'aménagement des points d'eau à l'échelle du parc a été réalisé, et le premier plan de gestion des incendies a été créé et mis en œuvre. Le recrutement de l'équipe de conservation s'est achevé en décembre avec l'arrivée de deux vétérinaires, dont un local, pour le bétail et la faune dans et autour du W. Le Lion Recovery Fund a obtenu un financement pour entamer des recherches sur les lions d'Afrique de l'Ouest, gravement menacés. À la fin de l'année, grâce au soutien de l'Unesco et de l'Elephant Crisis Fund, quatre bubale et deux lions ainsi que 20 éléphants ont été munis de colliers, une première dans l'histoire du parc, ce, afin de mieux surveiller ces populations transfrontalières. Les autorités nationales, les maires locaux et les chefs traditionnels étaient présents pour la pose de certains de ces colliers.

APPLICATION DE LA LOI - Une coordination et une collaboration étroites avec les Forces de sécurité et de défense du Bénin ont été mises en œuvre pour assurer la sécurité nécessaire à ce vaste site transfrontalier. Le nouveau centre conjoint de renseignement et d'opérations est devenu opérationnel ; un système de pointe a été mis en place pour garantir l'application

de la loi, avec notamment l'acquisition d'équipements de patrouille, de communication et de suivi, ainsi que la formation et l'encadrement quotidien des équipes. Trois sessions de formation de base d'écogardes ont été organisées, portant ainsi à 101 le nombre d'écogardes formés. Les 274 patrouilles de terrain ont mobilisé 7 684 hommes/jours et permis l'arrestation de 707 personnes dans le parc, dont 28 braconniers, et 639 condamnations. Parmi les confiscations figuraient 28 armes à feu et 76 munitions, quatre pièces d'ivoire pesant 10,5 kilos, ainsi que 916 kilos de viande de brousse et 97 kilos de poisson.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE - L'implication et le développement de la communauté sont des facteurs essentiels pour l'avenir à long terme du parc, qui a organisé à cette fin 1 588 réunions communautaires tout au long de l'année. Il a été conçu et mis en œuvre une stratégie de gestion des troupeaux visant à déplacer le bétail hors du parc pour contrer le pâturage illicite. Le recensement des animaux domestiques et des troupeaux permanents en périphérie du W a dénombré 162 634 têtes (dont 99 392 bovins) appartenant à 2 085 propriétaires, dont 89% sont béninois ; ces chiffres nous aident à mieux comprendre l'impact du pâturage et à prévenir les conflits hommes-faune. Une pompe solaire a été installée pour pourvoir en eau le bétail du village d'Alfakoara. Par le biais du programme de sensibilisation communautaire relatif à la prévention

de la propagation du Covid-19, 9 000 masques fabriqués localement, 50 litres de savon liquide, 25 litres de désinfectant pour les mains ont été distribués ; 50 stations de lavage des mains ont été conçues et attribuées.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES - Le W a mis en œuvre un équipe impressionnante de 181 employés, dont 96% sont Béninois. Les équipes de construction ont travaillé dur pour étendre et réhabiliter la base opérationnelle du parc, ainsi que pour moderniser les routes et les infrastructures. Deux avions légers ont été déployés quotidiennement pour assurer une surveillance aérienne, et la piste d'atterrissage a été construite. Plus de 720 km de routes ont été ouverts pour permettre l'accès à l'ensemble du parc. Nous avons réparé trois engins de terrassement et 15 motos, et procédé à l'achat de 15 autres motos et de six nouveaux véhicules. Une cérémonie de clôture a eu lieu le 30 septembre à Alfakoara pour annoncer la fin et la réussite du PIP. Depuis le 1er octobre, le CENAGREF a officiellement transféré la responsabilité de la gestion du Parc national du W à African Parks ; suite à ce transfert, le conseil de gestion du W a été formé et la première réunion du comité s'est tenue en novembre.

TOURISME - L'année 2020 a vu la mise en place des composantes essentielles en matière d'application de la loi et d'infrastructures, de recherche écologique, de protection de la faune et de développement communautaire. Le responsable du développement commercial recruté en décembre attend avec impatience de concevoir un plan touristique afin d'attirer des visiteurs nationaux et internationaux et d'augmenter les flux de revenus en 2021 et les années suivantes.

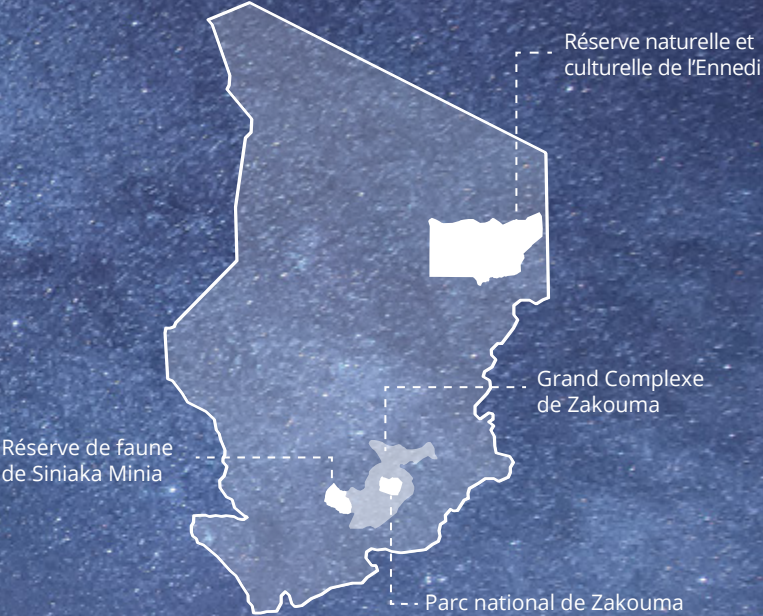
OBJECTIFS POUR 2021

- + Établir et maintenir un accès routier en toute saison et dans l'ensemble du parc, afin de faciliter le déploiement efficace des opérations.
- + Former et recruter du personnel chargé de l'application de la loi.
- + Finaliser et mettre en œuvre un plan quinquennal de développement commercial pour générer des sources de revenus et les diversifier.
- + Gérer la transhumance régionale et le pastoralisme local au sein du parc, conformément au nouveau plan d'utilisation des terres.
- + Renforcer la collaboration et la coordination avec les autorités régionales en matière de sécurité.



TCHAD

PARTENAIRES GOUVERNEMENTAUX
République du Tchad



PARC NATIONAL DE ZAKOUMA
3 054 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2010

RÉSERVE DE FAUNE DE SINIAKA MINIA
4 643 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2017

PRINCIPAUX DONATEURS

Fondation Segré, Lion Recovery Fund (LRF), Save the Elephants et Wildlife Conservation Network's Elephant Crisis Fund (ECF), Union européenne et Département d'État US

RÉSERVE NATURELLE ET CULTURELLE DE L'ENNEDI
50 141 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2017

PRINCIPAUX DONATEURS

Dutch Postcode Lottery et Union européenne

UNE RESTAURATION D'IMPORTANCE MONDIALE



DIRECTEUR DU PARC
Leon Lamprecht

« Nous avons pris la décision de faire appel à des spécialistes dotés d'une longue expérience, comme African Parks, avec qui nous avons signé des accords de gestion de parcs pour la réhabilitation d'espèces en voie d'extinction. Il faut saluer les efforts déployés par les Tchadiens et African Parks, avec le financement de l'Union européenne. Aujourd'hui, le Parc national de Zakouma est réhabilité. J'implore les Tchadiens : venez découvrir Zakouma, dont nous demandons actuellement l'inscription au Patrimoine mondial de l'Unesco. C'est votre parc, un bien national dont la biodiversité n'existe nulle part ailleurs. »

- Idriss Deby Itno, maréchal du Tchad, président de la République, chef de l'État

TCHAD - Les dix ans de partenariat entre le gouvernement de la République du Tchad et African Parks ont donné naissance à l'une des entreprises de conservation les plus étonnantes d'Afrique : la résurrection du Parc national de Zakouma. Ce paysage soudano-sahélien unique, flanqué du Sahel et des forêts pluviales fertiles d'Afrique centrale, avait subi tant d'actes de braconnage qu'il avait perdu en seulement huit ans 90% de ses éléphants, dont il ne restait plus que 454 individus en 2010. Cette même année, le gouvernement tchadien a pris des mesures délibérées et décisives, invitant African Parks à conclure avec lui un accord à long terme pour transformer, protéger et restaurer Zakouma pour tous les Tchadiens. Grâce à un fort engagement communautaire et à la disparition quasi totale du braconnage, ce parc est rapidement devenu un sanctuaire de faune sauvage et un ancrage pour la stabilité régionale. En 2017, poursuivant sur cette lancée, le gouvernement a créé l'écosystème du Grand Zakouma (GZE), où sont incorporées la Réserve de faune de Siniaka Minia (SMWR) et la Réserve de faune de Bahr Salamat ainsi que des zones de connexion relevant de notre mandat de gestion – ce, afin de préserver les couloirs de migration, restaurer la faune et étendre la sécurité aux zones situées en dehors des limites du parc. Au cours de la dernière décennie, nous avons œuvré progressivement

à créer une équipe d'application de la loi très efficace et à conquérir la confiance des communautés, à apporter sécurité et stabilité pour permettre aux populations et à la faune de prospérer. La réduction drastique du braconnage s'est poursuivie, et l'année 2020 a été la cinquième à enregistrer zéro perte d'éléphant braconné. Non seulement les populations d'animaux sauvages ont refait surface, mais en outre le parc est devenu le plus gros employeur de la région, des écoles ont été construites, les enseignants ont reçu leurs salaires et des milliers d'enfants vont en classe pour la première fois. En décembre 2020, Zakouma a eu l'honneur d'accueillir à nouveau Idriss Deby Itno, maréchal du Tchad, président de la République et chef de l'État, venu constater les progrès accomplis. La délégation présidentielle, composée de ministres, de conseillers et du gouverneur du Salamat, a visité le parc dans le cadre d'une tournée officielle dans les provinces du Salamat, de Batha et Guera. Reconnu comme l'un des sites offrant l'une des plus extraordinaires expériences au monde en matière de vie sauvage, Zakouma est devenu un symbole national et une référence en matière de conservation en Afrique.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ - En 2020 une vaste étude a été entreprise à l'aide de pièges photographiques, au cours de laquelle plus de 144 900 images prises par 62 caméras réparties sur le site ont



été analysées. Les résultats ont indiqué la présence d'un nombre croissant de léopards, de guépards et de hyènes rayées, ainsi qu'une plus grande distribution de lions que lors des précédentes estimations. Notre chercheur spécialiste des carnivores a compté un minimum de 86 lions, dont 20 lionceaux issus de huit portées (le comptage se poursuit en 2021), et 18 guépards. Trente-quatre jeunes autruches à cou rouge ont été transférées de Zakouma, qui abrite une importante population source de cette sous-espèce en danger critique d'extinction, vers le Parc de l'Ennedi et la Réserve de faune de Ouadi Rime-Ouadi Achim, afin de renforcer cette population au Tchad. Dans le cadre de l'exercice annuel de suivi, dix éléphants supplémentaires ont été équipés de colliers émetteurs qui faciliteront leur surveillance continue. Cinq lions ont été munis d'un collier dans le cadre d'une étude de recherche d'un an soutenue par le Lion Recovery Fund ; et les deux femelles rhinocéros ont été équipées de nouveaux émetteurs. Une signalisation claire a été mise en place pour délimiter le couloir de migration de la faune au nord de Zakouma, dans le but d'empêcher les empiètements agricoles et de garantir son intégrité.

APPLICATION DE LA LOI - Nous avons franchi une étape importante dans l'application de la loi : fin 2020, nos écogardes ont atteint le record de près de cinq ans sans aucune perte d'éléphant due au braconnage ; seuls 24 d'entre eux ont été victimes du braconnage depuis qu'African Parks a pris le parc sous sa gestion. L'équipe chargée de faire appliquer la loi à Zakouma se compose de 123 personnes, dont 62 écogardes de terrain pour Zakouma et 18 pour SMWR. Ceux-ci ont effectué des

patrouilles pour un total de 13 419 hommes-jours, qui ont permis de confisquer 10 armes à feu et de procéder à 54 arrestations pour crime contre la faune, pêche illicite et pâturage illégal, aboutissant à 21 condamnations. Nous avons continué à mettre l'accent sur l'amélioration des compétences et des capacités de nos équipes ; quatre gardes-barrières et six agents affectés à la surveillance des rhinocéros ont reçu une formation de base d'écogarde. Dans le cadre d'un échange de renforcement des capacités, quatre responsables du Parc national de la Pendjari, au Bénin, ont passé trois semaines à Zakouma. Quatre nouveaux véhicules sont venus renforcer notre flotte, de manière à consolider la capacité de lutte anti braconnage des équipes Mamba.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE - Les communautés sont essentielles pour assurer la durabilité à long terme de l'écosystème du Grand Zakouma. Nos équipes ont travaillé de manière concertée tout au long de l'année pour s'assurer de leur engagement et de leur soutien, mettant en œuvre toute une série d'ateliers de sensibilisation et de mesures de précaution relatives au Covid-19. Dans le cadre de notre programme d'éducation à l'environnement, nous avons accueilli 2 136 étudiants et dirigeants locaux au Camp Dari pour encourager leur lien avec la nature, et tous nos animateurs communautaires ont participé à une formation approfondie en éducation à l'environnement. Le parc a investi dans le soutien et la construction d'écoles, avec 18 écoles construites à ce jour, et, rien qu'en 2020, versé 69 066 \$US pour les salaires



des enseignants. Les communautés vivant autour de Zakouma ont été formées à l'utilisation de nouveaux fourneaux économes en combustible. Le processus de reclassement du SMWR en parc national est en cours, dans le cadre duquel le plan d'affectation et de gestion des terres du GZE et une étude socio-économique ont été remis au ministère de l'Environnement et de la Pêche. Les agents communautaires de vulgarisation de la SMWR ont entrepris de nombreuses missions de sensibilisation et d'information sur le plan d'affectation et de gestion des terres du GZE, les activités légalement autorisées dans la réserve et la possibilité d'utiliser un autre couloir de transhumance pour contourner la réserve par l'est.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DE L'INFRASTRUCTURE - Le développement des infrastructures essentielles de la SMWR s'est poursuivi, notamment le défrichage et le nivellement de toutes les principales voies d'accès et pistes d'atterrissage, ainsi que l'ouverture d'une nouvelle piste d'atterrissage au siège. La construction d'un nouveau quartier général à Samer, d'une troisième piste d'atterrissage au centre de la réserve et d'une base opérationnelle avancée dans le sud de la réserve a pu se poursuivre. Une tour de répéteurs radio a été érigée à la SMWR dans le cadre d'un projet sur un nouveau système de communications efficaces pour 2021. La nouvelle route de 18 km menant d'Am Timan à l'entrée Goz Djerat de Zakouma améliorera considérablement l'accessibilité de cette route en cas d'inondation sur

l'ancienne. Douze logements du personnel ont été modernisés et cinq nouvelles habitations ont été construites pour la direction. Les niveaux d'inondation les plus élevés qu'ait connus Zakouma depuis 40 ans ont contraint l'avion à se déployer pour venir en aide aux autorités locales et évaluer les dégâts survenus dans plusieurs villages en bordure nord du parc.

TOURISME - Du fait de la pandémie de Covid-19, toutes les activités touristiques ont été temporairement suspendues entre mars et juin, conformément aux directives du gouvernement tchadien en matière de déplacements. Le parc a néanmoins accueilli 2 602 visiteurs, à 98% locaux, qui ont séjourné aux Camps Tinga et Dari. Nous avons élevé une plate-forme d'observation sur la rivière Salamat, et Zakouma a accueilli son premier Safari Trail Run dans le cadre de la franchise Le Treg.

OBJECTIFS POUR 2021

- + Poursuivre la mise en place d'une infrastructure de base permanente dans la SMWR pour soutenir les opérations.
- + Maintenir à zéro les pertes d'éléphants et de rhinocéros dues au braconnage.
- + Assurer la mise en œuvre du plan d'affectation et de gestion des terres du GZE.
- + Acheter l'introduction d'une population fondatrice de rhinocéros.
- + Générer des recettes touristiques pour un montant minimum de 500 000 \$US.



L'ÉDEN DU SAHARA



RESPONSABLE DU PARC
Annabelle Honorez

TCHAD - Située au cœur du désert du Sahara, la Réserve Naturelle et Culturelle de l'Ennedi (la RNCE) est un chef-d'œuvre, unique en son genre, de grès sculpté par les éléments depuis des millions d'années. Outre une faune et une flore foisonnantes, elle abrite une collection d'art rupestre d'importance internationale, preuve d'un héritage humain dans cette région remontant à 7 000 ans. Grâce à cette riche alliance de culture et de nature, le massif de l'Ennedi a été classé en 2016 au Patrimoine mondial de l'Unesco. En 2018, le gouvernement tchadien a invité African Parks à l'aider à concrétiser sa vision : créer, préserver et transformer la RNCE en une destination recherchée, et en faire profiter aux populations locales tout en sauvegardant sa flore et sa faune emblématiques. La réserve, située au cœur du carrefour migratoire Afrique-Eurasie, est un paradis ornithologique : plus de 189 espèces d'oiseaux y sont répertoriées, dont l'outarde arabe, le faucon concolore et le moineau doré du Soudan. C'est également un refuge pour une grande variété d'espèces emblématiques du désert, notamment le mouflon à manchettes, la gazelle dorcas, la hyène rayée, le caracal, le ratel et le hérisson du désert. La préservation de la biodiversité de ce désert archaïque est également essentielle pour les 30,000 nomades qui en dépendent et s'y déplacent en toute légalité à l'année.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ - Pour la première fois dans l'Ennedi, cinq mouflons à manchettes et cinq gazelles dorcas ont été équipés de colliers GPS par satellite ; en raison d'années de braconnage et de la concurrence avec le bétail, ces deux espèces sont classées en danger d'extinction (UICN). À ce jour, très peu d'études détaillées ont été menées sur l'une ou l'autre de ces populations, et nous espérons que les données satellitaires nous permettront de mieux comprendre leur écologie spatiale. En collaboration avec le Sahara Conservation Fund, African Parks a facilité la translocation de 34 autruchons à cou rouge du Parc national de Zakouma vers la partie nord du Tchad. Dix-sept d'entre eux sont allés à la RNCE, où ils sont élevés depuis de nombreux mois. Malheureusement, trois d'entre eux sont morts de maladie à Fada, où l'enclos d'élevage en cours d'installation devrait faire progresser le nombre d'autruches dans la région. Deux femelles ont été sélectionnées à des fins de reproduction, tandis que les 12 autres oiseaux ont rejoint l'enclos de réhabilitation d'Aloba, où ils seront équipés de dispositifs de suivi avant d'être relâchés dans la nature courant 2021. Plusieurs pièges photographiques, déployés stratégiquement sur des arbres au milieu de terres apparemment désertées, ont produit une multitude d'images où l'on voit des volées de cigognes

→ Trente-quatre autruchons à cou rouge ont été transférés en 2020 de Zakouma à la Réserve Naturelle et Culturelle de l'Ennedi © Elsa Bussière





blanches, d'ibis falcinelles et de marabouts d'Afrique se rassembler par milliers tout au long de la saison des pluies. Combinant les données recueillies par ces pièges photographiques avec d'autres recherches, l'équipe a publié la première liste des espèces d'oiseaux de l'Ennedi.

APPLICATION DE LA LOI - Un accord de collaboration a été signé avec la Garde nationale et nomade du Tchad (GNNT) pour effectuer des patrouilles dans le massif et les plaines environnantes. Cette unité couvre jusqu'à 1 500 km par mois ; elle traverse en 4x4 des villages dont l'équipe sensibilise les habitants au braconnage et aux risques d'infraction aux lois protégeant la faune. La première formation de base d'écogardes de terrain s'est achevée avec succès et permettra de renforcer l'équipe dont les 39 membres, déjà formés, sont tous issus des communautés locales. Au cours des patrouilles, l'unité mobile a découvert plusieurs camps abandonnés avec des restes de gazelles dorcas braconnées. Des armes illicites ont été confisquées ; un jeune vautour de Rüppell récupéré vivant a été relâché deux semaines plus tard. L'unité mobile a enquêté sur la mort mystérieuse d'un percnoptère d'Égypte présumé empoisonné dans la réserve et suivi par BirdLife Bulgaria – une nouvelle preuve de l'importance mondiale de la réserve pour les oiseaux migrants. L'équipe a également récupéré l'un des cinq colliers satellites déployés sur des gazelles dorcas,

qui avait été démonté ; l'animal pourrait avoir été victime de braconniers. Ces patrouilles ont également révélé des densités plus élevées d'animaux dans des zones extrêmement reculées de la réserve.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE - C'est dans la ville de Fada, qui est un carrefour à la fois pour les personnes et les biens, que la RNCE a concentré ses efforts de lutte contre la pandémie de COVID-19, compte tenu de la vulnérabilité des communautés qui y résident. Notre personnel a formé plusieurs médecins ainsi que 42 jeunes volontaires pour sensibiliser les communautés et mener des actions préventives. Un objectif important pour l'Ennedi est de contribuer à renforcer le système éducatif dans les villages prioritaires. Ces efforts poursuivent une double approche pour lutter contre l'analphabétisme, très répandu localement : la scolarisation des enfants et l'éducation des femmes. Un protocole de collaboration a également été signé avec la ville d'Aloba pour y édifier une école primaire communautaire. À Fada, en collaboration avec la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), l'Ennedi a lancé la première phase d'un projet global de gestion des déchets, ainsi que la réhabilitation d'un jardin public où sera mis en place un projet d'apprentissage horticole pour les femmes. Les départements de la biodiversité et de la communauté de la réserve ont également mis en place le programme One Health – ultime recours

pour les crocodiles emblématiques de la guelta d'Archei. Grâce à ce projet, la réserve vise à engager les communautés dans une approche participative du développement de la conservation, ce, afin d'identifier un système efficace de gestion des ressources de la guelta, où un destin partagé lie l'homme et la nature.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES - African Parks a obtenu une audience officielle avec Idriss Deby Itno lors de sa visite au Parc national de Zakouma en décembre 2020. Il a notamment été question du décret modifié de création de la réserve – soumis au gouvernement tchadien en 2019 – destiné à réajuster les limites de la réserve pour y englober l'ensemble du massif montagneux ainsi que l'ensemble du site du Patrimoine mondial de l'Unesco. Cette modification est nécessaire pour permettre à l'Ennedi d'entrer dans le système de catégories d'aires protégées de l'UICN.

La pandémie a compliqué l'approvisionnement en matériaux de construction, ralentissant ainsi de nombreux projets d'infrastructures. L'édification du siège permanent a néanmoins commencé à Fada, où deux forages ont été réalisés. Un garage, une salle à énergie solaire, un atelier de menuiserie et de soudure ont également été achevés. Un haut représentant de la province de l'Ennedi-Ouest a généreusement fait don à la réserve de six autruches adultes, d'un enclos et d'un forage, afin d'aider l'équipe à mettre en place le centre d'élevage d'autruches. L'équipe de la RNCE s'est agrandie avec la création du département d'archéologie, qui aura pour missions d'établir des

partenariats avec des institutions universitaires et de lancer un premier recensement complet des sites archéologiques de la RNCE.

TOURISME - En raison du Covid-19, la réserve n'a reçu aucun touriste entre mars et la fin de l'année. Avant la mise en place du confinement planétaire, nous étions parvenus à accueillir un groupe de 11 donateurs et membres du conseil d'administration, qui a exploré le massif de l'Ennedi et visité le siège temporaire de la réserve, guidé par la Société des voyages sahariens, un opérateur local. Il a été par la suite organisé une série de webinaires et des visites virtuelles de cet Éden du Sahara.

OBJECTIFS POUR 2021

- + Faciliter la publication officielle du décret de création nouvellement révisé.
- + Achever la construction du siège et de la salle de contrôle.
- + Sélectionner, former et déployer 41 écogardes supplémentaires avec une stratégie de surveillance adéquate.
- + Poursuivre le programme de reproduction et de réintroduction de l'autruche ; planifier les programmes de réintroduction de l'oryx algazelle et de l'addax pour les lâchers de 2022.
- + Procéder au lancement complet des projets de développement communautaire sur l'éducation environnementale, le maraîchage et la gestion des déchets à Fada.
- + Finaliser une stratégie durable à long terme pour la réserve.



« Nous sommes engagés dans une course contre la montre pour sauver la faune et les espaces sauvages d’Afrique. Des menaces multiples et cumulées, parmi lesquelles figurent la déforestation, l’exploitation minière illégale, le braconnage et le trafic d’espèces sauvages, ont mis en péril les terres, les eaux et la faune d’Afrique, lesquelles comptent parmi les plus impressionnantes de la planète. Ce n’est qu’en travaillant avec les gouvernements et les communautés locales que nous pourrions protéger les zones naturelles dans l’intérêt des populations et de la faune sur tout le continent africain. En soutenant African Parks, je sais que les fonds sont utilisés efficacement pour aider les nations et les communautés à protéger la nature et leur économie – aujourd’hui, et non demain. »

- Hansjörg Wyss, fondateur et président de la Fondation Wyss

NOS PARTENAIRES

- 114 Message du Président
- 116 Partenaires gouvernementaux
- 118 Partenaires stratégiques
- 126 Informations institutionnelles

INVESTIR DANS LA NATURE POUR NOTRE SURVIE

MESSAGE DU PRÉSIDENT | ROBERT-JAN VAN OGTROP

En tant que président d'African Parks, j'adresse mes plus sincères remerciements à tous ceux qui permettent à cette organisation d'exister : citons nos partenaires gouvernementaux, qui nous ont confié l'entière responsabilité de gérer leurs parcs nationaux ; tous nos donateurs – institutionnels, philanthropiques, publics –, qui nous financent année après année ; et l'ensemble de notre personnel, exceptionnel et motivé, qui parvient à gérer efficacement un portefeuille de parcs en augmentation constante et, ce faisant, assure la conservation de ces paysages africains uniques sur une superficie de 14,7 millions d'hectares.



L'année 2020 a été une année extrêmement importante pour le financement d'African Parks. Nous avons reçu de deux fondations privées des dons très importants, de nature à transformer la conservation et à nous permettre de réaliser nos ambitions de croissance. La façon dont ces engagements sont structurés est tout aussi importante : ils prévoient des apports pour soutenir les parcs existants, pour nous aider à en prendre de nouveaux en charge, pour accroître notre fonds de dotation – un facteur essentiel de viabilité à long terme – ainsi que des éléments de contrepartie débloqués par d'autres contributions, ce qui garantit que chaque somme qui nous est remise, d'où qu'elle vienne, répond à un besoin essentiel.

La science nous dicte de protéger 30 % de la planète au cours des dix prochaines années si nous voulons en préserver la biodiversité résiduelle, réduire les taux d'extinction et stabiliser les variations de notre climat. Et si le Covid-19 nous a appris une chose, c'est à estimer à sa juste valeur, et toujours plus nombreux, les rôles de cette nature dont nous faisons intrinsèquement partie, que la biodiversité est nécessaire à notre propre survie et à celle de toutes les autres créatures vivantes. Il est vital pour nous de comprendre que nous ne faisons qu'un et que tout est interconnecté sur notre Terre. Les dirigeants du monde peuvent modifier l'évolution de la

planète, mais ils ne semblent pas prendre la mesure du rythme auquel disparaît la nature, ni l'ampleur des interventions nécessaires pour protéger ce qu'il en reste. C'est pourquoi le rôle d'African Parks est si fondamental. AP propose une solution très concrète et efficace pour gérer durablement les zones protégées en Afrique. Dans 19 parcs et 11 pays, les écosystèmes clés sont conservés, tandis que chaque parc offre un point d'ancrage, un îlot de sécurité où opèrent des économies axées autour de la conservation soutenant des centaines de milliers de personnes.

Si nous avons une vision claire de la manière dont nous comptons protéger au moins 35 millions d'hectares d'ici 2030, nous avons besoin que les engagements financiers évoluent avec cette ambition pour la rendre tangible. La conservation a besoin d'un « financement pour toujours », flexible, où un capital permanent est garanti pour soutenir le capital de la nature. Nous nous engageons auprès des gouvernements pour une durée moyenne de 20 ans, et nous nous engageons à accroître notre empreinte pour pouvoir protéger 30% de l'Afrique au cours de la prochaine décennie. Nous avons besoin que les ressources financières respectent les mêmes délais, soient également engagées et diversifiées, proviennent de tous les secteurs : fondations, institutions, particuliers, gouvernements et entreprises. Nous avons besoin de l'implication de tous pour réussir à l'échelle qui nous semble nécessaire.

À nos partenaires actuels, merci de nous soutenir et de choisir African Parks. À ceux d'entre vous qui souhaitent s'impliquer davantage ou soutenir notre mission pour la première fois, nous souhaitons la bienvenue. L'urgence de s'impliquer dans cette course à la protection de la biodiversité africaine n'a jamais été aussi forte. C'est maintenant qu'il faut agir : rejoignez-nous.

Cordialement,
Robert-Jan van Ogtrop



NOS PARTENAIRES GOUVERNEMENTAUX

Bien que notre modèle soit celui de la gestion déléguée, nous dépendons entièrement des ministères, secteurs, organismes de protection de la faune et de la flore sauvages et autorités traditionnelles de nos pays d'accueil, qui opèrent la liaison avec les différents organes gouvernementaux pour obtenir les agréments, les licences et les permis et assurer un soutien politique et sociétal global à nos actions. De la solidité de ces relations et du soutien apporté à nos activités dépend la réussite de notre travail. Les rôles statutaires de ces différents organes sont inscrits dans les accords, et leur participation est assurée par leur approbation du business plan et leur représentation au conseil d'administration propres à chacun des parcs. Nous les remercions tous pour la confiance qu'ils nous accordent, et pour leur engagement et leur clairvoyance dans la préservation des ressources de leurs pays.



GOUVERNEMENT DU BÉNIN

Le gouvernement du Bénin a signé un accord avec African Parks en mai 2017 pour revitaliser, réhabiliter et développer le Parc national de la Pendjari, et en juin 2020 pour celui du W. La revitalisation de ces parcs est l'un des 45 projets phares du programme national d'investissement « le Bénin révélé » proclamé par la Présidence de la République en décembre 2016. José Tonato, ministre du Cadre de vie et du Développement durable, Ferdinand Kidjo, directeur général du Centre national de gestion des réserves de faune (CENAGREF), et Edmond Toli, directeur général de l'Agence nationale pour la promotion du patrimoine et le développement du tourisme, ont joué un rôle déterminant dans ce partenariat.



MINISTÈRE DES EAUX ET FORÊTS, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE DE LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (RCA)

The Ministry of Water, Forestry, Hunting and Fisheries (MFE) est le principal garant de la gestion durable des ressources forestières, y compris la supervision des opérations forestières commerciales et la gestion des parcs nationaux de la RCA. Nous avons entamé notre travail avec le ministère à Chinko en 2014 ; le ministre actuel est Lambert Lissane-Moukove.



RÉPUBLIQUE DU TCHAD

La République du Tchad est le partenaire d'African Parks dans la gestion du grand Écosystème de Zakouma, lequel englobe le Parc national éponyme et la Réserve de faune de Siniaka Minia, et dans celle de la nouvelle Réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi. Le gouvernement tchadien, sur les conseils de l'Union européenne, a demandé à African Parks en 2010 d'assumer la responsabilité de la gestion de Zakouma,

ce, afin de mettre un terme au fléau du braconnage des éléphants. Le mandat a été signé en juin 2010, et le travail d'African Parks dans le parc et sa périphérie a débuté en octobre de la même année. Abdelkerim Siddick Hagggar est le ministre de l'Environnement, des Eaux et de la Pêche, Madangah Ngamgassou est le directeur de la Faune.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE FORESTIÈRE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE DE LA RÉPUBLIQUE DU CONGO

Le ministère de l'Économie forestière et du Développement durable a pour mission d'exécuter la politique nationale définie dans ces domaines par le Président de la République du Congo. Notre travail avec ce ministère a débuté en 2010, lorsque notre premier accord de gestion a été signé pour le Parc national Odzala-Kokoua, et nous sommes très fiers qu'une protection supplémentaire de ce site unique ait été accordée par la nouvelle convention signée en 2020 avec la ministre, Mme Rosalie Matondo. Sous l'égide du ministère, African Parks œuvre avec l'Agence congolaise pour les forêts et les aires protégées (ACFAP) que représente Paco Bockandza, son directeur général.



INSTITUT CONGOLAIS POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE (ICCN) DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

L'ICCN est l'autorité gouvernementale semi-autonome chargée de la gestion des aires protégées en RDC. Le mandat de l'ICCN est de contrôler et de patrouiller ces zones, de collecter et d'analyser les données sur le terrain, et d'assister le tourisme là où il est possible. Nous avons entamé notre collaboration avec l'ICCN dans le Parc national de la Garamba en 2005, sous la direction du pasteur Cosma Wilungala.



DÉPARTEMENT DES PARCS NATIONAUX ET DE LA FAUNE SAUVAGE (DNPW) ET DÉPARTEMENT DES FORÊTS DU MALAWI

Le DNPW est l'organisme statutaire chargé des parcs nationaux, des réserves de faune et des sanctuaires ainsi que de la gestion faunique sur les terres communales du Malawi, tandis que le département des forêts gère toutes les réserves forestières du pays. Notre travail avec le DNPW dans la Réserve de faune de Majete a débuté en 2003, dans celle de Nkhotakota et dans le Parc national de Liwonde en 2015, et plus récemment, en 2018, dans la Réserve forestière de Mangochi. La Commission des partenariats public-privé (PPPC) a joué ici un rôle déterminant, notamment dans la conclusion des projets les plus récents.



ADMINISTRATION NATIONALE DES ZONES DE CONSERVATION (ANAC) – MOZAMBIQUE

En décembre 2017, African Parks a signé un accord de cogestion de 25 ans avec l'Administration nationale des aires de conservation du Mozambique (ANAC), dans le but de restaurer, développer et gérer le Parc national de l'archipel de Bazaruto, et de le revitaliser pour en faire l'un des domaines marins protégés les plus importants et les plus productifs d'Afrique de l'Est. Mateus Jose Mutemba est l'actuel directeur général de l'ANAC.



CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DU RWANDA (RDB)

Le RDB est l'agence gouvernementale en charge de la gestion des parcs nationaux et des aires protégées du pays. Sa mission est de transformer le Rwanda en un pôle dynamique pour les affaires, l'investissement et l'innovation, et d'accélérer le développement économique national par la croissance du secteur privé. Nous avons entrepris notre action avec le RDB dans le Parc national de l'Akagera en 2010 et dans celui de Nyungwe en 2020, et nous remercions Mme Claire Akamanzi pour son soutien indéfectible à ces deux parcs.



DÉPARTEMENT ZAMBIE DES PARCS NATIONAUX ET DE LA FAUNE SAUVAGE (DNPW)

Le DNPW, dont le Dr. Chuma Simukonda est l'actuel directeur, s'efforce de protéger et de conserver les domaines de la faune sauvage de Zambie, d'améliorer la qualité de vie des communautés et de soutenir une biodiversité durable. Nous avons entamé notre travail avec le DNPW dans le Parc

national de la plaine de Liuwa en 2003, dans celui des Zones humides de Bangweulu en 2008.



ÉTABLISSEMENT ROYAL DE BAROTSE (BRE) – ZAMBIE

Le BRE est reconnu par le gouvernement zambien comme une entité administrative officielle de la région du Barotseland et, en tant que tel, constitue un partenaire essentiel du projet de Liuwa. Sa Majesté le Litunga Lubosi Imwiko II et le Limulunga Kuta (Parlement) ont joué un rôle déterminant dans la décision du gouvernement zambien de conclure en 2003 un accord avec African Parks, et ont conservé un rôle actif dans l'orientation du projet grâce à la participation de deux représentants du BRE au conseil d'administration.



AUTORITÉ DE GESTION DES PARCS ET DE LA FAUNE SAUVAGE DU ZIMBABWE (PWMA)

La PWMA du Zimbabwe opère conformément à la loi sur les parcs et la vie sauvage de 2001 [chapitre 20:14]. Elle gère l'un des plus grands domaines du pays, soit 13 % de sa superficie totale, ou environ cinq millions d'hectares de terres. Mandatée pour la protection, la gestion et l'administration de la vie sauvage, l'Autorité arbore fièrement son bilan : celui d'une gestion saine s'efforçant de préserver le patrimoine unique de la flore et de la faune zimbabwéennes.



MINISTÈRE ANGOLAIS DE LA CULTURE, DU TOURISME ET DE L'ENVIRONNEMENT (MCTA) ET INSTITUT NATIONAL DE LA BIODIVERSITÉ ET DES ZONES DE CONSERVATION (INBAC) – ANGOLA

Le MCTA est le département ministériel responsable de la formulation, de l'exécution et du contrôle de la politique de l'exécutif en matière environnementale. Ses missions englobent la préservation et la conservation de la qualité de l'environnement, le contrôle de la pollution, la biodiversité terrestre et aquatique, les zones de conservation et la mise en valeur du patrimoine naturel, ainsi que la préservation et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles renouvelables. L'INBAC a été créé pour garantir la mise en œuvre de la politique de conservation de la biodiversité et la gestion du Système national des aires de conservation.

LES CATALYSEURS DE LA CONSERVATION

NOS PARTENAIRES STRATÉGIQUES

Nous sommes profondément reconnaissants envers ce groupe restreint de donateurs qui nous apportent un financement pluriannuel largement flexible de plus de 500 000 \$US par an. Nous remercions également plusieurs bailleurs de fonds stratégiques privés européens qui préfèrent rester anonymes. À eux tous, ces partenaires stratégiques ont scellé notre action et permis notre croissance, grâce à leur soutien incroyablement généreux et le plus souvent inconditionnel.



L'Acacia Conservation Fund (ACF), l'opération philanthropique d'Acacia Partners, réalise des investissements en matière de conservation qui s'attaquent au déclin de la biodiversité de la vie sur Terre. L'ACF soutient des organisations axées sur les résultats et l'esprit d'entreprise, à même de maximiser les effets de ses dons philanthropiques et de démontrer puis étendre son impact au fil du temps. Depuis 2015, l'ACF nous apporte un soutien inconditionnel et a également investi dans notre programme incubateur, lequel forme des ONG sélectionnées à la mise en œuvre de notre modèle.



La Fondation Adessium octroie des subventions en faveur de la nature et de la société. Elle cherche à encourager une société équilibrée en soutenant des actions et des organisations, aux Pays-Bas et ailleurs en Europe, engagées en faveur d'une société ouverte et juste, d'écosystèmes sains et de l'égalité des chances pour tous. Adessium, bailleur de fonds d'African Parks depuis 2008, finance à la fois le portefeuille des zones protégées et le développement institutionnel.



Le gouvernement du Bénin a pris un engagement important de 6 millions \$US sur cinq ans lorsque le Président Patrice Talon a invité African Parks à prendre en charge la gestion du Parc national de la Pendjari, au cœur de ce complexe W-Arly-Pendjari (WAP) à cheval sur le Bénin, le Burkina Faso et le Niger. L'objectif de ce partenariat est de préserver, gérer et développer ce site unique. Le gouvernement béninois a joué en outre un rôle déterminant dans le renforcement de notre présence au W-Bénin et dans celui de la sécurité et de la coopération régionales.



La Fondation PATRIP est une organisation à but non lucratif qui achemine les financements de nombreux donateurs vers des projets transfrontaliers visant à accroître la stabilité et l'intégration dans les régions fragiles. Grâce à un financement de 1,7 million € en faveur de la première phase des infrastructures à l'intérieur et à l'extérieur du Parc national du W, PATRIP contribue à la sécurité, à la conservation et au développement social des régions frontalières du nord du Bénin. Ce projet est financé par l'Office fédéral allemand à travers la Fondation PATRIP et la KfW.



La Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH est le principal organe de coopération internationale d'Allemagne. En tant qu'entreprise fédérale, la GIZ aide son gouvernement à atteindre ses objectifs en matière de coopération internationale en faveur du développement durable. Depuis qu'African Parks a entamé son action dans le WAP, elle a financé l'enquête aérienne du complexe en 2019, ainsi qu'une étude de faisabilité en 2020 quant à la réhabilitation de l'Arly et du W-Burkina Faso.



Le Foreign Commonwealth and Development Office (FCDO) dirige l'action du Royaume-Uni pour mettre fin à l'extrême pauvreté, atteindre les objectifs mondiaux de développement durable et traiter une large gamme de défis à l'échelle mondiale. Au Malawi, grâce au 1 million £ versé par les Britanniques, il aide les communautés vivant à proximité de nos zones protégées à mieux résister et s'adapter aux effets du changement climatique. Le FCDO apporte son concours à l'éducation, au développement de moyens



« La vision et la détermination d'African Parks ont apporté une nouvelle dimension à la conservation des écosystèmes africains et une nouvelle référence quant à la gestion efficace des zones protégées. Les accomplissements extraordinaires de ces 20 dernières années prouvent que les objectifs des 10 prochaines années sont ambitieux mais réalisables. La Fondation Segré est honorée de soutenir ces projets. »

- Claudio Segré, Président de la Fondation Segré



de subsistance alternatifs et au renforcement des capacités du leadership local, sensibilise à l'importance de l'environnement et de la conservation, et démontre comment les zones protégées profitent mutuellement à la nature et aux populations.



La Dutch Postcode Lottery collecte des fonds depuis 1989 en faveur d'organisations œuvrant pour un monde plus juste et plus vert. Chaque billet vendu est reversé à hauteur d'au moins 40 % à des organisations caritatives. Elle n'a cessé de se développer au point de devenir la plus grande loterie caritative des Pays-Bas, et vient en aide à 105 organisations non gouvernementales. Depuis sa création, elle a distribué plus de 6,2 milliards €. African Parks, pour sa part, a reçu depuis 2010 la somme de 15,2 millions € ainsi que, en 2018, un prix pluriannuel Extra Project pour l'Ennedi. En 2020, AP a reçu 900 000 € de fonds non affectés et a également bénéficié – avec le WWF et Peace Parks – de 16,9 millions € pour un projet Dreamfund visant à stimuler le développement écologique et socio-économique du Kavango Zambezi (KAZA), la plus grande zone de conservation transfrontalière terrestre au monde.



L'Elephant Crisis Fund (ECF) est une agence conjointe de Save the Elephants et du Wildlife Conservation Network. Ce fonds flexible et réactif appuie les meilleures initiatives prises par les organisations mondiales les plus fiables œuvrant au sauvetage des éléphants. Depuis 2015, l'ECF a non seulement fait

bénéficier AP de plus de 3,3 millions \$US, mais également d'une expertise quant aux meilleures pratiques en matière de conservation des éléphants, telles que la surveillance stratégique et la protection basée sur le renseignement concernant certaines des populations les plus menacées d'Afrique centrale et occidentale.



L'Union européenne (UE) est un donateur de longue date puisque son premier soutien à notre expansion en Afrique centrale remonte à 2005. Son investissement au fil des ans a permis de créer des zones de stabilité dans une région particulièrement instable, ainsi que d'attirer des financements et des partenaires supplémentaires. L'UE a joué un rôle essentiel dans la gestion de grands sites, comme le Parc national de la Garamba et sa périphérie, la Zone de conservation de Chinko, la Réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi, le grand Écosystème de Zakouma et le Parc national d'Odzala-Kokoua. L'initiative NaturAfrica de l'UE permet d'améliorer la gouvernance des parcs et, partant, la gestion de ces sites écologiquement importants, la sécurité des personnes et de la faune dans le respect de leurs droits respectifs, ainsi que les opportunités offertes aux populations locales par les secteurs verts.



La Fondation des savanes ouest-africaines (FSOA) est un fonds fiduciaire de conservation qui encourage la préservation des aires protégées du complexe W-Arly-Pendjari (WAP), tout en favorisant l'éducation, la science et le développement

économique local. Elle a été créée par le gouvernement béninois et l'UICN avec les contributions financières du gouvernement, du Fonds pour l'environnement mondial (GEF) et de la Coopération financière allemande (Kreditanstalt für Wiederaufbau – KfW). Depuis 2017, elle contribue annuellement de manière importante à la bonne gestion du Parc national de la Pendjari ; ainsi, en 2019-2020, a-t-elle fourni 85% du financement en faveur d'un plan d'action prioritaire pour la sécurisation du W-Bénin, lequel a évolué vers un mandat de gestion complet confié à AP en juin 2020. Elle s'est également engagée rapidement à couvrir la totalité du financement pour le premier plan de trois mois du mandat d'African Parks au W-Bénin jusqu'en décembre 2020. Son ambition à plus long terme est de créer une source de financement durable et de soutenir la synergie des actions au sein du complexe W-Arly-Pendjari.



La Fondation Howard G. Buffett cherche à catalyser un changement transformationnel, en particulier pour les populations les plus démunies et marginalisées de la planète. Elle considère ses ressources comme un capital-risque rare à même d'améliorer les conditions et créer des mutations dans les circonstances et les sites géographiques les plus complexes. Depuis 2014, elle a soutenu une série de projets mis en œuvre à l'Akagera, allant de la construction d'un écolodge touristique à la réintroduction de rhinocéros en

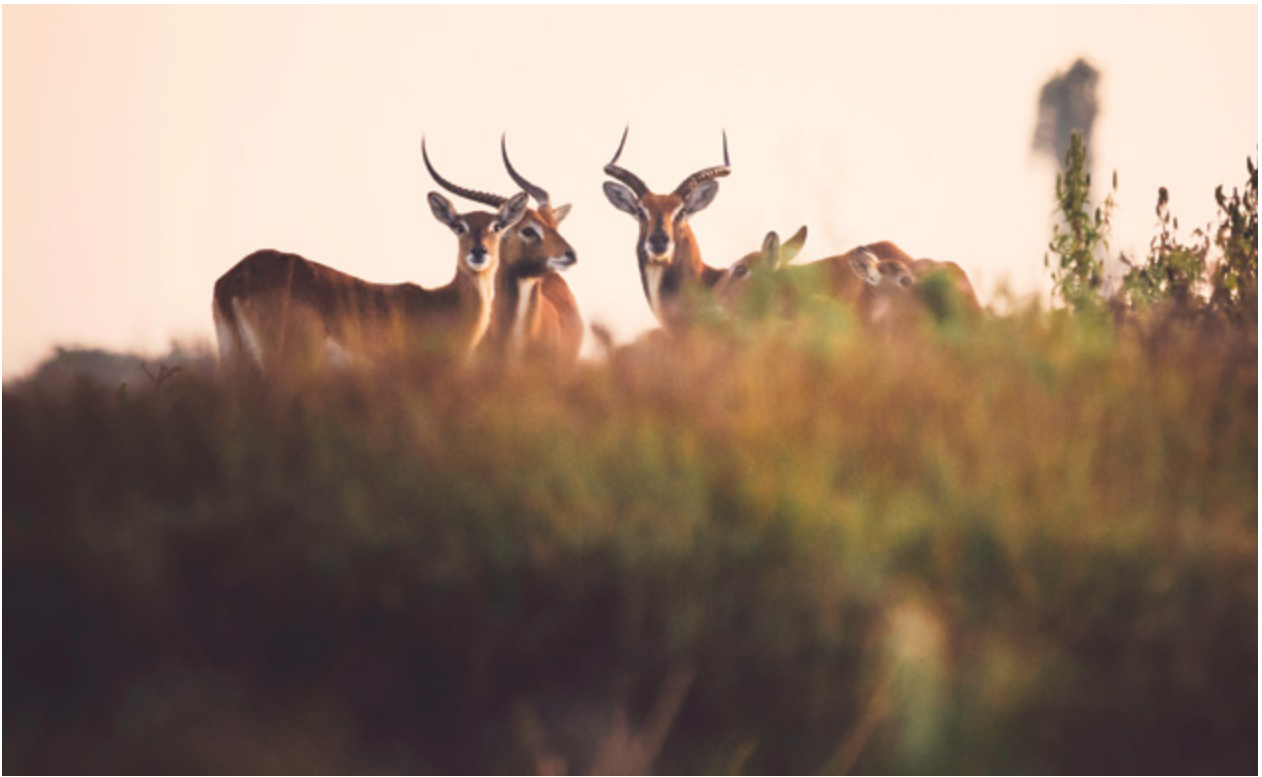
passant par la gestion générale et la sécurité du parc. La Fondation a également fait don d'un hélicoptère Airbus au Parc national de la Garamba – un multiplicateur de force vital pour son équipe anti-braconnage. African Parks a également bénéficié d'un don de biens immobiliers ; le produit de la vente, reçu en 2020, a fourni un financement important aux opérations en cours.



La Fondation Oppenheimer Generations fournit des financements catalytiques, flexibles et discrétionnaires dans le cadre de son engagement pour des sociétés durables et prospères. Elle finance le Parc national de l'archipel de Bazaruto depuis 2018, et s'est engagée à verser 2 millions \$US sur cinq ans pour placer cette zone marine sous la gestion d'African Parks et en faire connaître la valeur auprès de ses communautés.



La National Geographic Society (NGS) utilise le pouvoir de la science, de l'exploration, de l'éducation et du récit pour mettre en lumière et protéger les merveilles de notre monde. Son opération Last Wild Places vient en aide au Parc national de la Pendjari, au Bénin, que la NGS appuie depuis 2018 avec une subvention quinquennale de plusieurs millions \$US, en partenariat avec la Fondation Wyss et le gouvernement du Bénin.





La Fondation Oak engage ses ressources pour répondre à des questions d'ordre mondial, social et environnemental, en particulier celles exerçant un impact majeur sur la vie des plus défavorisés. Depuis ses bureaux en Europe, Afrique, Inde et Amérique du Nord, elle accorde des subventions à des organisations basées dans une quarantaine de pays du monde entier. African Parks a reçu une subvention de 1 million \$US pour soutenir la mise en place des opérations et la restauration dans deux nouveaux parcs de son portefeuille : Matusadona, au Zimbabwe, et Iona, en Angola.

Fentener van Vissingen Family

C'est le regretté Paul Fentener van Vissingen qui, en 2000, a apporté la majeure partie du financement initial pour la fondation d'African Parks. En 2010, conformément à ses dernières volontés, ses filles Alicia et Tannetta Fentener van Vissingen ont engagé 25 millions € dans le Fonds de dotation d'AP, dont les revenus sont principalement destinés aux frais généraux. Au cours de l'année 2020, le Fonds a soutenu African Parks Network à hauteur de 1,8 million \$US.



La People's Postcode Lottery gère des loteries pour le compte de 20 Postcode Trusts. Un minimum de 32% va directement à des organismes caritatifs et à de grandes causes, tant en Grande-Bretagne qu'à l'international. African Parks bénéficie depuis 2015 des fonds collectés par ses joueurs : en 2020,

2 millions £ lui ont été versés dans le cadre de l'initiative Postcode Climate Challenge, qui œuvre à sécuriser les écosystèmes et à atténuer les effets du changement climatique dans les Parcs nationaux de la plaine de Liuwa, Chinko, Odzala-Kokoua et Nyungwe.



La mission de la Fondation Rob et Melani Walton est de stimuler les populations, la planète et les objectifs, en faisant évoluer ce que les gens pensent être possible et savent être faisable. La Fondation recherche des partenaires intéressés au premier chef par les éléments essentiels et interconnectés de la préservation de la vie, l'avancement de toutes les formes de connaissance, la durabilité des personnes et de la planète. Rob et Melani Walton, qui sont depuis 2003 des partenaires inestimables d'African Parks, apportent leur soutien à la survie à long terme des parcs et de la faune sauvage sur l'ensemble du continent. Ils ont appuyé la réintroduction d'espèces telles que les lions et les rhinocéros noirs dans le Parc national de l'Akagera, le développement de mesures de performance factuelles, ainsi que notre étroite collaboration avec des gouvernements et des communautés pour identifier et partager les meilleures pratiques.

Donna and Marvin Schwartz

Donna et Marvin Schwartz sont d'extraordinaires défenseurs de la conservation et des causes animales, et leur relation avec African Parks a commencé en 2012. Leur intérêt particulier et leur engagement fort allant à la sauvegarde des éléphants et d'autres



↑ L'Akagera, au Rwanda, protège une population de 78 girafes Masaï © Marcus Westberg



grandes espèces menacées par le braconnage, ils ont apporté un soutien essentiel à notre lutte antibraconnage en Afrique centrale. Grâce à leur générosité, diverses actions ont pu être entreprises dans les Parcs nationaux de la Garamba, de Chinko et d'Odzala-Kokoua. En 2018, ils se sont engagés pour cinq ans à apporter un soutien continu à ce travail essentiel.



La Fondation Segré est une fondation suisse créée en 1996, qui s'est engagée à contribuer à la protection de la biodiversité de notre planète par la restauration d'écosystèmes dégradés et la conservation active d'espèces menacées et de leur habitat. Elle est devenue un partenaire financier stratégique d'African Parks en 2016, soutenant notre action dans les Zones humides de Bangweulu, à Chinko, dans l'archipel de Bazaruto, à Odzala-Kokoua, à Zakouma et, plus récemment, dans le Parc national de Nyungwe. À ce jour, sa contribution s'élève à plus de 5 millions \$US.



Stichting Natura Africae est une fondation caritative créée en 2017 par l'entrepreneur néerlandais Jan Verhagen, qui se consacre à la conservation des parcs nationaux et des zones protégées en Afrique, et reconnaît la relation réciproque entre les moyens de subsistance des communautés locales et la protection de la faune et de la flore d'un écosystème. La fondation a versé 4 millions € en 2020, poursuivant son engagement à long terme envers le Parc national de la plaine de Liuwa et les Zones humides de Bangweulu. Elle a également soutenu des projets communautaires et de recherche à Odzala-Kokoua, ainsi que le début des opérations en cours dans le Parc national d'Iona, en Angola.



L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) gère le Programme régional pour l'environnement en Afrique centrale (CARPE) dans le but de conserver l'intégrité écologique de la forêt du bassin du Congo au profit des populations locales et de la communauté mondiale. Grâce à son soutien, nous sommes en mesure d'assurer la gestion de base des aires protégées des Parcs nationaux de la Garamba et de Chinko et, en consortium avec African Wildlife Foundation, d'améliorer la résilience des communautés et la conservation de la faune dans la région frontalière de Mbomou-Uele.



Le Département d'État US, par le biais du Bureau des affaires internationales des stupéfiants et de la répression (INL) et du Bureau des affaires africaines (AF), fait progresser la bonne gouvernance, la paix et la sécurité, conditions préalables au développement économique durable et à la protection des ressources naturelles. Depuis 2018, il a engagé plus de 3 millions \$US dans l'habillement, l'équipement et la formation des gardes d'African Parks au Tchad, en République centrafricaine, au Malawi, en République démocratique du Congo, en République du Congo et en Zambie. Il a également contribué au développement du leadership et aux infrastructures des formations de base, ce qui nous aide à contrecarrer le commerce illicite des espèces sauvages et à promouvoir la stabilité régionale.



La Fondation Wildcat est une fondation philanthropique privée dont l'objectif est de concourir à la sauvegarde et à la conservation à long terme de la faune et de la flore sauvages menacées en Afrique. Elle soutient de nouvelles approches innovantes qui bouleversent les paradigmes traditionnels de

Des touristes descendent les eaux de la rivière Shire, dans le Parc national de Liwonde, au Malawi © Marcus Westberg ↑



« Nous soutenons African Parks car nous pensons que cette organisation possède les compétences et l'expérience nécessaires pour tenir ses engagements. Ses accords à long terme avec les gouvernements lui donnent toute l'autorité nécessaire pour mener des actions de lutte anti braconnage et faire respecter l'état de droit dans les zones difficiles. En plus de fournir un soutien à long terme au Parc national de la Garamba, en RDC, nous avons soutenu des interventions clés dans plusieurs autres parcs sous leur gestion depuis 2014. »

- Rodger Schlickeisen, Fondation Wildcat

protection de la faune sauvage, en se concentrant principalement sur la formation médicale, les avions, les équipements et la technologie des écogardes. Elle s'est associée pour la première fois à African Parks en 2014, soutenant le déplacement historique de 500 éléphants au Malawi. Au fil des ans, Wildcat a investi dans sept parcs à travers six pays, et contribué dans la Garamba à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie d'application de la loi qui a permis une réduction de 95 % du braconnage des éléphants.



Le World Wide Fund for Nature (WWF) soutient African Parks depuis 2007, avec l'objectif de promouvoir le modèle de gestion d'African Parks dans toute l'Afrique. Le WWF Zambie contribue aux frais de fonctionnement de base et aux projets de conservation du Parc national de la plaine de Liuwa et des Zones humides de Bangweulu. Le WWF Pays-Bas apporte son soutien aux parcs zambiens et au Parc national d'Odzala-Kokoua. Le WWF Belgique est devenu un partenaire financier stratégique en 2017, en faveur des parcs du Malawi et de la plaine de Liuwa.



La Fondation Wyss est une fondation caritative privée qui soutient des solutions innovantes et durables visant à améliorer les chances de chacun, renforcer les communautés et les liens avec le territoire. Sa relation avec African Parks a commencé en 2015, lorsqu'elle a versé une subvention pour la restauration du Parc national de l'Akagera, suivie d'un investissement important dans le Parc national de Liwonde et la Réserve de faune de Nkhotakota, tous deux au Malawi. En 2017, elle a pris un engagement sans précédent de 65 millions \$US pour fournir un appui continu à l'Akagera et aux parcs du Malawi, ainsi qu'un financement de démarrage pour cinq nouveaux parcs. Cela a permis d'intégrer à notre portefeuille les Parcs nationaux de la Pendjari et du W au Bénin, celui de l'archipel de Bazaruto au Mozambique, celui d'Iona en Angola et celui de Matusadona au Zimbabwe.



Le Lion Recovery Fund (LRF), exploité et géré par le Wildlife Conservation Network, est un fonds léger et flexible qui investit dans les projets les plus innovants et les plus efficaces à travers l'Afrique, à même de réhabiliter les lions et les paysages où ils évoluent. Depuis 2017, il a versé à African Parks plus

de 2,3 millions \$US. Ce financement a bénéficié à huit sites différents, mais un accent particulier a été placé sur plusieurs parcs d'Afrique occidentale et centrale vu l'extrême vulnérabilité des populations de lions dans ces régions. Le LRF a investi massivement dans le site de Chinko, en République centrafricaine, une vaste zone sauvage de 55 000 km² présentant un immense potentiel pour la réhabilitation des grands fauves.



Noé a été la première ONG à entrer dans un programme incubateur avec African Parks en 2018. « Parcs de Noé », sa branche gestionnaire des aires protégées, va administrer cinq de ces zones en Afrique d'ici 2025. Son premier accord de gestion a été signé en 2018 pour la réserve nigérienne de Termit et Tin Toumma, qui a, depuis lors, vu la résurrection de l'une des réserves désertiques les plus emblématiques du continent. En 2020, Noé a été le pionnier d'un plan d'intervention prioritaire pour la réserve faunique de Bindi Léré, au Tchad, tout en finalisant avec le gouvernement tchadien le processus de son changement de statut en parc national, de manière à prendre en charge sa gestion dans la foulée. L'année 2020 a également vu des avancées significatives dans les discussions avec le gouvernement congolais : il est prévu que l'accord de gestion à long terme du Parc national de Konkouati-Douli prenne effet en mai 2021.



Le Mulanje Mountain Conservation Trust (MMCT), au Malawi, prône activement une meilleure conservation de la biodiversité pour les 500 espèces endémiques présentes dans la réserve, ainsi que l'amélioration des moyens de subsistance des communautés par une gestion durable plus intensive des ressources naturelles. En 2020, African Parks et le MMCT se sont associés pour un partenariat de 10 ans dans le cadre du programme incubateur. Le MMCT a facilité l'élaboration d'un plan de gestion intégrée pour la réserve biosphérique du massif Mulanje en coopération avec l'US Forest Service ; ce plan a été officiellement lancé par le ministre des Forêts et des Ressources naturelles en décembre 2020. Par la suite, le MMCT a finalisé un nouveau plan stratégique pour aligner son action future sur un rôle potentiel de gestion au massif Mulanje, par le biais d'un partenariat de gestion collaborative avec le gouvernement qui sera prochainement soumis pour examen au ministère concerné.

INFORMATIONS INSTITUTIONNELLES

Nous sommes extrêmement redevables à tous nos conseils d’administration pour leur appui, leur gouvernance, leur leadership, leur supervision et leur soutien financier.

AFRICAN PARKS NETWORK CONSEIL D'ADMINISTRATION

Robert-Jan van Ogtrop (président), Valentine Chitalu, James Lembeli, Mavuso Msimang, Emeritus, Vasant Narasimhan, Rosette Rugamba, Tebogo Skwambane, Ted Woods, Hansjörg Wyss, Peter Fearnhead (P.-D.G.)
PRÉSIDENT

Prince Harry, duc de Sussex

DIRECTION GÉNÉRALE

Peter Fearnhead (P.-D.G.), Andrea Heydlauff, Ayesha Jackaria, Jean Labuschagne, Baudouin Michel, Kenneth Wanyoto, Charles Wells

P.O. Box 2336, Lonehill, 2062, Afrique du Sud
Tél: +27 11 465 0050 E-mail: info@africanparks.org
www.africanparks.org
N° enreg. : 2007/030803/08 N° PBO : 930028082

AFRICAN PARKS FOUNDATION OF AMERICA CONSEIL D'ADMINISTRATION

Ronald Ulrich (président), Edith McBean (vice-présidente), Anna Mcwane (secrétaire), Thomas Gallagher (trésorier), Mike Beaumont, Jonathan Cummings, David Gibbons, Emma Pilkington Goergen, Penni Ludwig, Jonathan Mills, Marvin Schwartz, Sanjay Sen, Melani Walton, Rob Walton, Emeritus, Peter Fearnhead (Ex Officio)

DIRECTION GÉNÉRALE

Toni Condon, Edward Barnes

21 West 46th Street, New York, NY 10036, États-Unis
tonic@africanparks.org

AFRICAN PARKS FOUNDATION ALLEMAGNE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dr. Dieter Zetsche (président), Juergen Steinemann, Pr. Dr. Klaus Mangold

DIRECTION GÉNÉRALE

Tineke Floor

African Parks Deutschland Stiftung
c/o BANSBACH ECONUM GmbH
Gänsheidestraße 67-74 70184 Stuttgart, Allemagne
germany@africanparks.org

AFRICAN PARKS FOUNDATION SUISSE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Arent Fock (président), Jan Niessen, Christian Wildmoser

DIRECTION GÉNÉRALE

Tineke Floor

Hirschmattstrasse 13, 6003 Luzern
Suisse
switzerland@africanparks.org

AFRICAN PARKS ROYAUME-UNI CONSEIL D'ADMINISTRATION

Jonathan Hughes (président), Melissa Hall, Matt Todd, Jon Zehner

DIRECTION GÉNÉRALE

Tineke Floor, Sophie Vossenaar

SUMMIT HOUSE, 4-5 Mitchell Street,
Edinburgh EH6 7BD, United Kingdom
uk@africanparks.org

STICHTING AFRICAN PARKS FOUNDATION CONSEIL D'ADMINISTRATION

René Hooft Graafland (président), Mirjam de Blécourt, Pieter van Doorne, Heleen Dura-van Oord, Arent Fock, Frederik Lotz, Peter Fearnhead (Ex Officio)

DIRECTION GÉNÉRALE

Tineke Floor, Sophie Vossenaar

P.O. Box 313, 3940 AH Doorn, Pays-Bas
netherlands@africanparks.org

AFRICAN PARKS ASIE-PACIFIQUE GROUPE CONSULTATIF

Neil Harvey (président), Leo Evers, Markus Jebesen, Nancy Lee, Rajiv Louis

DIRECTION GÉNÉRALE

Vega Hall-Martin Embree

Hong Kong
vegahme@africanparks.org

AKAGERA MANAGEMENT COMPANY, RWANDA CONSEIL D'ADMINISTRATION

Amin Gafaranga (président), Robert Bayigamba, Ian Craig, Michel Masozera, Teta Ndejuru, Martin Rickelton, Jacqui Sebageni

AFRICAN PARKS CONGO, RDC CONSEIL D'ADMINISTRATION

Francois-Xavier de Donnea (président), Jean-Marc Froment (vice-président), Ben Balongelwa, Jeff Mapilanga, Sivha Mbake, Baudouin Michel
Pasteur Cosma Wilungula

AFRICAN PARKS (MAJETE) LIMITED, MALAWI

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Robert Renshaw (président), Michael Eustace, Khalid Hassen, Brighton Kumchedwa, Francis Mbilizi, Martin Rickelton

AFRICAN PARKS MALAWI LIWONDE ET NKHOTAKOTA

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Francis Mbilizi (président), Clément Chilima, Michael Eustace, Brighton Kumchedwa, Mathews Matemba, Hon. Chief Justice Anastasia Msosa (retraité), Martin Rickelton

AFRICAN PARKS ZAMBIE (LIUWA) LIMITED CONSEIL D'ADMINISTRATION

Crispin Mowa Zambwe (Induna Mukulwakashiko), Fred Chimiti (secrétaire), Andrew Chomba, Victoria Musonda, Prince Mwendaweli Imwiko, Amussa Mwanamwambwa (ancien président, retraité), Wim Plaizier, Robin Pope

CONSEIL DE GESTION DES ZONES HUMIDES DE BANGWEULU, ZAMBIE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Stephen Chabala, Emmanuel Chama, Andrew Chomba, Michael Eustace, James Milanzi, Frank Mulenga, Victoria Musonda, Wim Plaizier

PARC NATIONAL DE L'ARCHIPEL DE BAZARUTO COMITÉ DE SURVEILLANCE

Mateus Mutemba (président), Cidalia Mahumane
Pablo Schapira, Martin Rickelton

PROJET CHINKO, CENTRAFRIQUE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Sam van der Feltz (président), John Barrett, Baudouin Michel, David Zokoué, observateur :

Raymond Mbitikon, observateur : Mike Fay

RÉSERVE NATURELLE ET CULTURELLE DE L'ENNEDI, TCHAD

CONSEIL DE GOUVERNANCE

Son Excellence le Ministre Brahim Mahamat Djamaladine (président) (MEEP), Son Excellence le Ministre Geo Patalet (président), Enrico Pironio (vice-président), Amir Adoudou Artine, Baudoin Michel, Magomna Oualbadet, Pierre-Armand Roulet, Malloum Sultan, Abakar Rozzi Teguil

GREATER ZAKOUMA BOARD, CHAD CONSEIL DE GOUVERNANCE

Olivier Kimto (président), Enrico Pironio (vice-président), Oualbadet Amoussa, Ouakalo Junior, Baudouin Michel, Carlo Paolini, Pierre-Armand Roulet

MATUSADONA CONSERVATION TRUST, ZIMBABWE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Geoffreys Matipano, George Manyumwa, Precious Mhaka, Tanyaradzwa Mundoga

NYUNGWE MANAGEMENT COMPANY, RWANDA

CONSEIL DE GOUVERNANCE

Martin Rickleton, Jacqui Sebageni, Jean Labuschagne, Clare Akamanzi, Charles Wells

FONDATION ODZALA-KOKOUA, CONGO

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Frédéric-Lambert Bockandza-Paco (président), Sam van der Feltz, Boua Francis, Erik Mararv, Baudouin Michel, Mbete Roger Albert, Paul Telfer, Pounga Onguila Timothée

PARC NATIONAL DE LA PENDJARI, BÉNIN

COMITÉ DE GESTION

Baudouin Michel (président), Alfred Koffi Allogninouwa, Djafarou Tiémoko Ali, Joséa Dosso-Bodjrenou, Jean-Marc Froment, Enrico Pironio, Kiansi Yantibossi

PARC NATIONAL DU W, BÉNIN COMITÉ DE GESTION

Hugues Akpona (Président), Jean-Marc Froment Enrico Pironio, Alfred Koffi Allogninouwa, Claude Kidjo, Benoît Nouhoheflin, Jeannot Fransico



NOS FINANCES

- 130 Performance financière 2020
- 132 États financiers résumés
- 136 Gouvernance
- IBC Planifiez votre avenir

PERFORMANCE FINANCIÈRE 2020

Les comptes de gestion et les données financières annuelles pour 2020 que nous présentons ici incluent les résultats financiers de trois nouvelles zones protégées au sein de notre portefeuille : les Parc nationaux de Nyungwe, du W et d'Iona. Ces ajouts auraient normalement dû conduire à une augmentation des dépenses mais, au cours du premier trimestre de 2020, lorsqu'il est devenu évident que les restrictions de déplacements résultant du Covid-19 exerceraient un impact négatif sur nos recettes commerciales, la direction a entrepris un examen des activités dans l'ensemble du portefeuille et, par exemple, décidé d'en reporter certaines. Le groupe a généré 3 millions \$US de recettes commerciales brutes pour l'exercice, soit une baisse de 48 % par rapport à 2019.

Les faits financiers saillants présentés dans cette section sont tirés des comptes de gestion résumés pour l'ensemble du groupe. Préparés sur la base de la trésorerie, ces comptes ne contiennent pas d'impacts non monétaires, tels que les amortissements ou les pertes et profits sur les taux de change. Chacune des entités du groupe vise à atteindre un budget équilibré en veillant à ce que ses recettes soient égales à ses dépenses.

Les subventions ont représenté 92 % du revenu total du groupe, soit 64 millions \$US. Les donateurs individuels et les financements gouvernementaux ont constitué respectivement 30 % et 42 % du total des subventions utilisées. Le montant de 64 millions \$US de subventions figurant dans les comptes de gestion est à comparer aux 60 millions figurant dans les états financiers annuels résumés. Il a été comptabilisé des ajustements de consolidation d'un montant de 4 millions ; ils concernent un débit des recettes vers les revenus différés (passif) au niveau consolidé, visant à supprimer l'impact des ajouts aux immobilisations corporelles sur l'excédent/déficit reflété, ce qui permet de mieux faire correspondre recettes et dépenses.

Un capital supplémentaire de 45,3 millions \$US a été injecté en 2020 dans le fonds de dotation d'African Parks, portant le solde total du capital à 84 millions au 31 décembre 2020. Le fonds est investi dans un mélange d'actions, d'obligations et de liquidités, conformément

à la politique d'investissements définie par notre commission de financement. Les actifs du fonds de dotation sont détenus dans les bilans de Stichting African Parks Foundation (SAPF), aux Pays-Bas, et d'African Parks Foundation of America (États-Unis), deux entités affiliées à African Parks Network (APN). Un total de 1,7 million a été prélevé sur les revenus générés par le fonds de dotation détenu par la SAPF pour contribuer aux frais de fonctionnement d'APN.

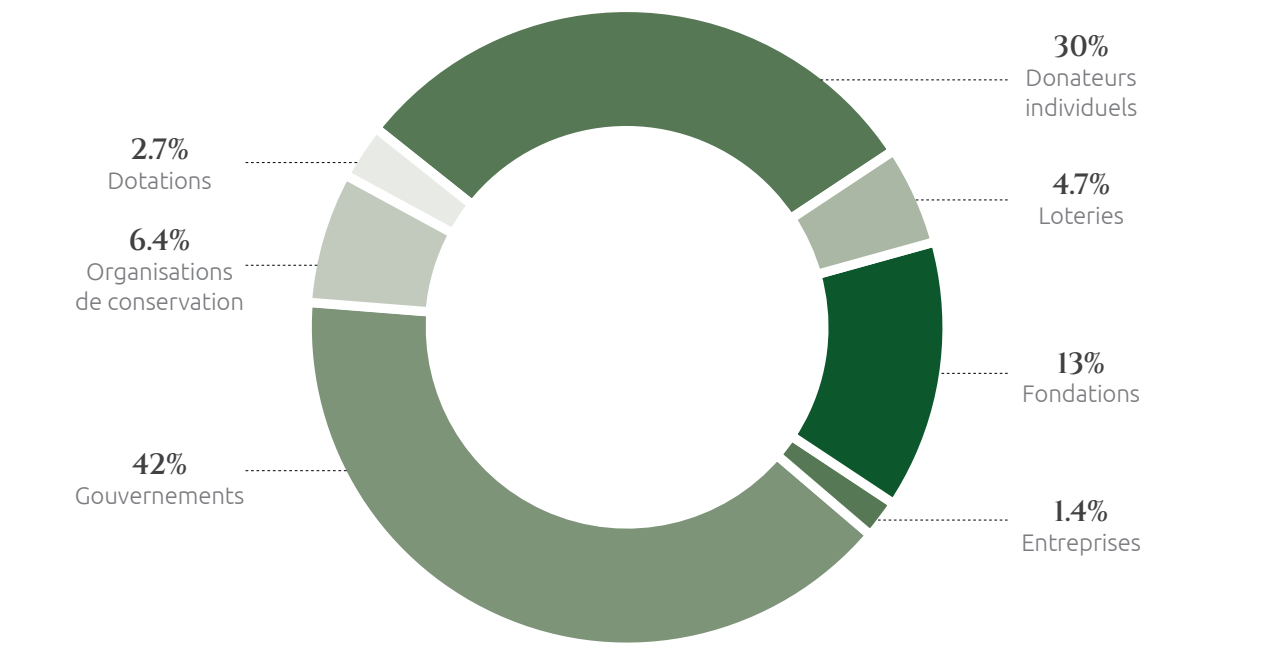
Les dépenses du groupe ont diminué de 6 % au cours de l'année, soit d'environ 4,5 millions \$US. Cette baisse s'explique en partie par le fait que nous avons fait l'achat de trois nouveaux avions en 2019, pour un coût total de 8,5 millions, alors que seuls 376 000 \$US ont été dépensés pour des achats de nouveaux appareils en 2020. La Garamba a également présenté des dépenses en baisse de 4 millions. Les trois nouveaux parcs (Nyungwe, Iona et le W) ont contribué à hauteur de 5,1 millions \$US aux dépenses totales des groupes – un montant inférieur à ce qu'il aurait normalement dû être, mais il est à noter que nous n'y avons engagé d'activités sur le terrain que pendant une partie de l'année : ainsi les dépenses totales pour Nyungwe ne représentent-elles que trois mois d'activités réduites, alors que le parc était dans son processus de transfert. L'organisation contrôle les dépenses du groupe grâce à un suivi budgétaire minutieux, les budgets annuels étant approuvés au préalable. Les dépenses effectives par rapport à ces budgets sont contrôlées chaque mois par le biais des comptes de gestion mensuels.

Le budget total pour 2020 tel qu'approuvé par le conseil d'administration d'APN s'élevait à 80 millions \$US alors que les dépenses effectives ne se sont montées qu'à 69 millions. Nous avons procédé à une réestimation au cours du premier trimestre de 2020 afin d'atténuer l'impact de la pandémie sur nos recettes. Les budgets des parcs ont été revus et certaines activités ont été reportées. En outre, les restrictions sur les déplacements ont naturellement entraîné des « économies » dans l'ensemble du portefeuille du fait de la réduction des frais de voyage ainsi que des activités (par exemple à Chinko), les fournitures nécessaires n'ayant pas été disponibles dans le pays pendant une partie de l'année, etc.

COMPTES DE GESTION DU GROUPE

	Zones protégées .000 \$US	African Parks Network .000 \$US	Total par compte de gestion .000 \$US	Ajustements de consolidation .000 \$US	Total par états financiers .000 \$US
Revenus	62,553	6,994	69,547	-	65,593
Subventions	59,329	4,693	64,022	-3,633	60,389
Recettes brutes du parc	3,082	-	3,082	-170	2,912
Revenu de la dotation	-	1,760	1,760	-	1,760
Autres revenus	142	541	683	-151	532
Total des dépenses du groupe	62,321	6,971	69,292	-	65,499
Dépenses de fonctionnement	52,402	6,947	59,349	1,028	60,377
Dépenses d'investissement	9,919	24	9,943	-4,821	5,122
Excédent net avant impôts	232	23	255	-161	94

SOURCES DES FINANCEMENTS DES DONATEURS



ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS

Les états financiers résumés du groupe ci-joints (les « états financiers résumés ») comprennent un résumé des états financiers audités du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 (les « états financiers »).

BASE DE PRÉPARATION

Les états financiers résumés sont préparés conformément aux concepts-cadres et aux exigences d'évaluation et de comptabilisation telles que formulées par les normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi qu'à celles de la loi sud-africaine sur les sociétés. Ils ne contiennent pas toutes les informations requises par les IFRS ni les exigences de la loi sur les sociétés appliquées dans la préparation des états financiers du groupe, et doivent être lus conjointement avec les états financiers du

groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. Les états financiers résumés sont préparés sur la base d'une continuité de l'exploitation.

Ce rapport résumé est extrait d'informations auditées, mais n'est pas lui-même audité. Les états financiers annuels ont été vérifiés par KPMG Inc., qui a exprimé une opinion non modifiée à leur sujet. Les états financiers annuels audités ainsi que le rapport de l'auditeur sont disponibles sur notre site Web. Les administrateurs assument l'entière responsabilité de la préparation des états financiers résumés ; les informations financières ont été correctement extraites des états financiers annuels sous-jacents. Un état résumé du résultat global du groupe est présenté à la page 133. Le déficit consolidé pour 2020 est de 63 000 \$US (un excédent de 19 000 \$US avait été enregistré en 2019).

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE ABRÉGÉ AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020 .000US\$	2019 .000US\$	% Variation
Revenu	65,595	62,194	
Subventions	60,390	54,163	11%
Revenus de dotation	1,760	1,677	
Autres produits d'exploitation	3,445	6,354	-46%
Charges d'exploitation	-65,132	-61,652	6%
Frais de personnel	-26,556	-20,872	
Amortissement	-5,123	-7,230	
Autres charges	-33,453	-33,550	-0%
Résultats des activités opérationnelles	462	542	
Différences de change nettes et produits/(charges) financiers	-369	-256	44%
Excédent/déficit avant impôts	93	286	
Impôts	-140	-256	
Excédent/déficit pour l'exercice	-47	24	
Autres pertes globales	-16	-5	
Total du (déficit)/excédent global pour l'exercice	-63	19	

Les revenus comptabilisés sont fonction des dépenses engagées. African Parks opère selon le principe de l'équilibre budgétaire, selon lequel les fonds reçus de donateurs sont d'abord comptabilisés au passif en tant que fonds non utilisés. Une fois utilisés, ces fonds sont alors comptabilisés comme des subventions. Nous nous alignons sur l'approche commerciale de la conservation : les coûts encourus sont d'abord financés par les revenus d'exploitation, puis par les subventions. Les frais généraux d'African Parks Network (APN) sont financés en partie par une fraction des revenus d'investissement générés par notre fonds de dotation. L'actif du fonds de dotation n'est pas comptabilisé dans l'état de la situation financière d'APN.

L'augmentation des subventions de 11% est due à une combinaison de facteurs :

- De nouveaux parcs inclus dans le portefeuille : Nyungwe, Iona et le W
- La nécessité de puiser dans des revenus supplémentaires en raison de recettes commerciales inférieures au budget dans l'ensemble du groupe
- Le journal de consolidation par lequel le revenu des donateurs est débité et le revenu différé est crédité était plus faible en 2020 par rapport

à 2019, ce qui est directement lié à un niveau plus faible d'ajouts d'actifs fixes en 2020 par rapport à 2019. Des explications supplémentaires concernant les revenus différés sont fournies plus loin dans ce document.

Les autres produits d'exploitation sont constitués de recettes commerciales de 3 millions \$US. APN a généré un revenu d'exploitation de 365 000 \$US grâce aux initiatives prises en matière de voyages de conservation (ayant eu lieu avant la fin du T1-2020) et à la ferme qu'il possède actuellement. Enfin, les autres produits d'exploitation comprendraient également les recouvrements (négligeables) des indemnités d'assurance reçues au cours de l'année. La diminution du revenu d'exploitation est la résultante directe de la pandémie de Covid-19.

Les différences de change nettes et les charges financières comprennent les pertes de change réalisées et non réalisées subies au cours de l'année. Le total des pertes de change non réalisées s'élevait à 512 000 \$US, et elles ont toutes été enregistrées dans les livres de la société APN. Ce montant comprenait 208 000 \$US de perte non réalisée sur la réévaluation de la ferme, car le taux de change à la fin de l'exercice était de 14,65 ZAR pour 1 \$US (2019 : 14,04 ZAR).

ÉTAT ABRÉGÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020 .000US\$	2019 .000US\$	% Variation
Actifs			
Actifs non courants			
Immeubles, installations et équipements	42,524	37,581	13%
Actif non courant détenu en vue de la vente	-	4,985	
Actif de droit d'utilisation	261	344	
Actifs courants			
Stocks	951	773	
Créances et paiements anticipés	13,241	12,337	7%
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16,847	19,920	-15%
Actif non courant destiné à la vente	4,129		
Total des actifs	77,952	75,940	
Fonds propres et passif			
Capital et réserves			
Réserve de conversion des devises étrangères	-1,764	-1,747	
Bénéfices non distribués	2,072	2,106	
Réserve de maintenance	322	321	
Intérêts minoritaires	-626	-612	
Passifs non courants			
Impôts différés	819	680	
Dettes de leasing	226	294	
Passifs courants			
Provisions	318	179	
Dettes commerciales et autres dettes	2,778	4,559	-39%
Fonds non utilisés	27,284	27,836	-1%
Dettes de leasing	67	60	
Produits différés	46,456	42,265	9%
Total des fonds propres et du passif	77,952	75,941	

Les principaux contributeurs à l'augmentation des immobilisations corporelles sont Liuwa (800 000 \$US), Garamba (816 000 \$US) et Zakouma (1 372 000 \$US). Il convient de noter que nous capitalisons tous les EPI (articles individuels dont le coût est supérieur à 500 \$US et la durée de vie supérieure à un an) car nous en contrôlons l'utilisation. Si l'organisation African Parks devait quitter un parc (volontairement ou involontairement), elle ne serait pas en mesure de conserver l'usage de la plupart de ses immobilisations corporelles et devrait alors comptabiliser une perte de cession. Tous les avions, en revanche, restent au nom d'APN et pourraient être réaffectés à d'autres parcs.

L'actif non courant destiné à la vente représente les fermes d'Ukulima qui ont été données en 2017. Les

fermes ont été réévaluées à la baisse de 850 000 \$US au cours de l'exercice actuel. 7,5 millions \$US du montant total des créances et des paiements anticipés concernent les créances sur les donateurs, dont certaines ont été reçues en 2021. Le solde, soit 588 000 \$US, concerne des créances sur des entités affiliées telle l'African Parks Foundation of America.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie représentent une combinaison de fonds détenus localement par les parcs dans leurs banques locales, de cagnottes (364 000 \$US) et de fonds détenus par APN sur son compte offshore. Le groupe a été fortement exposé au franc CFA à la fin de l'année, les parcs du Bénin (Pendjari et W) détenant un total de 1,6 million \$US dans cette monnaie : une grande partie de leur financement est en effet basée sur le CFA.

Les livres de l'Akagera montrent un solde d'impôt différé : il s'agit d'un ajustement comptable reconnu pour la première fois en 2018.

Les fonds non utilisés représentent les subventions reçues mais non utilisées dans l'année en cours, soit parce qu'ils n'ont pas encore été affectés mais le seront en 2021, soit parce qu'ils sont affectés à des activités spécifiques qui n'ont pas encore eu lieu, soit parce qu'il s'agit de fonds excédentaires collectés. Ces fonds sont détenus sous forme de liquidités et de

créances et ne sont décaissés que pour le projet et la période auxquels ils sont destinés.

Les produits différés représentent les fonds des donateurs qui ont été dépensés pour l'acquisition d'immobilisations corporelles. Les revenus différés sont transférés au compte de résultat en tant que revenus des donateurs au fur et à mesure que ces éléments sont amortis. Ce traitement des revenus différés permet une meilleure correspondance entre les produits et les charges.

ÉTAT ABRÉGÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
DU GROUPE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réserve de conversion des devises étrangères .000US\$	Réserve de maintenance .000US\$	Bénéfices non distribués .000US\$	Total .000US\$	Intérêts minoritaires .000US\$	Total .000US\$
Solde au 1er janvier 2019	-1,743	321	1,829	407	-359	48
Excédent pour l'exercice	-	-	277	277	-253	24
Autres pertes globales	-4	-	-	-4	-	-4
Solde au 1er janvier 2020	-1,747	321	2,106	680	-612	68
Excédent pour l'exercice	-	-	-33	-33	-14	-47
Autres pertes globales	-16	-	-	-16	-	-16
Solde au 31 décembre 2020	-1,763	321	2,073	631	-626	5

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE DU GROUPE ABRÉGÉ
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020 .000US\$	2019 .000US\$
Entrées/(sorties) nettes des activités d'exploitation	7,668	10,079
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement	-10,130	-13,257
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement	-612	-1,029
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-3,074	-4,207
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	19,921	24,128
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	16,847	19,921

La réserve de conversion des devises étrangères est le résultat de la consolidation des parcs dont la devise fonctionnelle n'est pas le \$US.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de fonds de donateurs reçus mais non encore dépensés pour les programmes définis.

GOUVERNANCE

African Parks se fixe pour priorités essentielles une gouvernance saine, des contrôles internes rigoureux et une gestion financière professionnelle.

Le principal organe directeur, African Parks Network (APN), basé à Johannesburg (Afrique du Sud), est une société à but non lucratif enregistrée conformément à la section 10 de la loi sud-africaine sur les sociétés. Cette entité stratégique et décisionnelle conduit le business plan de chaque parc, détermine les investissements en capital, opère les budgets d'exploitation et les procédures d'exploitation standards, nomme les gestionnaires des parcs.

Le conseil d'administration d'APN, composé d'un membre exécutif et de sept membres non exécutifs, est responsable de la gouvernance globale de l'organisation. Trois sous-commissions spécialisées – celle des finances, des risques et de l'audit, celle des rémunérations et des ressources humaines, et celle de la conservation – assurent qu'une attention supplémentaire soit portée à la gouvernance.

Chaque parc géré par African Parks dispose d'un conseil d'administration local mis en place dans le pays même. Chaque conseil, représenté par des institutions partenaires, des parties prenantes clés et APN, rend directement compte aux gouvernements de la gestion professionnelle des parcs, lesquels sont tenus de fonctionner conformément aux procédures opérationnelles standards déterminées par African Parks Network.

Les disciplines relatives aux rapports de gestion des parcs comprennent la préparation de comptes de gestion mensuels, de budgets et de business plans annuels, qui sont examinés et approuvés par la direction d'APN à Johannesburg. Tous les employés sont tenus de signer un code de conduite et d'observer les plus hautes normes d'éthique. La liaison avec les parties prenantes d'African Parks – les autorités locales, les communautés, les donateurs, les employés et les organisations affiliées – s'effectue par le biais de canaux de communication formels, comme spécifié dans le Manuel des procédures opérationnelles standards.

Les états financiers du groupe APN sont conformes aux normes internationales d'information financière (IFRS) et sont audités par KPMG Afrique du Sud.

APN possède des organisations affiliées aux Pays-Bas (Stichting African Parks Foundation), en Suisse (African Parks Stiftung Schweiz), en Allemagne (African Parks Foundation Germany), au Royaume-Uni (African Parks UK) et aux États-Unis (African Parks Foundation of America). Le rôle de ces organes, dont le statut est celui d'organisme caritatif, est de promouvoir la mission d'African Parks. Ces entités juridiques distinctes sont dirigées par des conseils d'administration indépendants mais sont liées par un accord de collaboration qui garantit un objectif commun à tous.

REJOIGNEZ-NOUS SUR NOTRE PARCOURS

African Parks est l'organisation de pointe en matière de gestion des zones protégées en Afrique.

Lorsque vous faites un don à African Parks, vous ne protégez pas seulement les paysages et la vie sauvage emblématiques de l'Afrique : vous créez également des lieux sûrs où l'on crée des emplois, où l'on finance des entreprises durables, où l'on construit des écoles, où des enfants peuvent apprendre, où l'on déploie des unités sanitaires mobiles et où des économies axées sur la conservation peuvent se développer.

Soutenir African Parks présente de nombreux avantages : nous opérons à grande échelle, nous sommes à 100% responsables de chaque montant qui nous est confié et de chaque aspect de la gestion des parcs, ce qui garantit que ces financements produisent l'impact le plus immédiat et le plus direct. Notre projet de sécuriser 30% de l'Afrique pour la nature est limpide, et notre bilan à ce jour prouve qu'il est réalisable.

Quelle que soit la manière dont vous souhaitez soutenir notre travail, à petite ou grande échelle, tout cela nous importe. Nous vous remercions de votre confiance et vous invitons à nous contacter si vous souhaitez en apprendre davantage :

Tineke Floor
Sophie Vossenaar
African Parks - Europe
tinekef@africanparks.org
sophiev@africanparks.org

Toni Condon
African Parks - États-Unis
tonic@africanparks.org

Vega Hall Martin Embree
African Parks - Asie
vegahme@africanparks.org

